TRENTE-QUATRIEME ANNÉE — N° 10 145 18 PAGES DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 11-LUNDI 12 SEPTEMBRE 1977

Condamné à mort le 27 février dernier

Hamida Djandoubi a été guillotiné à Marseille

LIRE PAGE 18



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 Paris Télex Paris n° 650572 Tél. : 246-72-23

Les violations des droits de l'homme

M. Andropov, le K.G.B. et les dissidents

La célébration du centième anniversaire de Félix Dzerjinski, le fondateur de la Tchéka, a donné l'occasion à M. Iouri Andropov, le chef du K.G.B., de ranimer la lutte contre les dissidents. Au cours d'une séance solennelle organisée au Bolchoï, devant un parterre d'anciens tchékistes et en présence de M. Leonid Brejnev, le dernier successeur de Dzerjinski s'est en effet lancé vendredi 9 septembre *dans un éloge des services de sécurité soviétiques ainsi que dans un violent réquisitoire contre* « ceux que l'on appelle les dissidents ».

Glissant pudiquement sur « les violations de la démocratie socialiste qui ont assombri certaines années » — euphémisme traditionnel en U.R.S.S., et par lequel on désigne le Goulag, — M. Andropov *s'est employé à justifier* le maintien, soixante ans après le succès de la révolution d'Octobre, d'un des plus efficaces appareils répressifs. Selon lui, les ennemis de l'Union soviétique n'ont toujours pas désarmé, mais, comme il leur est impossible de terpiller le nouveau régime par la force militaire, ils ont recours à la guerre psychologique, à l'espionnage, à la diversion et à la subversion, utilisant pour ce faire les dissidents, « ces renégats payés par l'Occident ».

L'accusation de trahison n'est pas particulièrement nouvelle. Depuis le début de l'année, elle est pourtant de plus en plus fréquemment formulée à Moscou. Elle a été en particulier utilisée dans l'affaire Chtcharanski, ce militant juif des droits civiques dont on est sans nouvelles depuis son arrestation au mois de mars, et qui risque d'être jugé pour espionnage au profit de la C.I.A...

Le but de cette campagne — à laquelle M. Andropov vient de donner sa caution en même temps que son appui — est clair : il *s'agit*, une fois pour toutes, espère-t-on à Moscou, d'isoler le petit noyau *dissident* aussi *bien* de la grande masse des Soviétiques que des correspondants occidentaux en poste dans la capitale. La peur, les tracas et les menaces aidant, cette campagne porte déjà ses fruits : il est de plus en plus risqué pour un Soviétique de continuer à fréquenter un ami dissident, et il est de plus en plus difficile à un *journaliste occidental de rendre* compte de cet aspect de la réalité soviétique. Le Soviétique risque d'y perdre son emploi, son appartement ou même sa liberté, et le journaliste de se trouver accusé d'espionnage. La mésaventure est déjà arrivée à plusieurs correspondants américains, le dernier en date étant l'ancien correspondant du « Los Angeles Times », *Robert Toth, « coupable » d'avoir* eu entre les mains la copie d'un article consacré à la parapsychologie...

Cette volonté de renforcer le climat de peur est une conséquence indirecte des accords d'Helsinki. Ces accords ont, en effet, donné l'idée aux dissidents de prendre l'Occident à *témoin* des injustices qu'ils subissent. Depuis deux ans, *ils ne s'en sont* pas privés, et l'U.R.S.S. est en train de payer aujourd'hui — en termes d'image publique — le prix de trente années de stalinisme. On peut comprendre que ses dirigeants veuillent en revenir à la vieille politique du secret. Après tout, c'est une méthode qui leur a longtemps réussi. Il ne semble pas, cependant, qu'ils puissent *compter* aujourd'hui sur l'étrange indulgence de l'Occident dont leurs prédécesseurs ont bénéficié. Quand M. Andropov vient expliquer aujourd'hui la dissidence, notamment par l' « instabilité psychique », non seulement il se déconsidère, mais encore il ne convainc personne.

FIN DE LA CONFÉRENCE DE NAIROBI SUR LA DÉSERTIFICATION

(Lire page 18.)

Le président Carter s'inquiète de la situation en Amérique latine

Le président Carter, qui avait mis une sourdine depuis quelques mois à sa campagne en faveur du respect des droits de l'homme, notamment en U.R.S.S., vient de relancer le sujet. En marge du récent « sommet » interaméricain de Washington, le chef de la Maison Blanche a en effet multiplié les avertissements en la matière aux chefs d'Etat latino-américains qu'il a reçus.

De notre correspondant

Washington. — La semaine latino-américaine de Washington s'est terminée *sans incident notable*, vendredi 9 septembre, avec le défilé des derniers chefs de délégation à la Maison Blanche. Ce rassemblement sans précédent depuis le « sommet » de Punta-Del-Este en 1967, a permis une série d'entretiens, pour l'essentiel bilatéraux, mais aussi multilatéraux puisqu'une *réunion* du Groupe andin a eu lieu à l'initiative du président péruvien, M. Morales, mercredi 7 *septembre, pour promouvoir* la coopération économique entre les pays représentés (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela).

Le point nouveau qui est apparu au cours des entretiens du président américain avec ses hôtes est la place importante qu'y a tenue la protection des droits de l'homme. Certes, l'intérêt de M. Carter pour ce problème était bien connu. Mais une sourdine avait été mise depuis quelques mois, notamment à propos des pays communistes. En outre, plusieurs membres de l'administration avaient fait valoir qu'en tant qu'hôte le président ne pourrait s'engager très ouvertement sur ce problème. Ce n'est pas ce qui s'est produit, puisque M. Carter a largement évoqué cette question non seulement en privé, mais aussi devant la presse, et parfois en termes très fermes.

Il était piquant, vendredi, d'entendre M. Carter dire devant les caméras de télévision sur la pelouse de la Maison Blanche, en présence du président Mendez, passablement penaud, que la situation des droits de l'homme en Uruguay lui causait un « *profond souci* ». Plus tôt, il s'était inquiété, en présence du général Videla, de ce que « *beaucoup de gens sont en prison en Argentine* » sans avoir fait l'objet d'aucune déci*sion judiciaire, concluant qu'il aimerait* connaître le plus tôt possible « *le sort de ces prisonniers* ».

Cette insistance ne pouvait pas ne pas entraîner un certain fléchissement, même de la part des dirigeants qui ont fait de l'arbitraire une règle de conduite. En acceptant « *en principe* » de recevoir une mission d'enquête de l'ONU sur les droits de l'homme dans son pays, le général Pinochet a renversé la décision qu'il avait prise en 1975 de fermer sa porte aux enquêteurs de l'Organisation internationale.

Répondant aux attaques de M. Carter, M. Mendez a proposé à son hôte de lui envoyer des observateurs. Le Salvador a également accepté de recevoir une mission, *non pas* de l'ONU mais d'un « groupe » de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.). On note encore que le Honduras a ratifié, le 8 septembre, la convention interaméricaine des droits de l'homme et que la République Dominicaine a fait de même mercredi, tandis que le Pérou s'engageait à rendre le pouvoir aux civils en 1980.

Tous ces gestes ne sont certainement pas sans rapport avec les pressions de Washington. En tout cas, les interlocuteurs de M. Carter ont bien dû accepter l'ordre du jour « *désagréable* » *qui leur était imposé*. Sans doute ont-ils fait valoir, tel le général Pinochet, qu'ils se réjouissaient d'avoir cette occasion de répondre aux « *calomnies* » adressées à leur pays et d'énumérer les mesures prises par leur gouvernement pour renforcer la légalité.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 2.)

L'actualisation du programme commun

M. Marchais réaffirme à la fois les exigences du P.C. — *dont la nationalisation de la sidérurgie* — et la volonté de son parti d'aboutir à un accord

M. Georges Marchais devait exposer dimanche, à la fête de « l'Humanité », la position du comité central du parti communiste sur l'actualisation du programme commun, telle qu'elle a été arrêtée le 9 septembre.

Cette procédure ainsi que la résolution du comité central marquent la volonté du P.C. de maintenir sa pression sur le P.S. et de donner la plus large audience aux propositions qu'il défend.

Si M. Marchais assure que celles du P.S. sont inacceptables en l'état, il n'en reste pas moins que son parti confirme que ses délégués lutteront pour surmonter les divergences et parvenir à un accord.

La brève résolution votée par le comité central, qui laisse la vedette à M. Marchais, et les déclarations de celui-ci dans l'hebdomadaire communiste *France nouvelle oscillent entre deux pôles* : d'une part, la fermeté dans la défense des positions jugées indispensables à l'œuvre d'actualisation du programme commun, d'autre part, la volonté de maintenir l'union de la gauche. Le minimum indispensable, pour le P.C., concerne l'élargissement des nationalisations — en particulier à la sidérurgie, selon un engagement pris personnellement par M. Marchais auprès des ouvriers *de cette industrie*, — *la revalorisation* du SMIC et des prestations sociales. Ce sont, essentiellement, sur ces points de divergence que le P.S. est pressé de céder. Au-delà des « non » qu'il a opposés aux exigences communistes, le premier secrétaire du P.S. a fait des ouvertures sur la nationalisation, à plus long terme, de la sidérurgie, sur celle des filiales, et sur la possibilité offerte de négocier sur le SMIC. Entre le refus du programme communiste par M. Mitterrand et celui du programme socialiste par M. Marchais, il y a largement place pour un compromis, pour peu qu'on veuille le trouver.

Les communistes assurent qu'ils vont à la *négociation* avec la volonté de surmonter les divergences, mais plusieurs dirigeants socialistes n'excluent plus que leurs partenaires se contentent d'un accord électoral aux dépens du programme. Réciproquement, les responsables communistes ne veulent pas, comme vient de le *rappeler M. Marchais, laisser* leurs alliés entretenir un certain flou sur leurs intentions, lorsqu'ils seront appelés à gouverner. Aussi le P.C. maintient-il sa pression pour obtenir des engagements plus précis, et M. Marchais prend-il date, en imputant d'avance à l'attitude de ses alliés la responsabilité d'un échec, électoral ou gouvernemental, de la gauche.

Après avoir défini le mandat donné à ses délégués à la rencontre « au sommet » de la gauche, le comité central se range comme un seul homme derrière M. Marchais, *chargé d'exposer les décisions prises*. Cela, aussi, est significatif, dans la mesure où les dirigeants socialistes et, en particulier, M. Mitterrand ont opposé, sur le problème de la défense, la position des négociateurs communistes de l'actualisation du programme commun et celle de M. Marchais, lorsqu'il est rentré de vacances, au début du mois d'août.

Parallèlement, la polémique vient de rebondir entre le P.C.F. et la C.F.D.T. La centrale syndicale, le 9 septembre au soir, a publié une déclaration de M. Edmond Maire, reprochant au P.C. de proclamer publiquement la volonté d'un débat clair, mais d'avoir déformé, dans *l'Humanité* du 8 septembre, le compte rendu du récent discours prononcé à Strasbourg par le secrétaire général de la C.F.D.T. en ne retenant des positions de la centrale « *que celles qui l'arrangent dans sa controverse avec le P.S.* »

Dans son organe officiel, le 10 septembre, le P.C.F. estime que les appréciations de la C.F.D.T. ne correspondent pas à la réalité. « *Le bureau national de la C.F.D.T. aurait-il jugé nécessaire, au moment où il formule de sérieuses critiques au parti socialiste, d'établir une fausse symétrie avec le parti communiste français* », interroge *l'Humanité ?*

ANDRÉ LAURENS.

Lire page 16 l'article de JOANINE ROY : « LES SYNDICATS DANS L'ARÈNE »

LA FRANCE ATTEND

par MICHEL ROCARD (*)

Les enjeux de la prochaine élection législative sont tels pour ceux qui, depuis tant d'années, profitent de ce régime, privilégiés de la fortune et du savoir, nantis tirant de la rente ou de la spéculation le bénéfice de la peine des autres, que la bataille sera très âpre — chacun le pressent.

La gauche a le devoir de ne pas céder à la tentation de la démagogie, de la surenchère, de la facilité. Présenter lucidement le bilan économique, social, politique, dont nous hériterons dans six mois, expliquer franchement les conséquences des choix proposés, parler le langage du courage et de la vérité sont les conditions indispensables pour obtenir du pays la confiance et le temps nécessaires au succès de l'entreprise.

Le Front populaire apporta les congés payés, les conventions collectives, des améliorations considérables des conditions de vie et de travail : mais il ne fut qu'une embellie.

Quarante-deux ans après, le gouvernement de la gauche ne sera-t-il qu'une « expérience », qu'une flambée de rêve ? Nous n'en avons pas le droit.

(Lire la suite page 5.)

(*) Membre du secrétariat national du parti socialiste.

Le fascisme rouge

par MAURICE DUVERGER

Nous sommes tous concernés par le terrorisme des ultra-gauches. Le cancer qui envahit nos voisins est moins avancé chez *nous*. N'est-ce pas un simple décalage dans le temps ? La faiblesse de l'Etat en Italie, une certaine tradition de violence des deux jusqu'au-boutismes en Allemagne accélèrent dans ces pays une évolution qui menace tout l'Occident. Quand des sociétés ont *perdu* leur système de valeurs, le désarroi n'y reste plus confiné dans une frange étroite. Les marginaux se multiplient et se radicalisent. Un ordre qui ne *repose plus* que sur la contrainte, et non sur une adhésion au *moins* partielle, tend à faire pulluler ceux qui ne supportent pas l'injustice, qui se croient chargés de la supprimer, qui sont prêts à tous les moyens pour y parvenir.

Les extrémistes de la révolution ont une âme pure et des intentions nobles. Ils méritent qu'*on* les comprenne et qu'on les explique, *comme l'ont fait Heinrich Böll*, Jean Genet et d'autres. Ils méritent le respect, ces fils et ces filles de la bourgeoisie qui pourraient mener une existence tranquille, *voire dorée, et qui ont choisi de* vivre traqués, en attendant d'être tués ou emprisonnés. Ils méritent qu'on dénonce le scandaleux régime des prisons qui leur est appliqué *en* République fédérale. Mais ils ne méritent pas qu'on justifie leurs actions ou qu'on les excuse.

Elles conduisent au fascisme. *Comprendre et expliquer les motivations* des terroristes ne doit pas dispenser de comprendre et d'expliquer les réactions qu'ils provoquent dans une société qui les rejette. Une certaine gauche commet l'erreur de confondre les attentats actuels d'Allemagne et d'Italie avec ceux qui ont déclenché des combats libérateurs dans les nations écrasées par un dictateur, un occupant ou un colonisateur. Ici, les bombes et les mitraillages individuels aident à tirer de sa torpeur un peuple naturellement hostile à ceux qui le tiennent en servitude. Dès le départ, il y a une sorte de connivence entre les terroristes et les masses, les premiers constituant une avant-garde qui mobilise les secondes. Ils le peuvent parce qu'ils restent toujours en contact étroit avec elles, comme des poissons dans l'eau, suivant la formule de Mao Tse-toung si souvent répétée.

***

Les disciples de Baader se trouvent dans une situation très différente. Ils n'agissent pas au sein d'un peuple opprimé. Certes, les sociétés d'Occident sont dominées par l'argent. L'inégalité y est grande, l'injustice réelle, les réglementations pénibles. Mais aucune société de l'histoire n'a connu tant de libertés. Aucune n'a donné à ses membres une situation plus vivable, sauf pour une minorité du bas de l'échelle.

(Lire la suite page 3.)




AUX RENCONTRES DE TÉLÉVISION D'AIX-EN-PROVENCE

La création et les deux pouvoirs

Les producteurs et réalisateurs qui participent chaque année, à Aix-en-Provence, aux Rencontres internationales de télévision organisées avec l'aide de la municipalité par quelques-uns d'entre eux, appartiennent à la catégorie particulière des créateurs : responsables le plus souvent *de ce qu'il est convenu* d'appeler des « documentaires de création », et quelquefois de « dramatiques », ils représentent la partie la plus vivante, la plus originale de la télévision française. On a vu ou revu à Aix-en-Provence, du 3 au 7 septembre, certaines de leurs œuvres récentes comme « Sylvaine, ta mère t'appelle », une émission de Pascal Breugnot et Bernard Bouthier, sur l'adoption ; *Paule*, de Claude Ventura, un film de la série « la Saga des Français », produite par Michel del Castillo, ou *Des Indiens en* Guyane, de Claude Massot. Parmi les membres du comité de programme, on relevait les noms de Jean-Claude Bringuier, Maurice Failevic, Jacques Krier, Claude Santelli.

Ces professionnels, venus à Aix-en-Provence pour discuter, non seulement entre eux mais aussi avec le public et les porte-parole des partis politiques sur le thème « T.V. et pouvoirs », sont les tenants reconnus d'une télévision de qualité, d'une télévision de création.

Or, la création, telle qu'ils l'entendent, est menacée sous l'effet conjugué de deux pouvoirs : le pouvoir politique et le pouvoir économique. Le pouvoir politique, parce que les émissions de création sont souvent des analyses critiques de la société et qu'elles déplaisent aux gouvernements en place qui s'efforcent de les limiter. Le pouvoir économique, parce que l'influence croissante de la publicité aux heures de forte écoute, favorise plutôt la diffusion de programmes jugés plus accessibles au grand public.

Réduits à la portion congrue, la plupart des créateurs attendent beaucoup d'une éventuelle victoire de la gauche aux élections législatives qui desserrerait ce double carcan politique et économique. Les représentants des partis signataires du programme commun — François-Régis Bastide pour le P.S., François Loncle pour les radicaux de gauche, Jack Ralite pour le P.C. auxquels s'était joint Pierre Reynier pour le P.S.U. — ont largement discuté des perspectives qu'offrirait un changement de majorité en mars prochain. Ils n'ont pas ménagé les promesses.

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

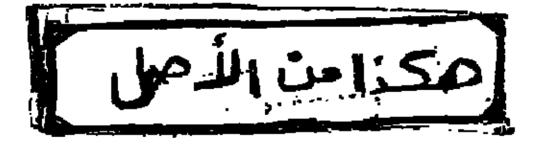
Chasseurs français

Très grave polémique, actuellement, entre M. Durafour, de Saint-Etienne, et M. Roland Leroy, de l'Humanité. *Le premier reproche au second la vente de deux mille armes de chasse soviétiques à la fête de* l'Humanité, *en pleine période d'ouverture de la chasse et en un temps où Manufrance a des difficultés ; le second reproche au premier d'avoir, du temps où il était au gouvernement, laissé doter l'armée et la police françaises d'armes étrangères.*

Grave polémique, dans le même temps, chez les lièvres, lapins, faisans, perdreaux, merles et grives, afin de savoir s'il est préférable d'être « tué français » ou « tué étranger ».

Il est vrai que, en cette période de crise, la solidarité nationale veut que le chasseur français tire français. Il est vrai également que le climat national veut que tous les coups soient bons, y compris ceux des fusils à tirer dans les coins.

BERNARD CHAPUIS.



EUROPE

La Pologne à la recherche de l'équilibre

II. — LA MANŒUVRE

(De notre envoyé spécial MICHEL BOYER.

Après un premier article dans lequel Bernard Brigouleix a analysé la situation politique de la Pologne (« le Monde » du 10 septembre), Michel Boyer aborde ci-dessous les problèmes économiques auxquels est confronté M. Gierek.

Varsovie. — Les Polonais n'ont pas de chance avec le ciel. Les intempéries feront de 1977 une nouvelle mauvaise année pour l'agriculture. Le bilan sera lourd. La Pologne devra importer des quantités supplémentaires de blé et de fourrages, ce qui pèsera sur sa balance commerciale et son endettement extérieur.

De Varsovie à Cracovie, dans tout le sud du pays, les cultures, vues d'avion, apparaissent trouées de grandes flaques. Les champs sont inondés. Et les longues et étroites charrettes glissent sur des routes mouillées. La présence des chevaux — plus de deux millions contre un demi million de tracteurs et un million d'automobiles — fait ressembler la campagne polonaise à celle de la France d'autrefois et témoigne du retard de l'agriculture, un des points faibles de l'économie.

Les crochets vides

Déjà les ménagères ont fait des stocks de farine, laquelle se fait rare dans les magasins de la capitale. Nouvelle préoccupation, après le manque de viande dont les Polonais sont grands consommateurs (70 kilos par personne et par an, 80 kilos en France). Face à l'Institut scientifique de l'agriculture, une dizaine de femmes font la queue, attendant l'ouverture d'une boucherie. Ces difficultés d'approvisionnement donnent naissance à de multiples plaisanteries, les magasins étant affublés d'un nom phonétiquement japonais : « les *nagie haki* », c'est-à-dire, « *les* crochets vides ».

Des qualités de viande supérieure, dite « préparée », ont été mises en vente, mais à un prix également supérieur. Le double. Ce système, qui permet aussi de masquer la hausse des prix à la consommation (4,2 % officiellement en 1976), favorise les uns aux dépens des autres. Une certaine économie parallèle s'est d'ailleurs instaurée, marquée par une relative pratique du travail noir, lié à la défaillance des services, et du marché noir. Le cours du dollar pour les touristes est de 33 zlotys dans les bureaux de change, mais quelques mètres plus loin la monnaie américaine s'échange pour le triple. Apparemment, tout le monde y trouve son compte : l'étranger, qui obtient davantage de zlotys ; le Polonais, qui peut acheter certaines marchandises dans des boutiques spécialisées ou bien acquérir plus rapidement une voiture, et même l'Etat. Le marché noir a pour ainsi dire été légalisé puisque les citoyens du pays peuvent maintenant ouvrir un compte en devises sans justifier de leur origine. Il s'agit sans doute des ratés d'une économie à cheval entre l'Est et l'Ouest ; mais ces soupapes, qui favorisent les débrouillards, ne correspondent pas obligatoirement à l'idéal socialiste. Libre aux doctrinaires de s'en offusquer.

La Pologne, dont la croissance a été forte depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gierek, est en fait au bord de la société de consommation, comme en témoignent la circulation automobile dans les villes et la recherche d'un jean d'origine. Il lui reste à franchir quelques pas, que rend particulièrement difficiles la maussade conjoncture internationale. Il lui reste surtout à résoudre son problème agricole dont dépend sinon la santé, du moins le moral de la population.

La pluie complique la tâche du gouvernement si elle ne change pas les données de fond : dimension trop faible des exploitations agricoles (7 hectares en moyenne), insuffisance de la mécanisation. Dans l'immédiat, alors que le cheptel s'est reconstitué, la Pologne devra acheter davantage de céréales et de fourrages (8 millions de tonnes de blé au lieu des 6 millions prévus, un coût additionnel de 200 millions de dollars). Parallèlement, ce qui peut apparaître comme une contradiction, elle s'efforcera de maintenir ses exportations traditionnelles : jambon vers les Etats-Unis, bacon vers la grande-Bretagne, volailles vers l'Allemagne fédérale..., afin de préserver des recettes en devises.

Pour l'avenir, les autorités polonaises spéculent sur le vieillissement de la population agricole et donc sur la disparition des paysans âgés, qu'elles tâchent d'accélérer par le versement de retraites, afin de réaliser un regroupement des terres par étapes. L'objectif est de porter la superficie moyenne des fermes à 12 hectares en 1985 et de refaire du pays un exportateur net de produits agricoles. Il s'agit à cet effet, reconnaissent les spécialistes, de tirer profit des expériences étrangères, notamment de celles qui ont été réalisées aux Pays-Bas et surtout au Danemark. La coopérative spécialisée à la danoise fait ainsi figure de modèle.

L'obsession de la collectivisation, dénoncée par un ancien ministre dans un récent mémoire, paraît avoir perdu du terrain, du moins au niveau des experts. L'agriculture est, en tout cas, une des priorités du plan quinquennal 1976-1980 puisque 600 milliards de zlotys seront consacrés aux investissements dans ce secteur. Les objectifs sont ambitieux : doubler la production de tracteurs d'ici à 1980 (de 55 000 à 110 000 par an), notamment par la construction sous licence Massey-Ferguson d'une deuxième usine à Ursus, qui fut un des centres des graves incidents de juin 1976 ; doubler la consommation d'engrais par hectare d'ici à 1990 ; diminuer de moitié le nombre des fermes de moins de 2 hectares et des deux tiers celui des chevaux ; augmenter le revenu paysan qui, actuellement, avec 3 500 zlotys par mois, représente 80 % du salaire moyen.

En dehors des facteurs historiques, la remise en ordre de l'économie bute aussi sur la réforme de la structure des prix qui, à la suite des révoltes de l'an dernier, sont restés bloqués à leur niveau de 1971 pour les produits de consommation de base. Comme les prix à la production augmentent, le gouvernement pratique une politique massive de subventions. A partir d'un certain seuil, ce système d'écluses empêche tout assainissement de la machine, d'autant qu'elle subit la hausse des prix mondiaux.

Actuellement, les subventions à la consommation atteignent 65 milliards de zlotys. Compte tenu des sommes versées à l'agriculture et à l'industrie agro-alimentaire, leur montant s'élève à 100 milliards (47 pour la viande, 25 pour le lait, 14 pour le pain), ce qui représente quelque 12 % du budget.

Autre anomalie : l'offre des biens de consommation étant insuffisante, l'épargne, nourrie par les fortes majorations de salaires des années passées (+ 40 % en cinq ans), est très importante — selon la Banque nationale de Pologne, de l'ordre de 400 milliards de zlotys, soit près de la moitié du revenu annuel, — ce qui correspond à une forme rentrée d'inflation. Contrairement à leurs homologues hongrois, les responsables polonais n'ont pas su procéder à un ajustement progressif des prix intérieurs. En juin 1976, ils ont, de façon brutale, annoncé de très fortes majorations, sans consultation préalable. La riposte a été immédiate et le gouvernement a été contraint de faire machine arrière.

Deux années « maigres »

A l'heure actuelle, la « *manœuvre* » — comme on l'appelle à Varsovie — qui consiste à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande, après des années d'industrialisation accélérée — le plan a été surréalisé, ce qui n'est pas un signe de parfaite maîtrise des phénomènes économiques, — s'avère délicate. « *Une hausse des prix est inévitable* », reconnaît M. Pawel Bozyk, principal conseiller économique de M. Gierek, « *mais il faudra maintenir le niveau de vie et tenir compte des facteurs politiques et psychologiques.* »

Echaudés par l'expérience, les responsables du pays soulignent la nécessité d'agir avec la plus grande « *prudence* » et d'accroître, avant d'annoncer des majorations, l'offre de biens de consommation. « *Il est impossible de parler d'augmentation des prix d'un produit qui n'existe qu'en faible quantité* », souligne M. Bozyk. Il semble donc qu'une hausse des prix n'interviendra pas avant les résultats de la prochaine récolte, qu'elle sera précédée d'une explication auprès des consommateurs, appliquée à un taux modéré et étalée sur plusieurs années. La commission spécialisée, mise en place en septembre 1976, doit remettre son rapport d'ici à la fin de l'année, qui sera soumis aux instances supérieures du parti ouvrier unifié polonais au début de 1978.

Les hausses de prix seront également accompagnées de compensations plus fortes pour les bas salaires que pour les hauts, contrairement à ce qui avait été annoncé l'an dernier. Actuellement, l'éventail des rémunérations est d'ailleurs assez ouvert en Pologne, allant, selon le ministère du travail, de 1 400 zlotys pour le manœuvre de base à 16 000 pour le directeur d'une usine de charbon ou d'une aciérie. Le salaire moyen se situe à environ 4 300 zlotys ; les ouvriers qualifiés gagnent 10 000 zlotys dans les mines, 9 000 dans la sidérurgie, 8 000 dans les chantiers navals. Après des années d'emballement, il est prévu de freiner le rythme de progression des salaires au cours de l'actuel quinquennat.

Toutefois, pour satisfaire la population et aussi pour éponger le pouvoir d'achat, les autorités polonaises, après avoir fortement investi, veulent garnir les vitrines, encore modestes, des magasins. Il s'agit notamment de produire davantage de voitures (300 000 par an au lieu de 200 000), de téléviseurs, de magnétophones, de réfrigérateurs... Il s'agit aussi d'améliorer les circuits de distribution et d'implanter de nouveaux magasins. Il s'agit enfin de construire davantage de logements : 1,1 million de 1971 à 1975, 1,5 de 1976 à 1980, 2,5 de 1981 à 1985.

Pour obtenir ces résultats, les responsables de la « *seconde Pologne* » entendent faire feu de tout bois dans ce régime où le pragmatisme tient une place importante. Dans les bureaux des ministres ou des hauts fonctionnaires, aucun portrait de dirigeant, parfois un Lénine discret, le plus souvent des fleurs et des paysages romantiques, toujours l'aigle polonais. Ce réalisme, qui ne sous-estime pas les efforts à accomplir, se traduit notamment par le développement du secteur privé de l'artisanat et des services, le choix d'une planification souple, un mélange de centralisation et de déconcentration et le recours au crédit étranger, élément essentiel de la stratégie économique.

Il reste que le passage d'une période de surchauffe à un régime de croisière est difficile et paraît exclure toute grossière erreur de manœuvre. Pour le réussir, la traversée d'un certain temps d'austérité — deux « *années maigres* », dit-on à Varsovie — apparaît inéluctable. Face à une population qui souhaite mieux vivre, la Pologne aura pour mener à bien la manœuvre autant besoin de ses partenaires occidentaux que de ses alliés. L'Est et l'Ouest ont déjà permis au pays de souscrire, de sacrifier même, à l'impératif industriel.

La barre glisse sur le train de laminoir. Rouge orange. Huta Katowice, en Silésie. La « *base d'acier de la nouvelle Pologne* » ressemble à un chantier. Elle l'est. Trente mille ouvriers construisent, seize mille produisent. Deux directions coexistent. Les camions de ciment croisent les wagons de fer. Un premier haut fourneau fonctionne ; un second est en voie d'achèvement.

La réalisation de cet ensemble sidérurgique, qui figure parmi les investissements privilégiés du Plan et doit produire 9 millions de tonnes d'acier en 1982 (2 millions cette année), a nécessité la consultation d'experts du monde entier et la coopération avec vingt-deux pays. Toutefois, le principal partenaire reste l'U.R.S.S., qui fournit 90 % du minerai de fer acheminé sur une ligne ferroviaire à écartement soviétique, le reste provenant de Finlande et de Suède. Dans le foyer des jeunes travailleurs, les machines à sous sont américaines.

Si la paysannerie reste importante en nombre et en influence, si les consommateurs demeurent sur leur faim de produits à l'occidentale, la Pologne est devenue un pays industriel. Huta-Katowice en est un exemple, qui doit fournir de l'acier pour la construction des logements et aussi pour l'exportation. Le chantier naval Lénine, à Gdansk, sur la Baltique, en est un autre. Le plus grand chantier de Pologne : dix-huit mille salariés. Une production spécialisée (bateaux de pêche, porte-containers, cargos roll on-roll of...) — plus de sept cents unités depuis la première, construite en 1948, d'après une documentation française — et exportée à plus de 90 %, dont un tiers vers l'U.R.S.S.

Nouvelles usines et usines en pleine rénovation. Un appareil industriel modernisé au moins à 60 %. Le démarrage s'est produit après la chute de M. Gomulka et s'est réalisé, en partie, grâce à l'ouverture sur l'Ouest et au crédit étranger. La Pologne a délibérément choisi de s'endetter afin d'acheter aux pays occidentaux machines et technologie. Le montant de cette dette est considéré comme un secret d'Etat. Toutefois, les responsables ne contestent pas les estimations des banques américaines, qui la chiffrent à quelque 12 milliards de dollars. Ils ne paraissent pas s'alarmer outre mesure de son importance.

Feu orange

« *Le problème est pour celui qui accorde des crédits* », répondent, non sans humour, les financiers de Varsovie, ajoutant de façon plus nuancée que ces crédits ont permis de fournir du travail aux usines de l'Ouest et que les banques s'intéressent plus aux possibilités de remboursement qu'au montant de la dette. Or, la charge annuelle de cette dette, qui a augmenté nettement plus fort que prévu en raison du rythme des investissements, de la hausse des prix mondiaux et des effets de la récession internationale sur les ventes polonaises, représente près de 30 % des recettes en devises. « *Nous remboursons avec la ponctualité d'une montre suisse, ce qui étonne nos partenaires ; mais le feu est orange* », concède M. Henriyk Kisiel, ministre des finances.

Le remboursement de la dette, gagé en quelque sorte sur les usines du pays, dépend du rétablissement de l'équilibre extérieur. Or, une forte progression des exportations de la Pologne s'avère difficile en l'état actuel de la conjoncture, sans compter la montée du protectionnisme, la qualité des produits polonais, souvent mal adaptés aux marchés occidentaux, ou les faiblesses de la prospection commerciale. En outre, une baisse des importations n'est possible que dans une certaine mesure, vu — en dehors des aléas climatiques — les appétits de la population et les besoins en équipements.

Une certaine réduction du déficit commercial à l'égard de l'Ouest vient néanmoins de s'effectuer. Au cours des sept premiers mois de 1977, les importations polonaises ont diminué de 1,8 %, alors que les exportations ont progressé de 13,7 %. Le déficit, qui avait dépassé 3 milliards de dollars en 1976, s'est situé à environ un milliard et devrait être inférieur à 2 milliards pour les douze mois. Toutefois le retour à l'équilibre, qui, un moment, avait été envisagé pour 1978, a été repoussé à 1980, en raison notamment de la vitesse acquise des achats à l'étranger et du délai de la remise en ordre.

Cette réduction n'a pu, en effet, s'opérer que grâce à un contrôle plus sévère des importations et donc des investissements — maintenus en 1977 au niveau de 1976 — et de la gestion des entreprises. Les autorités leur avaient laissé quelque peu la bride sur le cou durant le précédent quinquennat et une nouvelle classe de dirigeants très ambitieux est née. Actuellement, l'expérience des grandes unités économiques, les WOGS, qui avait été lancée en 1972 et suspendue en 1976, a repris avec un système de surveillance plus étroit. La responsabilité des ministères techniques a été renforcée, alors même que les WOGS, qui contrôlent 70 % de la production industrielle, disposeront d'une plus grande autonomie pour la gestion des fonds sociaux. Cependant la fiscalité sur les entreprises s'est faite plus dure, les impôts ayant augmenté de 12 % en 1977, tandis que leurs fonds propres ont été réduits au profit de la Banque nationale de Pologne.

Parallèlement à cette remise en ordre, les liens ont été resserrés avec les autres pays socialistes : au cours des sept premiers mois de 1977, les achats polonais à ces pays, qui représentent à nouveau la moitié du total des importations (44 % en 1976), ont augmenté de 18 %, alors que les ventes ne progressaient que de 13 %. Ce resserrement, qui, selon Varsovie, permet de maintenir la stabilité économique à long terme, se traduira sans doute par un déficit de la Pologne à l'égard des autres membres du CAEM. L'Union soviétique, dont l'aide d'urgence, accordée en décembre à hauteur d'un milliard de dollars, a été précieuse, reste de loin le principal partenaire, fournissant notamment 13 millions de tonnes de pétrole sur les 17 consommés et la totalité du gaz importé.

Entre l'emprise soviétique et la puissance allemande — la R.F.A. vient de consentir le plus important crédit occidental jamais accordé à Varsovie (1 milliard de dollars pour la construction d'une usine de gazéification de charbon), la Pologne cherche à diversifier son commerce international. Le récent séjour à Varsovie du chah d'Iran et la visite à Paris de M. Gierek donnent l'occasion de préciser la place de partenaires moins pesants.

Soucieuse d'échapper à toute dépendance trop forte, la Pologne mène une délicate politique d'équilibrage, que compliquent les tensions nées d'un développement industriel parfois excessif. Elle dispose certes d'atouts : matières premières (charbon, dont elle est le deuxième exportateur mondial, cuivre, soufre), main-d'œuvre, usines. Mais ce pays au passé fracassé, qui a commencé par reconstruire les vieux quartiers de ses villes et vient d'inaugurer un spectacle « son et lumière » dans l'ancien palais d'été des rois, doit jouer ses cartes avec une prudente habileté.

FIN

DIMINUTION DE 4 % DES ACHATS A LA C.E.E.

	En milliard de zlotys devises (1)	Variation	% du total
EXPORTATIONS			
Pays socialistes	11,8	+ 13,1 %	60,5 %
Pays occidentaux	6,1	+ 12,7 %	31,3 %
dont C.E.E.	3,5	+ 10,8 %	17,9 %
Pays en développement	1,6	+ 21,8 %	8,2 %
Total	19,5	+ 13,6 %	
IMPORTATIONS			
Pays socialistes	11,7	+ 20,4 %	51,3 %
Pays occidentaux	10,1	— 1,6 %	44,3 %
dont C.E.E.	5,4	— 4,3 %	23,6 %
Pays en développement	1	+ 10,1 %	4,4 %
Total	22,8.	+ 88,9 %	

— Résultats du premier semestre de 1977 comparés à la même période de 1976 (statistiques polonaises).

(1) 1 dollar = 4 zlotys devises.

COUP DE FREIN SUR LES INVESTISSEMENTS

	PLAN 1976-1980	PLAN 1971-1975	
		Prévision	Réalisation
Revenu national	+ 40 à 42 %	+ 40 %	+ 62 %
Production industrielle ..	+ 48 à 50 %	+ 50 %	+ 73 %
Production agricole	+ 16 à 19 %	+ 19 à 20 %	+ 22 %
Investissements	+ 39 %	+ 45 %	+ 89 %
Productivité	+ 45 %	+ 39 %	
Emplois nouveaux	1 100 000	1 800 000	
Salaires réels	+ 16 à 18 %	+ 18 %	+ 40 %
Importations	+ 26 %	+ 50 %	+223 %
Exportations	+ 75 %	+ 51 %	+120 %

Dans une interview à un quotidien de Varsovie

Français et Polonais ont la volonté de transformer leur pays

déclare M. Giscard d'Estaing

Varsovie (*A.F.P.*). — A l'occasion du prochain voyage en France de M. Gierek, M. Giscard d'Estaing a donné une interview au quotidien polonais *Zycie Warszawy*. Le président de la République déclare :

« *La France comme tous les pays du monde est préoccupée par le niveau très élevé des armements, qu'il s'agisse de la quantité d'armes ou qu'il s'agisse du développement technologique de celles-ci. C'est pourquoi nous partageons la préoccupation de ceux qui souhaiteraient limiter le développement des armements dans le monde, puis, dans une seconde phase, les réduire.*

» *Bien entendu, dans la recherche des solutions à la limitation des armements, il faut prendre en considération le droit légitime des Etats à assurer leur sécurité. Faute d'une telle constatation, les propositions risquent d'être illusoires et les résultats décevants.* »

Interrogé sur la prochaine conférence de Belgrade, suite de celle d'Helsinki, M. Giscard d'Estaing a dit : « *Helsinki, pour nous, c'est un esprit et c'est un programme. La réunion de Belgrade, du seul fait qu'elle ait lieu, illustre la viabilité de cet esprit (...). Nous espérons que la réunion de Belgrade permettra de faire avancer la réalisation du programme : d'abord en fournissant l'occasion, deux ans après Helsinki, de dresser un bilan sincère et précis des progrès, des difficultés et des retards constatés dans la mise en œuvre de l'acte final ; ensuite en permettant, sur la base de ce bilan, qui devrait être établi dans un esprit constructif, d'examiner les moyens propres à améliorer encore la situation. Belgrade s'inscrira alors dans la ligne des événements qui ont contribué aux progrès de la détente.* »

Dans cette interview, le président de la République définit ainsi l'amitié franco-polonaise : « *Toute amitié véritable comporte une part de mystère qui demeure irréductible à l'analyse. Celle de la France et de la Pologne ne fait pas exception.* » Cependant, cette amitié comporte trois composantes, selon M. Giscard d'Estaing : un goût réciproque pour la culture de l'autre, la volonté de transformer son pays et un profond attachement à la paix, conséquence « *de l'expérience que nos deux pays ont faite de la guerre* ».

LE PROGRAMME DE LA VISITE EN FRANCE DE M. GIEREK

M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, sera accueilli, lundi 12 septembre, à 15 h. 30, à Orly, par M. Giscard d'Estaing. A 16 h. 30, le même jour, il aura son premier entretien en tête à tête avec le président de la République et assistera le soir à un dîner, suivi d'une réception offerte en son honneur à l'Elysée. Des œuvres et des documents polonais seront exposés au palais de l'Elysée.

Mardi 13 septembre, après avoir déposé une gerbe à l'Arc de triomphe, M. Gierek se rendra à l'Hôtel de Ville, puis assistera à un déjeuner offert par M. Raymond Barre. Il aura ensuite son second entretien avec M. Giscard d'Estaing et offrira un dîner à l'ambassade de Pologne.

Mercredi matin, le premier secrétaire recevra les représentants de l'association France-Pologne, des groupes parlementaires d'amitié France-Pologne et des Français d'origine polonaise. A 13 h., il déjeunera avec M. Giscard d'Estaing et visitera l'Ecole militaire. Après des entretiens élargis à l'Elysée, une déclaration commune sera signée. Après avoir reçu à l'ambassade des représentants de la colonie polonaise en France, M. Gierek quittera Paris à 30 heures.

Pendant son voyage officiel en France, M. Gierek sera notamment accompagné de MM. Edvard Babiuch, président adjoint du Conseil d'Etat ; Mieczyslav Jagielski, vice-président du conseil des ministres ; Emil Wojtaszek, ministre des affaires étrangères ; Tadeusz Olechowski, ambassadeur de Pologne en France ; Jerzy Waszczuk, chef de la chancellerie du secrétariat du comité central du parti ouvrier unifié ; Josef Czyrek, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères ; Stanislaw Plugosz, sous-secrétaire d'Etat au ministère du commerce extérieur et de l'économie maritime.

AMÉRIQUES

États-Unis

M. CARTER RELANCE SA CAMPAGNE EN FAVEUR DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

(Suite de la première page.)

Sans doute cela ne fera-t-il pas tomber les régimes en question. Il reste que la forte pression de Washington, renouvelée publiquement cette semaine, devrait exercer un effet dissuasif sur les régimes les plus portés à l'arbitraire et peut-être même à les amener à atténuer les mesures répressives.

Il est vrai que ce même argument des droits de l'homme est utilisé par les adversaires de l'administration à propos du canal de Panama. M. Reagan, chef de l'aile droite du parti républicain, qui vient de lancer sur une grande échelle sa campagne contre la ratification des traités, s'est étonné de ce que l'on critique les violations des droits de l'homme dans les pays « *amis* » des Etats-Unis, alors que l'on promet de céder le canal de Panama à un dictateur hostile, voire marxiste. A cela, les avocats des traités, tel M. Linowitz, un des principaux négociateurs du côté américain, répondent que Panama n'est sans doute pas le pays idéal, mais qu'il ne figure pas non plus parmi les « *gros violateurs des droits de l'homme* ». De toute manière, ajoute-t-on plus discrètement, la plus grosse violation a eu lieu en 1903, lorsque les Etats-Unis ont imposé à la république de Panama, toute nouvellement créée pour l'occasion, un traité « *qu'aucun Panaméen n'avait eu la chance de lire* », comme l'a dit, non sans humour ni courage, M. Carter.

Il n'est pas sûr pourtant, bien au contraire, que ces gestes suffiront pour rameuter les soixante-sept sénateurs nécessaires à la ratification. Le gouvernement a essuyé un premier échec vendredi, lorsque le sénateur Goldwater, qui avait réservé sa décision, mais que l'on disait favorable aux traités, s'est prononcé publiquement contre eux.

De même, une pression se développe pour faire participer la chambre des représentants, et non pas le seul Sénat, à la discussion sur les traités, dans la mesure où la première a compétence pour toute cession d'une propriété du gouvernement fédéral — et c'est bien de cela qu'il s'agit avec le canal de Panama. Aussi bien, personne ne se risque à faire des prévisions sur la date à laquelle le vote interviendra.

MICHEL TATU.

e de l'équilibre

VRE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

EUROPE

L'ENLÈVEMENT DU PRÉSIDENT DU PATRONAT OUEST-ALLEMAND

Les ravisseurs de M. Schleyer tentent de briser le «mur du silence» imposé par le gouvernement

De notre envoyé spécial

Bonn. — « L'état-major de crise » constitué autour de M. Helmut Schmidt pour faire face à la *situation créée par l'enlèvement* de M. Hanns-Martin Schleyer, s'est réuni à nouveau, vendredi 9 septembre, dans l'après-midi, puis dans la soirée. Fidèles à la décision du gouvernement de ne rien divulguer de l'état des négociations avec les ravisseurs, ni de ses intentions, les membres de cet *état-major (qui regroupe notamment* les dirigeants des grands partis, dont ceux de l'opposition chrétienne-démocrate), n'ont donné aucune précision sur la teneur et les conclusions éventuelles de leur réunion. Le seul point sur lequel le gouvernement ouest-allemand ne fasse pas mystère de ses sentiments est le vif mécontentement que lui inspire la récente diffusion à la télévision française, d'une interview de l'avocat Klaus Croissant (1), qui, *en juillet dernier, a estimé devoir* chercher refuge à Paris.

Les réflexions de « l'état-major de crise » ont sans doute porté sur la nervosité qu'ils observent parmi les membres du commando Hausner. Manifestement, les ravisseurs du président du patronat ouest-allemand cherchent à briser « le mur de silence » dont les autorités veulent entourer les négociations, mais ils le font avec un manque de cohésion et de *continuité qui contraste* singulièrement avec la rigoureuse préparation de l'attentat de Cologne.

On ne compte plus en effet les ultimatums fixés, repoussés, dépassés, ni les messages aux journaux ou aux agences de presse. Il y a eu, vendredi matin, les deux photocopies reçues par l'A.F.P. *(le Monde du 10 septembre)*. Ces lettres étaient accompagnées d'un cliché représentant M. Schleyer, apparemment indemne mais fatigué, photographié en maillot de corps et survêtement devant un emblème du groupe Baader-Meinhof (un pistolet-mitrailleur dans une étoile). L'ultimatum, fixé à 11 heures du matin, devait être repoussé sans commentaires par le gouvernement fédéral.

On apprit peu après que la *Frankfurter Rundschau* avait reçu, dans la nuit, un message similaire qui semblait, lui aussi, authentique, mais dont l'ultimatum avait déjà expiré quand la lettre est parvenue à la rédaction du quotidien de Francfort.

Cette multiplication de messages à la presse et d'ultimatums parfois contradictoires au gouvernement (on en est, dit-on, au septième, sans compter les appels incontrôlables) traduit au minimum un certain flottement de la part du commando. Celui-ci est-il désarçonné par la fermeté du gouvernement ? Compte-t-il sur la même souplesse que celle qui avait prévalu à Bonn lors de l'enlèvement de M. Peter Lorenz, député chrétien-démocrate de Berlin-Ouest, en février 1975 ? Est-il déçu par le calme d'une opinion publique dont il savait *ne pouvoir attendre aucun* soutien, mais dont il espérait sans doute une réaction « droitière » plus musclée, voire fascisante, réaction qui manifestement ne vient pas ?

Dans cette foire aux hypothèses que constitue *toujours* une prise d'otage qui s'éternise, rumeurs et tentatives d'explication vont bon train. Une de ces rumeurs est que M. Schleyer, qui se savait très menacé depuis quelques semaines, aurait laissé une lettre dans laquelle il demandait qu'en pareille circonstance, on ne tienne pas compte de sa personne, quelles que puissent être les déclarations qu'il pourrait faire sous la pression d'un commando. Il est probable qu'un tel message, s'il existe, ne manquerait pas d'être produit par les autorités *si l'industriel était à son tour* victime des balles des terroristes. Venant d'un homme au passé si peu républicain, un tel cadeau à la République fédérale, à son gouvernement et à ses institutions, ne manquerait pas d'un certain panache. Pour M. Schmidt il constituerait, en tout cas, la précieuse justification d'une attitude dont il semble de moins en moins qu'elle puisse conduire à la libération négociée de l'otage. avec ses mandants. Il est sous le

BERNARD BRIGOULEIX.

(1) Me Klaus Croissant, ancien avocat du groupe Baader-Meinhof, s'est réfugié en France il y a quelques semaines et vit *dans la clandestinité*. Soupçonné de conspiration avec ses mandats, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt en R.F.A., et le gouvernement fédéral a demandé à la France son extradition

● ERRATUM. — Une erreur de traduction a modifié la fin du texte du message des ravisseurs de M. Schleyer que nous avons publié *(le Monde* du 9 et du 10 septembre). Il fallait lire que M. Schmidt « veillera à clarifier aussi rapidement ses rapports avec ce gros magnat de la crème économique nationale » et non, comme nous l'avons imprimé, *ses rapoprts « avec les gros magnats »*.

Président de la Ligue suisse des droits de l'homme

Me DENIS PAYOT A ACCEPTÉ UNE MISSION DE « CONTACT » AVEC LES RAVISSEURS

Les membres du commando Haussner ont réclamé à plusieurs reprises que les terroristes éventuellement libérés par le gouvernement ouest-allemand en échange de la vie de M. Schleyer soient accompagnés dans leur fuite, outre par le pasteur Niemoeller *(le Monde* du 9 septembre), par Me Denis Payot. Ce dernier a finalement accepté, vendredi soir, la mission que lui demandait *Bonn, et qui est fort différente :* tenter d'« *entrer à son tour en contact, d'une façon ou d'une autre, avec les ravisseurs* ».

Me Payot est un jeune avocat genevois. Il milite depuis longtemps en faveur des droits de l'homme, dont il préside d'ailleurs la Ligue suisse. A ce titre, il siège dans une commission spécialisée de l'ONU. C'est dans ces fonctions auprès de l'organisation internationale qu'il a eu l'occasion, en avril dernier, de recevoir certains membres de la famille de terroristes emprisonnés : les parents d'Andreas Baader et la sœur de Gudrun Ensslin, notamment. Mais il ne connaît pas personnellement les extrémistes incarcérés dont le commando demande la libération.

Me Payot a, en outre, défendu, comme avocat et comme militant, les intérêts des pays arabes, et *il est considéré comme un ami de* la cause palestinienne, que les terroristes ouest-allemands soutiennent activement.

Il semble que le gouvernement fédéral ait hésité plusieurs jours avant de le prier officiellement, par l'intermédiaire de l'ambassade de R.F.A. en Suisse, d'accepter une telle mission. Me Payot, de son côté, s'était déclaré prêt à gagner l'Allemagne fédérale dès qu'on lui en ferait la demande.

Les milieux politiques s'interrogent sur les raisons de la démission du ministre de l'économie

De notre envoyé spécial

Bonn. — La démission du ministre de l'économie ouest-allemand, M. Hans Friderichs, qui a été rendue publique vendredi 9 septembre, a provoqué plus de surprise dans le monde politique que dans les milieux d'affaires. Ces derniers n'ignoraient pas que M. Friderichs, qui y compte de nombreuses et actives amitiés, songeait depuis quelques mois à quitter *la direction de l'économie* fédérale pour celle d'une grande entreprise privée. Depuis l'assassinat de M. Jürgen Ponto, président de la Dresdner Bank, le 30 juillet, on murmurait que le ministre de l'économie pourrait briguer sa succession à la tête de cet établissement. Il est aujourd'hui *confirmé que telle est bien* son intention.

En revanche, quelle que soit l'importance des nouvelles fonctions bancaires de M. Friderichs, beaucoup s'interrogent, parmi ses amis et adversaires politiques, sur les mobiles profonds de son départ du gouvernement. A quarante-six ans, *il exerçait des responsabilités* particulièrement éminentes, dont tout indiquait qu'elles pourraient devenir plus grandes encore. Au conseil des ministres, il intervenait sur tous les sujets importants, et non seulement sur les problèmes de son secteur. Son parti, le F.D.P. (libéraux), allié *aujourd'hui aux sociaux-démocrates* du S.P.D., pouvait raisonnablement espérer constituer demain l'axe de toute coalition gouvernementale, et M. Friderichs (qui conservera son siège de député jusqu'à la fin de l'année) était fondé à nourrir de grandes ambitions pour lui-même et pour ses amis.

L'annonce de sa démission a provoqué, vendredi après-midi, un certain repli des valeurs sur les différentes places financières de R.F.A. Il semble toutefois que son départ du ministère de l'économie restera sans conséquence sur la politique économique du gouvernement de Bonn, qui adoptera officiellement, le 14 septembre, son plan de relance *(le Monde* du 10 septembre). M. Schmidt a en effet appelé pour lui succéder *le principal spécialiste* et porte-parole du parti libéral pour les questions économiques, M. Otto von Lambsdorf, que l'on décrit volontiers à Bonn comme l'homme « *qui dit ce que Friderichs pense* ».

Cette démission, en tout cas, survient à un moment difficile pour le gouvernement ouest-allemand aux prises avec les ravisseurs de M. Hanns-Martin Schleyer, président du patronat, et M. Schmidt l'a officiellement « *regretté* ». Mais elle n'a vraisemblablement pas de rapport avec cette nouvelle épreuve.

M. Friderichs, quant à lui, a assuré qu'il avait pris sa décision « *en plein accord* » avec ses collègues. — B. B.

[Le comte Otto Lambsdorff s'est déjà fait un nom au Bundestag, où il est entré en 1972, comme expert économique et comme habile orateur, se montrant un partisan aussi résolu que M. Hans Friderichs de l'économie de marché. Le comte Lambsdorff, âgé de cinquante ans, a été grièvement blessé pendant la guerre. Etudiant en droit et en sciences politiques, c'est un juriste qui, de 1955 à 1971, a fait une carrière dans la banque ; il a occupé notamment les fonctions de fondé de pouvoir d'un établissement privé. Il est passé ensuite dans l'assurance, siégeant aussi au conseil de surveillance d'un certain nombre d'importantes sociétés industrielles.]

A travers le monde

Chili

● LES NAVIRES BATTANT PAVILLON CHILIEN seront boycottés le 11 septembre — jour anniversaire du coup d'Etat militaire au Chili — dans tous les ports yougoslaves et italiens. La décision a été prise en commun par le Syndicat yougoslave des transports et la Fédération des dockers d'Italie. — *(A.F.P.)*

Congo

● LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET CONGOLAIS ont décidé, vendredi 9 septembre, de mettre en liquidation la compagnie des potasses du Congo, qui exploitait, jusqu'en juin dernier, une mine à Makola, mine fermée depuis les *inondations catastrophiques* de juin dernier dans la région de Pointe-Noire. — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

● M. DAVID STEEL, leader du parti libéral britannique, a déclaré, vendredi 9 septembre, que son parti continuerait de soutenir le gouvernement travailliste pendant encore au *moins* un an, à condition que le premier ministre s'en tienne à sa stratégie économique actuelle. — *(A.F.P.)*

Maroc

● M. ABDELKADER LAKHAL, militant marocain de la C.G.T., arrêté à l'aéroport de Fès le 21 août, alors qu'il s'apprêtait à regagner la France à la fin de ses vacances, a été libéré le 28 août. Il est de retour en France, fait que nous ignorions lorsque nous avons annoncé son arrestation dans nos éditions datées du 7 septembre.

Le fascisme rouge

(Suite de la première page.)

Surtout, aucune société ne laisse à presque tous de si grands moyens de protestations, de revendications, d'interventions, à travers les syndicats, les partis, les élections. La bonne conscience d'outre-Rhin : les mafias et les scandales sud-alpins sont oppressants : mais les situations de dictature, de colonisation ou d'occupation.

Dans les démocraties pluralistes, les terroristes ne sont pas une avant-garde, en liaison avec des masses qu'ils peuvent mobiliser derrière eux. Ils sont une poignée de marginaux qui n'ont aucune chance d'être rejoints par un peuple dont l'écrasante majorité les rejette. Leur isolement croît au fur et à mesure de leur violence. Ils le savent parfaitement. Leur objectif n'est pas de provoquer une révolution immédiate. Ils veulent la faire naître indirectement, au bout d'une longue évolution dont la première phase consiste à renverser le régime libéral suivant le mécanisme bien décrit dans le texte cité par Jean Genet : « *Le progrès révolutionnaire se fraie un chemin par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée.* »

En clair, cela *signifie* que l'antifascisme intégral se fraie un chemin par la restauration du fascisme. Une telle stratégie n'est pas absurde dans sa première phase. Aucune société développée ne peut tolérer l'extension de violences analogues à celles qu'utilisent les terroristes allemands et italiens. En République fédérale, où la démocratie reste fragile, où l'ordre et l'autorité sont ancrés dans l'histoire, l'évolution est enclenchée déjà. En Italie, où l'on sait mieux s'arranger avec le désordre, elle demeure en retrait. Mais elle deviendra partout inexorable quand se multiplieront les bandes à Baader, devant lesquelles l'Etat démocratique reste désarmé.

***

Alors, on verra se développer la logique implacable de la répression. Je prédis qu'un jour on ressuscitera, sous des formes nouvelles, les terribles décisions de la Convention sur la mise hors la loi, qui permettaient d'exécuter sans jugement des personnes désignées à l'avance, sur simple vérification d'identité. Quand des terroristes multiplieront les prises d'otages pour obtenir la libération de leurs camarades emprisonnés, on *sera conduit à tuer tout terroriste au* moment de son arrestation pour rompre l'enchaînement. On prétendra que cette contre-terreur reste le seul moyen pour empêcher le fascisme, ce qui serait vrai si elle n'était elle-même du fascisme, et s'il existait des freins pour stopper une telle *dégradation de la démocratie*.

Le fascisme une fois réinstallé, combien de temps faudrait-il pour le faire disparaître ? Les ultra-gauchistes actuels *ont-ils réfléchi à deux* choses ? Premièrement : sans une guerre mondiale, Hitler et Mussolini seraient morts dans leur lit et rien ne garantit que leur successior n'aurait pas été assurée sans heurt par le parti unique, comme celles de Staline et de Mao ; deuxièmement : toutes les dictatures modernes ont fini par réduire à l'impuissance leur résistance intérieure, laquelle n'a pu grandir qu'au moment où leur chute paraissait imminente sous des pressions extérieures. Combien de temps, combien de générations, combien de souffrances accumulées faudrait-il pour qu'aboutisse la stratégie des ultragauchistes, à supposer qu'elle aboutisse un jour ?

Quiconque accepte de plonger une société dans une servitude si longue et si terrible, sous prétexte de la liberté, n'est pas seulement un complice objectif du fascisme. Il *devient lui-même fasciste par un tel* mépris des hommes. Les intellectuels ne doivent pas masquer ce fait, mais contribuer à le dévoiler au contraire, car cette mise à nu peut aider les nouveaux terroristes, qui sont sincères mais aveugles, à mesurer la portée réelle de leurs actions. La *gauche doit dénoncer le fascisme de* gauche avec la même vigueur que le fascisme de droite. Quand Sartre se trouve à côté d'Ionesco pour combattre tous les goulags il est dans la bonne voie. Mais il a tort quand il ne rejette pas aussi clairement les méthodes d'Andreas Baader *et de ses émules, qui conduisent à la* généralisation des goulags dont elles sont d'ailleurs la transposition à l'échelle artisanale. La protestation contre le régime carcéral des terroristes allemands, qui est justifiée, gagnerait en force si nulle confusion n'était possible à cet égard.

On a trop oublié l'admirable jugement formulé par François Mauriac pendant la guerre d'Espagne. A ses yeux, les excès des « *rouges* » restaient moins graves que ceux commis par les soldats de Franco au nom du Christ : car ces derniers seuls concernaient les chrétiens. *Nous avons négligé de transposer* cette vérité profonde dans nos appréciations sur Hitler et Staline. Finalement, aux yeux d'un homme de gauche, les goulags staliniens sont pires que les camps hitlériens car ils contredisent la doctrine même qu'on prétend appliquer. Cela vaut aussi pour ceux qui rêvent aujourd'hui d'instaurer un nouveau fascisme dont ils emploient déjà les méthodes. Les terroristes d'extrême droite ont au moins l'excuse d'agir conformément à leur doctrine. Les terroristes d'extrême gauche ne l'ont pas. Quel François Mauriac pourrait le leur dire aujourd'hui avec le même cœur et le même talent ?

MAURICE DUVERGER.

Espagne

Progrès dans les discussions sur le rétablissement de la Généralité de Catalogne

De notre correspondant

Madrid. — Les dirigeants politiques catalans ont rompu, le vendredi 9 septembre, la consigne de silence qu'ils observaient depuis une semaine sur les négociations menées avec Madrid pour le rétablissement de la Généralité, c'est-à-dire d'un gouvernement régional autonome. A l'issue d'un entretien de plus de deux heures avec M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, M. Joan Raventos, leader des socialistes de Catalogne, a déclaré au nom de ses collègues : « Nous sommes dans la phase finale des pourparlers. Le rétablissement de la Généralité, à titre provisoire, sera bientôt une réalité. Nous sommes en mesure de conclure les négociations d'une manière qui satisfasse tout le monde. Le jour de notre fête nationale, le 11 septembre, sera un jour d'allégresse. »

De tels propos n'ont *apparemment rien d'anodin. Le même* optimisme prévalait il y a une quinzaine de jours, lorsque M. Josep Tarradellas, président de la Généralité en exil, était sur le point de se mettre d'accord avec le gouvernement madrilène. Mais entre-temps des doutes ont surgi chez les parlementaires. Ils ont eu le sentiment, au vu du projet rédigé par Madrid et M. Tarradellas, qu'ils n'exerceraient pas le rôle qui avait d'abord été convenu dans les futures institutions catalanes. Ils n'étaient pas certains de pouvoir constituer une Assemblée parlementaire provisoire qui contrôlerait les actes de l'exécutif installé à Barcelone. *Madrid* se refusait en effet à créer un Parlement catalan par décret, avec des députés et des sénateurs élus le 15 juin, pour représenter leur région aux Cortès de Madrid. En outre, le projet d'accord prévoyait que le futur gouvernement, le *Consell*, serait constitué à la fois d'éléments de l'ancien régime, les présidents des *diputaciones* catalanes (l'équivalent de nos conseils généraux) et de représentants des forces politiques de la région, que M. Tarradellas choisirait davantage selon ses préférences que selon leur représentativité respective.

Après un premier entretien mercredi avec le vice-président chargé des affaires politiques, M. April Martorell, et le ministre de l'intérieur, M. Martin Villa, les dirigeants des partis de Catalogne ont tenté vendredi, auprès de M. Suarez, de savoir quels seraient les pouvoirs de la future Généralité. Aucune réponse précise n'a *été rendue publique. Les* conversations doivent se poursuivre. Mais il semble, d'après les propos un peu sybillins des parlementaires, que la Catalogne autonome disposera d'un organisme — appelé Parlement ou non — qui exercera « *un contrôle démocratique* » sur la gestion gouvernementale. « *Il y aura conciliation entre la légitimité historique et la légitimité démocratique* », a déclaré M. Heribert Barrera, dirigeant de l'Esquarra republicana (parti du centre) : autrement dit, les pouvoirs présidentiels de M. Tarradellas devraient être tempérés par ceux que pourront s'attribuer les représentants du suffrage universel.

Quand les élus catalans auront terminé leurs négociations avec Madrid, le scénario devrait être le suivant : l'Assemblée des parlementaires catalans se réunit en session plénière pour approuver le projet d'accord. M. Suarez envoie à l'examen de la commission d'urgence des Cortès trois décrets : un décret-loi révoquant *celui qui avait été édicté en 1938* par Franco, et qui avait aboli la Généralité de Catalogne ; un autre reconnaissant M. Tarradellas comme président de la Généralité et un troisième instituant une commission mixte chargée de transférer les compétences d'une administration à une autre. Une fois les décrets adoptés, M. Tarradellas viendrait à Madrir. Après une visite au roi et au président du gouvernement, il arriverait à Barcelone, où il n'est pas revenu depuis la fin de la guerre civile.

Si l'optimisme continue de prévaloir au sujet de la Catalogne, le gouvernement reconnaît, en revanche, son impuissance devant la dégradation de la situation au Pays basque. Les incidents qui se sont produits jeudi soir à Saint-Sébastien ont confirmé les pronostics les plus pessimistes : un millier d'extrémistes de gauche ont échangé des insultes et des coups avec les participants d'une manifestation en faveur de l'amnistie et de l'autonomie, au premier rang de laquelle se trouvaient plusieurs parlementaires socialistes et nationalistes. Un député socialiste a été blessé et les actes de violence se sont multipliés pendant plusieurs heures. « *Aujourd'hui, au Pays basque,* nous a dit une personnalité gouvernementale, *le pouvoir est dans la rue. Et il est aux mains des groupes dits « patriotes », partisans de l'indépendance et de la lutte armée. Un risque sérieux existe désormais : que le Guipuzcoa et la Biscage deviennent un autre Ulster.* »

CHARLES VANHECKE.

● *Cent cinquante mille personnes* environ ont manifesté « *contre la vie chère* », vendredi soir 9 septembre à Madrid, au cours de trois rassemblements autorisés organisés par plusieurs associations de femmes et soutenus par tous les syndicats démocratiques, ainsi que par l'ensemble des partis de gauche et d'extrême gauche. Aucun incident n'a été signalé. A Saragosse, d'autre part, une manifestation contre le chômage a rassemblé, vendredi également, environ vingt mille personnes. — *(A.F.P.)*

● *Le poète Rafaël Alberti*, député communiste de Cadix, a annoncé, jeudi, sa décision de démissionner de sa charge de député afin de se consacrer à son œuvre littéraire. Il sera remplacé par le numéro deux de la liste de Cadix, M. Francisco Cabral. — *(A.F.P.)*

Italie

M. Andreotti se félicite de l'assainissement économique et financier

De notre correspondant

Rome. — Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a estimé vendredi 9 septembre que les sacrifices demandés au pays ont porté leurs fruits. Il a demandé la poursuite de l'effort, car « *les difficultés ne sont pas toutes surmontées* ».

M. Andreotti, qui prononçait le traditionnel discours de rentrée politique à l'occasion de l'inauguration de la Foire du Levant à Bari, a dressé un tableau plutôt optimiste de la situation économique : « *Il y a seulement quelques mois l'opinion publique internationale parlait d'un risque italien et nous considérait plus ou moins comme à bout de souffle. Nous avons pourtant commencé à nous relever. Le mérite en revient aux grandes ressources et à la conscience de notre peuple.* »

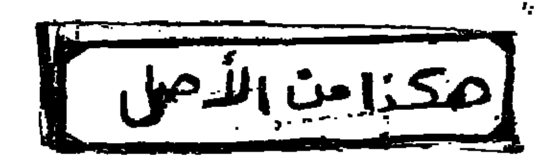
Pour le premier ministre, « *le gouvernement a tenu ses engagements* ». S'appuyant sur les données statistiques les plus récentes, M. Andreotti a relevé les signes d'un assainissement économique et financier : « *Affrontée avec vigueur, l'inflation se ralentit.* » Quand l'Italie a engagé les négociations avec le Fonds monétaire international, en février dernier, le taux annuel d'inflation était de 23 %. En juillet il n'était plus que de 18,8 %. Le déficit du commerce extérieur est tombé de 3 069 milliards de lires pour le premier trimestre 1976 à 2 279 milliards pour les trois premiers mois de cette année. Quant aux réserves monétaires « *qui étaient arrivées à un seuil dangereux* », elles sont passées en six mois de 2 à 6 milmonétaires, « *qui étaient arrivées* » (auxquels il faudrait ajouter quelque 10 milliards de dollars en or).

M. Andreotti a cependant fait état des points faibles qui subsistent, essentiellement dans le secteur de l'emploi (1 400 000 chômeurs) et dans le développement du Mezzogiorno, le Sud italien.

Le chef du gouvernement a rappelé que 647 000 jeunes se sont inscrits en juillet et en août sur les listes spéciales de placement ; 63 % d'entre eux proviennent du sud. Il a annoncé des initiatives dans les prochains jours dans les régions pour tenter de débloquer des projets permettant d'embaucher certains jeunes et fait appel à la solidarité nationale.

Le président du conseil a encore évoqué le rôle essentiel, à ses yeux, des investisseurs étrangers pour le Sud. « *Des pourparlers sont en cours avec les Etats-Unis et l'Allemagne* », a-t-il dit. Une nouvelle fois M. Andreotti a évoqué la nécessité d'améliorer l'image de marque de son pays pour redonner à l'Italie la crédibilité internationale. A ce sujet, il a affirmé qu'« *il restait beaucoup à faire* » dans le domaine de la productivité, de la réduction de l'absentéisme et des heures de grève, de la restructuration industrielle et du coût de l'argent pour les entreprises.

Intérim.



AFRIQUE

Ouganda

Quinze personnes ont été fusillées en public à Kampala

Quinze Ougandais ont été passés par les armes sur la place publique, vendredi 9 septembre, à Kampala. Les quinze hommes avaient été attachés à des fûts remplis de sable et ont été fusillés l'un après l'autre. Douze d'entre eux avaient été condamnés, le mois dernier, pour avoir, selon les autorités, fomenté un complot contre le maréchal Idi Amin Dada, complot qui devait être déclenché le 25 janvier, date du sixième anniversaire de l'accession du maréchal au pouvoir. La condamnation des trois autres, jugés au mois de juillet pour trahison, avait été confirmée au début de la semaine par le conseil militaire ougandais.

Une foule évaluée à cinquante mille personnes a assisté aux exécutions, dans un faubourg de la capitale, à l'endroit même où plusieurs maquisards avaient déjà été passés par les armes, en public, en 1973 (*le Monde* du 13 février 1973). De nombreux membres des forces de sécurité — militaires, policiers, agents de renseignements — s'étaient mêlés à la foule pour prévenir d'éventuelles manifestations. Plusieurs voix anonymes ont néanmoins accusé le gouvernement militaire d'avoir trompé les quinze fusillés en leur faisant croire qu'ils seraient acquittés s'ils plaidaient coupables. En fait, les deux seuls suspects acquittés ont été, au contraire, ceux qui avaient refusé cette offre.

A l'occasion des exécutions, le « président à vie de l'Ouganda » a lancé à la population un avertissement retransmis par la radio, dans lequel il déclare notamment : *« Aucun pays ne peut tolérer les activités de citoyens qui prétendent créer le chaos et renverser le gouvernement légalement établi. »*

Ces propos du président ougandais ont mis fin aux récentes rumeurs qui circulaient à propos de son état de santé (*le Monde* du 10 septembre). Dès vendredi, M. Pierre Renard, ambassadeur de France à Kampala, avait d'ailleurs déclaré : *« Cette histoire de coma est du roman et tout ce qu'on raconte à ce sujet est pure affabulation. »*

Avant l'annonce des quinze exécutions, la Belgique, au nom de la C.E.E., avait vainement lancé au président ougandais un appel à la clémence. D'autre part, des musulmans ne résidant pas en Ouganda avaient demandé au roi Khaled d'Arabie Saoudite et au président égyptien Anouar El Sadate d'intercéder pour que les exécutions n'aient pas lieu pendant le Ramadan. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Le président Carter dénonce de nouveau l'implantation de colonies juives en Cisjordanie

Le président Carter a réaffirmé vendredi 9 septembre devant la presse qu'il considérait comme « *illégal* » l'établissement de nouvelles colonies juives sur la rive occidentale du Jourdain. Ces mesures, a-t-il dit, créent des « *problèmes supplémentaires* » dans la recherche d'une solution du conflit israélo-arabe. Le président américain a ajouté qu'il s'entretiendrait de cette question avec le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshé Dayan, qu'il doit rencontrer avant la fin du mois de septembre. A un journaliste qui lui demandait si l'attitude de Jérusalem à propos des colonies de peuplement ne constituait pas une sorte de défi aux Etats-Unis, il a répondu : « *Vous avez parfaitement analysé le problème.* »

Le porte-parole du département d'Etat, M. Hodding Carter, a pour sa part affirmé que les Etats-Unis avaient reçu d'Israël l'assurance qu'aucune colonie juive de peuplement n'avait été établie sur la rive occidentale du Jourdain en plus de celles dont la création a été récemment rendue publique (*le Monde* du 10 septembre).

A Jérusalem, cependant, M. Ariel Sharon, ministre de l'agriculture, a affirmé vendredi 9 septembre, dans une interview à l'agence américaine U.P.I., que l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés se poursuivait. « *La colonisation*, a-t-il dit, *est l'essence même de notre existence. Pour nous, ce qui est plus important que la paix est de pouvoir exister ici. C'est ce qu'il faut comprendre. Une chose est claire : le gouvernement a le droit d'installer des colonies n'importe où dans notre pays. Je ne puis comprendre tout le bruit que l'on fait sur cette affaire... (...)* »

Dans l'expression « *notre pays* », M. Sharon inclut apparemment la Cisjordanie, mais il a ajouté : « *Je n'ai jamais recommandé l'annexion de la Cisjordanie, et ce n'est pas la politique de notre gouvernement. Cette politique est de ne causer aucun tort à la population arabe, de ne pas confisquer des terres et de nous installer sur les montagnes arides et les territoires qui ont appartenu dans le passé à la Turquie, puis au gouvernement britannique, ensuite au gouvernement jordanien et maintenant à notre gouvernement, et qui, pour remonter plus loin, appartenaient sans aucun doute à nos ancêtres.* »

M. Sharon a indiqué qu'en dehors de « *rectifications mineures* » de frontières, Israël n'avait pas l'intention de se retirer des hauteurs du Golan, « *où sont installés des milliers de Juifs* » et « *où d'autres viendront* ». — *(A.F.P., UPI.)*

L'AGENCE TÉLÉGRAPHIQUE JUIVE PROTESTE CONTRE L'« AVIS DU GOUVERNEMENT » FRANÇAIS SUR LA LOI ANTI-BOYCOTTAGE.

Dans un éditorial daté du mercredi 7 septembre, le bulletin quotidien d'information de l'Agence télégraphique juive, édité à Paris, exprime le souhait que le Conseil d'Etat annule l'« *avis du gouvernement* » français restreignant les effets de la loi du 7 juin dernier dite « *anti-boycottage* » (*le Monde* du 4 août 1977).

« *Il est surprenant*, écrit l'éditorialiste de l'A.T.J., *qu'un homme de la stature intellectuelle et morale de M. Raymond Barre se soit laissé aller à signer un « avis de gouvernement » qui vide de toute signification pratique la loi réprimant le boycottage économique votée à la quasi-unanimité, par le Parlement, le 7 juin 1977. M. Raymond Barre devra peut-être accorder plus d'attention à cette affaire. Elle risque de compromettre gravement la réputation dont il jouit en France. Quel besoin avait le gouvernement de contrevenir ouvertement à une loi dont sa propre majorité avait été l'inspiratrice ? Que gagne-t-il à défier ainsi les parlementaires, unanimes ?* »

POLITIQUE

Le premier congrès des maires R.P.R. dénonce « les menaces » du programme commun sur les libertés locales

En réunissant, le samedi 10 septembre, au Palais des congrès de la porte Maillot, le premier congrès R.P.R. des maires de France que le mouvement gaulliste ait jamais tenu, le parti de M. Chirac a voulu tout à la fois témoigner de son implantation locale, dénoncer les timidités de l'action du gouvernement envers les collectivités locales, attirer l'attention des élus municipaux de la majorité sur l'enjeu des prochaines élections et utiliser le mandat de maire de la capitale que détient désormais le président du R.P.R. comme un signe de ralliement. Même s'il a mieux résisté que les centristes ou que les républicains indépendants à la vague de gauche lors des dernières élections municipales, le mouvement gaulliste dans son histoire récente a toujours quelque peu négligé des collectivités locales, et son implantation dans les communes n'a jamais été très forte.

M. Alain Poher, président du Sénat et président de l'Association des maires de France, devait clôturer la séance de la matinée et M. Chirac devait, dans l'après-midi, prononcer un discours sur « la démocratie du quotidien » devant près de cinq mille participants.

Tous les orateurs, après avoir demandé pour les collectivités locales davantage de ressources, d'autonomie financière, de pouvoirs de décision et une meilleure coopération, ont évoqué les menaces que, selon eux, ferait peser sur les libertés locales une victoire des partisans du programme commun aux élections législatives de mars 1978.

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a déclaré à la fin de son allocution de bienvenue : « *C'est par un renouveau ou un renforcement de l'autonomie communale que la France fera sa réforme profonde. Les tentatives de contrainte et la volonté d'emprise que peuvent mener les tenants du programme commun peuvent être victorieusement contrecarrées.* »

Après M. Marc Becam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales, M. Olivier Guichard, ancien garde des sceaux, prend la parole. Il évoque le rôle qu'il a rempli comme président de la commission de développement des responsabilités locales dont le rapport a été distribué à tous les élus communaux.

Il souligne : « *Nous demandons que le mouvement de coopération communale soit assez généralisé pour que l'Etat puisse mettre en place des mécanismes financiers et décentraliser des pouvoirs majeurs.* » Il conclut en disant : « *Nous voulons développer la responsabilité locale parce que nous croyons à une société pluraliste, parce que nous refusons la société du tout ou rien, une démocratie locale téléguidée par l'idéologie ou la technocratie. La gauche marxiste tient et tiendra le langage de la démocratie locale ; mais dans ce domaine comme dans les autres elle ne pourrait pas tenir ses promesses. Comment pourrait-on donner plus de liberté d'action aux communes au moment même où on voudrait les ficeler par la planification ? La gauche collectiviste nationaliserait la démocratie locale comme elle nationaliserait l'économie. Le choix est donc pour les Français : nationaliser les problèmes ou localiser les solutions.* »

M. Michel Giraud, président du conseil régional de l'Ile-de-France et délégué national du R.P.R. aux collectivités locales, traite ensuite longuement des problèmes de décentralisation et d'accroissement des compétences locales à tous les niveaux. Il demande notamment le transfert au bénéfice des communes « *d'une fraction d'impôts d'Etat* (impôt sur le revenu ou T.V.A.) *sous réserve d'une péréquation territoriale et économique* ».

A propos des régions, il estime que celles-ci devraient disposer d'un véritable pouvoir de décision, notamment pour les transports et la circulation, la politique foncière, les espaces verts et l'environnement. Il souhaite la création dans chaque région d'un « fonds régional de l'emploi » qui serait aussi responsable de la coordination et de l'orientation de l'ensemble des actions de formation professionnelle et qui serait alimenté par les crédits que l'Etat réserve à la formation professionnelle. Enfin, M. Giraud demande la suppression du plafond des ressources des régions fixé cette année à 35 F par habitant, car cela « *entrave ou limite leur capacité d'action* ».

ANDRÉ PASSERON.

M. Servan-Schreiber : il y aura des primaires partout

Le comité directeur du parti radical s'est réuni vendredi 9 septembre. Il a discuté de la récente initiative de son président, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, en faveur de la constitution d'un « Front démocratique » des formations non gaullistes de la majorité. La plupart des cadres radicaux ont approuvé la stratégie ainsi définie. Toutefois, un certain nombre de réserves ont été émises vendredi matin sur la forme qu'avait prise l'intervention du député de Meurthe-et-Moselle et son opportunité. Aussi M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, a déclaré après la séance : « *J'ai entendu M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, en réponse à mes interventions concernant l'entente de la majorité en vue des élections législatives, affirmer qu'il était en complet désaccord avec moi. Je le déplore parce que je persiste à penser que seule l'union de la majorité face au programme commun nous permettra de gagner en mars prochain.* »

Au terme des travaux, M. Servan-Schreiber a confirmé les propos qu'il avait tenus la veille et l'avant-veille : « *Notre stratégie est l'organisation de primaires à deux dans les circonscriptions. Et ce, en règle générale. Nous ne voulons pas, et nous le disons, que la prochaine majorité soit la même. Nous avons dès aujourd'hui entériné une liste de cent vingt candidats du parti radical qui vont se mettre en campagne.* » Le président du parti radical a ajouté : « *Il y aura partout des primaires. Quand un candidat R.P.R. se présentera seul, il y aura dans sa circonscription un candidat radical.* »

Après s'être déclaré convaincu que les négociations entre « non-gaullistes » allaient reprendre, et ce malgré la sévérité avec laquelle certains centristes (notamment M. Barrot) avaient jugé sa récente initiative, le député de Meurthe-et-Moselle a déclaré à propos d'un éventuel « sommet » de la majorité :

« *Je ne crois pas à l'utilité de rencontrer M. Jacques Chirac à l'occasion d'un quelconque « sommet ». Nous sommes tous d'accord pour être contre le programme commun de la gauche. Par conséquent, il n'est pas besoin d'un « sommet » pour le préciser. Ce serait une cérémonie qui ne serait maintenant plus de mise. (...) Je trouve que M. Jacques Chirac fait bien son métier. Il donne de l'élan et du dynamisme à son parti et à ses candidats. Il était temps que nous en fassions autant et que nous sortions de l'amalgame qui a prévalu entre les différentes formations de la majorité pendant l'été.* »

LE CNIP N'A PAS PARTICIPÉ AUX RENCONTRES DES NON-GAULLISTES

Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans a approuvé vendredi 9 septembre le manifeste de la majorité. M. Bertrand Motte, président de la formation, a indiqué que le CNIP se réserve de proposer, dans d'autres documents, « *des options qui lui sont propres* ».

M. Motte a tenu à souligner que son parti « *n'avait jamais été informé* » des rencontres entre dirigeants des formations non gaullistes de la majorité et qu'il n'y avait « *jamais participé* ».

A propos du président du parti radical, il a déclaré : « *M. Servan-Schreiber et ses idées, il faudrait un filet à papillon pour les rattraper.* »

Le président du CNIP a aussi noté : « *Nous estimons qu'un silence excessif est maintenu sur l'origine institutionnelle de la bipolarisation. La Constitution telle qu'elle est implique que l'on ne puisse pas structurer au centre la vie politique française. Ce sera là un de nos thèmes de campagne.* »

M. STIRN APPROUVE LE LEADER RADICAL

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat, vice-président du parti radical, a déclaré vendredi 9 septembre : « *Il faut placer dans leur contexte les propos de Jean-Jacques Servan-Schreiber, que j'approuve. Toutes les formations qui soutiennent l'action du président de la République ont accepté des primaires. Mais à l'évidence elles souhaitent que celles-ci soient organisées. Cela implique à la fois :*

» — *Que les candidatures ne soient pas sauvages et, dans la mesure du possible, limitées à deux, et qu'une entente loyale pour le deuxième tour soit prévue ;*

» — *Que le parti radical, aile gauche de la majorité présidentielle, ait des réunions régulières de travail avec les républicains et les centristes (...) ;*

» — *Que le parti radical (...) fasse des propositions concrètes de réformes, par exemple sur l'emploi et la régionalisation, et qu'à leur propos une discussion s'instaure entre tous.* »

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

LE P.C.F. : l'action doit se poursuivre

Le comité central du P.C.F., qui a siégé vendredi 9 septembre, a adopté un rapport de M. Charles Fiterman consacré à l'actualisation du programme commun. Il a également approuvé l'activité du bureau politique et de la délégation communiste au groupe de travail chargé de procéder à l'actualisation. La résolution du comité central ajoute : « *La nature et l'ampleur des divergences qui persistent avec le parti socialiste montrent que l'action pour parvenir à une bonne actualisation doit se poursuivre.* »

La délégation du P.C.F. au « sommet » de la gauche, convoqué pour le 14 septembre, a reçu mandat de défendre « *fermement les positions que les communistes jugent indispensables pour que le programme commun corresponde à l'espérance populaire et aux exigences actuelles d'un vrai changement démocratique. Dans cet esprit, la délégation luttera pour surmonter les sérieuses divergences qui subsistent, pour parvenir à un accord autour duquel doit s'affirmer l'union de la gauche* », précise le comité central.

M. Georges Marchais devait préciser les positions de son parti dimanche 11 septembre, à l'occasion de son discours, dans le cadre de la fête de *l'Humanité*.

M. Marchais : nous ne pouvons accepter les propositions socialistes

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., déclare dans une interview à l'hebdomadaire central du P.C.F., *France nouvelle* :

« *Le parti communiste ne peut accepter les propositions socialistes qui ne permettraient pas de mettre en œuvre la politique nouvelle qu'espèrent les travailleurs.*

» *Disons-le franchement, il y aurait de grands risques à suivre telles quelles les propositions du parti socialiste. D'abord, le risque que la gauche ne gagne pas, car comment susciter l'élan populaire indispensable pour la formation du large rassemblement majoritaire dont nous avons besoin si les travailleurs ne retrouvent pas dans le programme commun la réponse à leurs besoins et à leurs légitimes aspirations ? Et ensuite le risque de voir un gouvernement de gauche décevoir les espoirs qui l'auraient conduit à la victoire, et les conséquences pour le mouvement populaire en seraient catastrophiques (...).*

» *En bref, ce que nous proposons, c'est la voie de la justice. C'est aussi la voie la plus sûre pour la victoire, et une victoire durable. C'est la seule, en effet, qui puisse permettre la réussite de la gauche (...).*

» *Quand le parti socialiste maintient dans le flou ses intentions sur des questions importantes, quand il dit « non » à des propositions raisonnables pour sortir les travailleurs de la misère, le pays de la crise, et assurer son indépendance, on ne peut manquer de s'interroger.*

» *Nombre d'observateurs politiques, d'ailleurs, tirent de cette attitude la conclusion que « François Mitterrand ne veut pas se lier les mains », qu'il veut montrer, comme le dit ouvertement Louis Mermaz, qu'il est capable d'« imposer sa volonté au parti communiste ». A l'évidence, cela n'a rien à voir avec la perspective de partis de gauche solidement unis sur un bon programme, de partis travaillant, dans l'égalité des droits et des devoirs, à la mise en œuvre d'une politique nouvelle, dès lors que la majorité de notre peuple se sera prononcée en sa faveur.* »

M. Maire : la contradiction du P.C.F.

A l'issue de la réunion du bureau national de la C.F.D.T., vendredi 9 septembre, M. Edmond Maire, secrétaire général de cette confédération, a déclaré : « *La manière dont* l'Humanité *a rendu compte de l'allocution de rentrée du secrétaire général de la C.F.D.T. à Strasbourg, taisant l'essentiel des critiques de la C.F.D.T. à l'égard des positions du P.C.F., a retenu l'attention du bureau national, d'autant plus que cette manière de faire confirme et aggrave une attitude délibérée constatée tout au long de l'été.*

» *La C.F.D.T. relève la contradiction du P.C.F., qui proclame publiquement sa volonté d'un débat public qui ne masque aucun problème, mais qui, en même temps, ne retient des positions de la C.F.D.T. que celles qui l'arrangent dans sa controverse avec le P.S., gommant les critiques faites par notre confédération au P.C.F. La clarification des positions en présence appelle un effort de ce parti pour sortir du jeu tactique électoral.*

» *Quelques points d'accords récents sur les mesures sociales à réaliser demain ne suffisent pas à fonder une communauté de vision sur la société à construire.* »

M. Maire a rappelé que son organisation estime que « *la politique économique du P.C.F. risque de conduire au nationalisme économique, à un isolement de notre pays qui ne correspond ni aux nécessités de notre époque ni à l'aspiration du grand nombre des travailleurs de notre pays.* » Il a ajouté : « *Limitant sa visée aux changements d'en haut, la stratégie du P.C.F. risque de conduire à un type de société où les pouvoirs centraux de l'Etat domineront.* »

« L'HUMANITÉ » : une fausse symétrie.

L'Humanité du 10 septembre, qui publie intégralement la déclaration du secrétaire général de la C.F.D.T., répond : « *Décidément, la lecture de la déclaration du bureau national de la C.F.D.T. nous confirme dans l'idée que celui-ci n'est pas bien informé de nos démarches et de nos propositions, notamment en matière de développement de la démocratie à la base et de relations économiques internationales de la France. C'est ce qui nous avait conduits à proposer une rencontre entre nos deux organisations.* »

L'Humanité rappelle que M. Maire n'a pas jugé utile de donner une suite favorable à la proposition de rencontre que lui avait adressée M. Marchais. Le quotidien communiste conclut : « *Dans ces conditions, une question vient à l'esprit : le bureau national de la C.F.D.T. aurait-il jugé nécessaire, au moment où il formule de sérieuses critiques au parti socialiste, d'établir une fausse symétrie avec le parti communiste français ?* »

Un nouveau manuel des économistes communistes

Pourquoi et comment changer l'économie ? Telles sont les questions auxquelles répondent les quatre chefs de file des économistes communistes, sous forme d'interviews publiées dans un petit livre qui doit être présenté dimanche 11 septembre à la fête de *l'Humanité*. Les thèses développées sont déjà connues, puisque ce sont celles du P.C.F. Elles sont présentées ici sous quatre aspects principaux :

— La « nouvelle logique économique » prônée est fondée sur le développement de la production qu'assurerait le programme commun, grâce à une progression massive de la consommation populaire, individuelle ou collective. Cela permettrait, selon les auteurs, de créer cinq cent mille emplois par an et de sortir le pays de l'austérité tout en assurant un nouvel équilibre des activités économiques et un meilleur aménagement du territoire.

— L'extension des nationalisations permettrait au secteur public de grouper le tiers des salariés de l'industrie et d'assurer le tiers des exportations non agricoles, la moitié de l'investissement national, les trois quarts des dépenses de recherche. Un nouveau droit du travail serait établi, comportant l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable équivalent. Une charte de la sous-traitance servirait de cadre aux « contrats de plan » proposés aux P.M.E.

— Des longs développements consacrés aux mécanismes financiers internationaux et aux relations commerciales, il ressort l'intention des auteurs de réduire le déficit commercial par la limitation des importations (en particulier en provenance des Etats-Unis, de la R.F.A. et du Japon), de mettre fin au gonflement de l'endettement extérieur et d'organiser le contrôle de toutes les opérations en monnaies étrangères.

— Un « calendrier de législature » est présenté, qui s'accompagne de nouvelles modalités de planification : plan préliminaire de douze mois, complété par des objectifs sur cinq ans.

Deux questions décisives ne sont guère abordées dans l'ouvrage : les mesures de relance de la consommation populaire suffiraient-elles à assurer l'écoulement de la production en France ou à l'étranger, sans aboutir à une situation analogue à celle que connaît la Suède actuellement ? Comment les mesures prévues de développement de l'emploi s'inscrivent-elles dans la perspective d'une nouvelle division internationale du travail ? Les propos tenus sur la limitation des importations et sur la réorganisation du commerce au sein de la C.E.E. paraissent donner l'impression que le but visé est un développement économique beaucoup moins tourné vers l'étranger. Dans quelle mesure ? Et surtout, dans quels secteurs ou dans quelles directions ?

★ *Changer l'économie, Trois clefs et un calendrier*. Entretien avec Paul Boccara, Philippe Herzog, Anicet Le Pors et Claude Quin. Editions sociales.

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

LE P.C.F. : l'action doit se poursuivre

M. Marchais : nous ne pouvons accepter les propositions socialistes

M. Maire : la contradiction du P.C.F.

Un nouveau manuel des économistes communistes

LA FRANCE ATTEND

(Suite de la première page.)

Ceux qui ne voient plus le moyen d'éviter la défaite de la droite nourrissent l'espoir d'un intermède de courte durée : alors, ils comptent les jours : cent, cent quatre-vingts... Mais il y a tant d'injustices à réparer, d'inégalités à supprimer, de transformations à opérer, que la durée est une condition à la réalisation de notre projet. Orienter la croissance sur d'autres voies que celle de l'accumulation aveugle et du gaspillage, transformer les structures de pouvoir pour qu'il ne soit plus confisqué par les groupes de pression, les clans, « *les copains et les coquins* », cela ne se fait pas en un an, sans doute même pas en une législature. L'attente de l'ouverture du chemin n'en est que plus impatiente.

Ecarté depuis plusieurs dizaines d'années du pouvoir, sachant le poids des responsabilités qui l'attendent, le parti socialiste s'est préparé à gouverner. Il a fait le choix d'un projet, celui du socialisme dans la liberté ; à son appui, il a un programme et des dossiers précis. Il a aussi fait le choix d'une stratégie, celle de l'union de la gauche.

Le programme commun concrétise cet engagement quel que soit le détail des solutions trouvées pour les modalités d'application qui restent en discussion. Le programme commun représente la synthèse et le compromis nécessaire entre les deux grandes cultures du mouvement ouvrier français.

Mais la gauche doit aussi aux Français de savoir être à l'écoute de leurs préoccupations, de leurs inquiétudes, de leurs espoirs. Aucun programme — aussi sérieux soit-il — n'a la faculté de figer pour cinq ans des aspirations et des besoins nécessairement évolutifs dans une société aussi ouverte que la nôtre. Des initiatives ou des propositions aujourd'hui floues, voire balbutiantes, s'imposeront demain comme nécessaires, ce qui implique pour la gauche tout entière une capacité permanente d'adaptation.

A cet égard est toujours actuel l'engagement pris par F. Mitterrand en mai 1974 : « *La seule idée de la droite : garder le pouvoir. Mon premier projet : vous le rendre.* » Sur toutes les grandes questions qui engagent l'avenir de notre pays — la croissance, l'énergie, la défense — comme sur les plus humbles qui concernent notre vie de tous les jours — dans la commune, dans l'entreprise, au village, — il faut mettre en place de nouvelles structures d'information, de décision, de contrôle qui rendent le pouvoir aux Français. La création de véritables institutions régionales élues au suffrage universel, dotées de moyens financiers, de responsabilités importantes dans le domaine économique et social, éducatif et culturel, est un des éléments déterminants de la redistribution nécessaire des pouvoirs. Les élus socialistes ont sur ce point une responsabilité décisive ; en effet, si aujourd'hui les Français constatent que dans les communes que nous administrons, les projets importants font l'objet d'une large information et d'une discussion entre l'équipe municipale et les habitants, que des commissions extra-municipales ou des comités de gestion d'équipements collectifs permettent aux usagers de peser véritablement sur les décisions prises, ce que nous disons n'apparaîtra pas seulement comme un projet généreux mais lointain : il s'agira de poursuivre à l'échelon du département, de la région, de l'Etat, ce qui, ici et maintenant, fait de chacun un citoyen dans sa commune.

Il est nécessaire aussi que les débats ouverts à propos du programme, notamment avec nos partenaires communistes, ne négligent pas la dimension sociale dans ses aspects quotidiens ; pour important que soit le problème de l'indemnisation des actionnaires, la réalité de l'entreprise nationalisée, qu'il s'agisse de l'association des travailleurs et de leurs représentants aux différents niveaux de décision ou des possibilités de négociation ouvertes aux organisations syndicales, l'est encore bien davantage. Il n'est pas trop tard pour approfondir ces problèmes, de même que toutes les dispositions qui peuvent libérer la vie de tous les jours sur les lieux de travail ou dans les quartiers. Parmi ces déblocages, figure au premier rang, celui de l'information ; il faut qu'elle soit libérée de la tutelle de l'argent et de celle des notables, que l'opposition y ait librement et aisément accès, que syndicats et associations de consommateurs, groupements de locataires et parents d'élèves puissent s'y exprimer, afin que radio, télévision et journaux servent le débat public au lieu de l'obscurcir.

C'est à cela, et d'abord à cela je crois, que l'on jugera l'action gouvernementale de la gauche. S'il s'agit simplement de remplacer un « syndicat de sortants » qui a fait de l'exercice du pouvoir la fin ultime de sa démarche politique par des équipes nouvelles, craignons alors que le désintérêt du citoyen pour la chose politique et l'avenir de la communauté ne se solde par une immense déception, une démobilisation individuelle et collective qui renverserait rapidement le rapport de forces. Si, au contraire, des réformes de structure décisives, une autre conduite politique, tout simplement le respect que l'on doit à un peuple contribuent à faire peu à peu de chaque homme et de chaque femme, dans son travail et sa vie de tous les jours, le sujet actif et volontaire de notre devenir commun, alors j'ai confiance que, quoi qu'il advienne, la gauche au pouvoir ce sera plus qu'une expérience ou qu'un feu de paille.

Nous n'avons pas le droit d'échouer

La France a commencé en 1789 la conquête d'une démocratie politique. « *Mais la liberté elle-même n'est qu'un vain fantôme,* disait Robespierre, *quand une classe d'hommes peut impunément en affamer une autre.* » La France attend, depuis qu'une première Bastille a été prise, que se réalise la démocratie économique. Or, demain moins qu'hier, nous n'avons le droit d'échouer. A cause de tant d'espoir amassé et aussi de tant de difficultés matérielles à vivre.

Au 1er juillet 1977, un tiers des salariés gagnaient moins de 2 300 F par mois et 2,5 millions de personnes âgées, d'invalides et de handicapés vivent avec moins de 30 F par jour. Inutile de citer d'autres chiffres pour constater que, en dépit des années de croissance, la société française recèle encore de scandaleuses misères.

Certes, les fléaux associés au sous-développement — les grandes maladies épidémiques et celles liées à la faim — ont disparu, mais d'autres les ont remplacées, affectant les mêmes catégories sociales. Ils s'appellent violence, délinquance, ou plus confusément épuisement devant les difficultés et les épreuves. Or tout se tient : les mêmes qui sont si mal payés vivent dans ces lieux, les grands ensembles, que l'on n'ose plus appeler villes, travaillent aux tâches les plus aliénantes et n'ont ni le temps ni les forces de tisser les relations de voisinage ou d'amitié qui sont la chaleur ou la *joie d'une existence.*

Parmi les traditions dont la gauche est fière, celle d'être toujours du côté des plus déshérités est la plus grande. Demain encore il lui faudra montrer que le sens de son combat est là, dans l'émancipation politique et économique de tout un peuple exclu de la culture, des responsabilités, de la sécurité matérielle. Nous savons les difficultés qui nous attendent, qui ont nom déficit extérieur, inflation, dépréciation monétaire, mais notre combat n'a d'autre sens que de les dépasser. Il concernera au premier chef l'amélioration immédiate des bas salaires et des revenus sociaux financés par la croissance possible de l'économie et pour la partie restante par la redistribution des revenus et des fortunes ; soulignons au passage que le débat actuel sur le point de savoir s'il faut partager autrement la production de chaque année, ou augmenter cette production est non pertinent : il est clair que l'on devra faire les deux.

Il concernera également tous ces domaines qui font le vécu quotidien et que la société prétendue libérale se refuse à considérer comme prioritaires et parfois abandonne aux marchands : la ville, les loisirs, la culture. La beauté urbaine, les petits équipements de voisinage — école, crèche, dispensaire, espaces verts et de jeux, — ont été négligés par un capitalisme triomphant, et avec eux la trame d'une vie communautaire qui permette de vivre ensemble et non replié sur soi-même. La laideur, l'inhumanité de nos villes modernes, et finalement l'insécurité et la peur sont à mettre au passif d'un mode de développement déséquilibré et tronqué.

Voilà qui montre assez que la crise qui atteint aujourd'hui nos sociétés industrielles n'est pas uniquement économique ou institutionnelle. La gauche se doit de reconnaître qu'elle ne détient pas toutes les solutions permettant de résoudre la crise dans tous ses aspects. Certes, l'action gouvernementale transformera les institutions et assurera une plus juste redistribution des fruits du travail, mais, même si elle bénéficie de la nécessaire durée, elle ne prétend pas apporter des solutions définitives.

Dans les domaines les plus complexes, qui mettent en cause soit de grands systèmes lourds de dangers, comme l'utilisation de l'énergie nucléaire ou les applications de l'informatique à tous les aspects de la vie sociale, soit des ensembles de moyens plus diversifiés, comme la qualité de vie dans les quartiers ou l'adaptation des équipements collectifs aux besoins, l'action devra se développer de façon progressive et par étapes. A certaines phases, il faudra faire le point, en vue d'infléchir des évolutions, de les accélérer ou de les ralentir. La gauche est tenue d'annoncer comment elle compte aborder de tels problèmes et quelles seront ses premières initiatives, mais il est hors de question qu'elle tranche sur tous les problèmes de façon définitive, à partir d'un savoir imparfait.

La décentralisation des pouvoirs, des moyens d'information et d'expertise, l'enrichissement du dialogue entre groupes sociaux et centres publics de décision, devraient rendre fécondes de telles approches. L'autre corollaire de cette démarche est l'importance qu'il convient d'attacher, dans certains domaines, à l'expérimentation ; si celle-ci doit être présente dans le secteur public, notamment dans les régions et les communes et dans le secteur privé, c'est probablement dans le tiers-secteur, celui des coopératives, des associations, des mutuelles, des entreprises à statut associatif, que l'imagination sociale, appuyée par un sens aigu des responsabilités, trouvera un champ pour des initiatives de type nouveau. Des mesures concrètes administratives et financières devront être prises pour donner à l'expérimentation toute son efficacité.

Si, sous peine de devenir totalitaire, l'action politique ne doit pas prétendre donner plus que ce qu'elle peut offrir, il reste qu'une collectivité ne se rassemble qu'autour d'un projet. Dans ce domaine aussi, la faillite de nos dirigeants actuels est patente. Qui croira un instant que les prétentions internationales du président de la République sont compatibles avec une politique intensive de ventes d'armes, y compris aux plus sanglantes dictatures. En revanche, la politique de la gauche, par l'extension des libertés et des responsabilités du citoyen, lui redonnera ce souffle puissant d'imagination et d'exemplarité qui fut hier sa grandeur, permettra d'établir de nouveaux rapports avec ceux des peuples qui n'aspirent qu'à s'émanciper de la tutelle des blocs conservateurs. Car c'est folie de s'imaginer que la politique de la gauche pourra longtemps être contenue dans les limites de nos frontières. Nous croyons assez à la vertu et à la force de notre projet pour penser qu'il encouragera nos voisins d'Europe à partager notre volonté. Nous savons aussi que c'est nécessaire pour les équilibres économiques internationaux : qu'il s'agisse de l'énergie, des transports aériens, de la production agricole dans le cadre d'une coopération avec le tiers-monde fondée sur la solidarité. Quel Etat-nation possède, à lui seul, les moyens et les réponses ?

Au risque de détonner avec l'esprit cocardier et chauvin, dont ceux qui se croient les héritiers du général de Gaulle ont fait un tremplin électoral, je voudrais rappeler que la France n'a jamais été aussi grande que lorsqu'elle a été elle-même, et qu'elle n'a jamais été davantage elle-même que lorsqu'elle proclamait la liberté et les droits de l'homme à travers le monde. Jaurès le disait mieux que quiconque, qui affirmait : « *Peu d'internationalisme éloigne de la patrie et beaucoup y ramène.* » Quel destin peut-on garantir à notre communauté nationale, alors que l'immense puissance de gaspillage et de destruction du capitalisme international a conduit à nos portes le monde de la faim et du dénuement le plus extrême, atteint le seuil de la rareté pour beaucoup de ressources minérales ou végétales, étend la surface des déserts sur la planète ? Il y a là des enjeux qui font à la fois partie de notre sécurité, de notre solidarité, de notre dignité : c'est en travaillant à leur apporter leur réponse que la gauche entend redonner à la France une raison d'être et d'espérer.

Ne pas se tromper sur les moyens

Tel est l'esprit dans lequel la gauche doit parler aux Français et agir au pouvoir si elle ne veut pas d'abord décevoir, ensuite défaillir. L'entreprise exige donc que le cap soit fermement maintenu vers cette idée qui fait son chemin, le socialisme dans la liberté, la prospérité, la justice. Elle exige également de ne pas se tromper sur les moyens. C'est ici que le débat économique prend place.

L'économie n'est pas une fin en soi. Nous avons assez fait le procès d'une certaine croissance pour savoir que la question du pourquoi est aussi lourde que celle du comment. L'économie est un moyen. Le hasard veut que la campagne électorale mette la gauche aux prises avec le « *meilleur économiste de France* » qui se trompe sur les moyens. L'occasion est bonne de préciser le fossé qui nous sépare.

D'abord, les résultats, consignes par les statistiques officielles. En juillet 1977, dernière période connue, il y avait en France un million cent trente mille demandeurs d'emploi soit, depuis le 1er janvier 1977, environ trente mille de plus par mois, mille par jour. L'indice de la production industrielle est au niveau du premier trimestre 1974. Les prix ont augmenté de 5,9 % depuis le début de l'année, et si l'on suppose — hypothèse basse — qu'ils progresseront de 0,6 % par mois, d'août à décembre, cela fera plus de 9 % sur l'année. Et si l'on se souvient qu'une légère baisse de T.V.A. est intervenue cette année, cela veut dire que le rythme de hausse spontanée de nos prix est supérieur à celui de l'an dernier.

Le commerce extérieur a cumulé 9,5 milliards de déficit depuis janvier et si le déficit mensuel régresse ces derniers mois, c'est par une décroissance forte des importations consécutive à la stagnation de l'activité économique. Le franc maintient sa parité vis-à-vis des principales monnaies, mais le gouvernement peut-il dire publiquement le volume de l'endettement extérieur par lequel cette stabilité est obtenue? Enfin, après avoir annoncé en septembre 1976 que la croissance en 1977 atteindrait 4,8 %, les prévisions officielles plafonnent aujourd'hui à 3 %, et celles d'autres organismes à 2,5 %. Bref, pour un gain hypothétique de quelques dixièmes sur le front des prix, le premier ministre réalise de graves contre-performances sur tous les autres plans, notamment l'emploi. Quel bilan !

Bien sûr, il reste un dernier élément de compréhension de la politique de M. Barre. Toute cette politique serait fondée sur l'idée que la stagnation (voire la régression actuelle) du pouvoir d'achat des salaires et le chômage permettra de « rétablir » la situation financière des entreprises, et par conséquent leur capacité à investir et à se développer. Or, cette stratégie inavouée, mais bien réelle, échoue, elle aussi, sous nos yeux puisque l'investissement reste désespérément étale. M. Barre réussit donc le tour de force de bloquer le pouvoir d'achat, de maintenir une inflation très élevée, sans que l'investissement en France n'en tire nul bénéfice. C'est que le bénéfice de l'opération — qui existe arithmétiquement — va ailleurs qu'à des usages productifs. M. Barre fait ainsi la démonstration que la gestion « libérale » d'une économie dominée par des entreprises sur-puissantes patine comme un embrayage usé. Voilà aussi pourquoi la gauche veut, d'une part, organiser le développement planifié de l'économie et de ses secteurs industriels les plus vitaux pour l'indépendance du pays, et, d'autre part, se donner les moyens d'une impulsion directe par le contrôle public du crédit et d'un secteur nationalisé élargi à neuf grands groupes industriels.

M. Barre se trompe donc de moyen. Il se trompe aussi d'analyse. Celle-ci est le décalage fidèle des principes de l'entre-deux guerres selon lesquels la déflation de la demande est le meilleur remède aux tensions inflationnistes et au déficit extérieur. La vérité est qu'une telle déflation freine l'inflation par la demande et la croissance des importations ; mais elle est impuissante à freiner l'inflation par les coûts et à encourager les exportations. Voilà pourquoi M. Barre obtient des résultats si mauvais sur le front des prix, et si précaires sur celui du commerce extérieur.

La gauche a tiré les leçons des impasses de la déflation comme elle connaît les dangers de la relance massive keynésienne dans une économie et un système monétaire qui ne sont plus keynésiens.

C'est pourquoi sa philosophie économique s'appuie sur l'action *conjuguée* dans deux directions. Premièrement, exercer une relance sélective de la consommation des ménages les plus défavorisés capable d'ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises et une relance immédiate de l'investissement, notamment grâce au levier des entreprises publiques industrielles ; deuxièmement, attaquer au plus vite tous les archaïsmes structurels de notre économie, en soutenant les secteurs aujourd'hui incapables de répondre à la demande, en éliminant les rentes et les placements improductifs, en encourageant toutes les actions visant un développement rapide des exportations, qu'il s'agisse d'exportations de biens comme de services ou de savoir-faire.

En définitive, face à la déflation qui maintient la France dans la crise et à côté d'une relance aveugle qui l'y ramènerait en quelques mois, il n'y a place que pour une nouvelle pratique économique alliant réformes structurelles immédiates, politique de justice économique et actions industrielles sectorielles, dans le cadre national et européen.

Les forces de gauche sont en fait d'accord sur ces principes d'une nouvelle orientation économique et sur son important contenu de transformation sociale.

Quant à la controverse, dans l'ordre économique et social, elle ne porte que sur deux grands points. Le premier est l'ampleur de la redistribution salariale et sociale que l'économie française est, ou n'est pas, capable d'assumer à bref délai, c'est-à-dire avant les deux ou trois années nécessaires pour que la mise en route du plan et la maîtrise des grands leviers industriels et financiers permettent d'orienter le pays vers une nouvelle croissance. Une hausse importante du SMIC est économiquement et socialement nécessaire, nous ne voulons pas qu'elle s'accompagne de dizaines de milliers de faillites avec les licenciements que cela impliquerait.

L'autre point concerne la manière de transformer les rapports sociaux dans neuf grands groupes industriels en les nationalisant, tout en maintenant intégralement leur capacité de produire et de vendre sur un marché international auquel ils sont tous confrontés à la différence des nationalisés de 1945.

Le reste n'est que détail, mais cette exigence est vitale. L'enjeu de la controverse n'est cependant pas de nature à faire sauter l'union de la gauche. Qu'on se le dise !

La crise économique bloque l'horizon de l'imagination à la lecture des statistiques. Forcer ce blocage implique que soient d'abord levés les obstacles qui empêchent des millions de personnes de connaître autre chose que l'angoisse du lendemain. C'est pourquoi la politique économique de gauche doit s'attaquer de front au chômage et aux zones de pauvreté tout en prenant garde de ne pas compromettre sa réussite par l'inflation et le déficit extérieur. Mais la gauche doit aussi percevoir ce trouble des profondeurs que la jeunesse, comme toujours, éprouve plus tôt, plus fort et plus confusément. Son attente d'une autre politique, manifestée aussi bien par le cri écologique que le rejet ou, pire, la passivité, devant un système scolaire révolu, est prémonitoire.

Si elle ne répond pas à cette attente, la gauche parviendra peut-être à faire faire un pas en avant à l'économie française : mais elle aura manqué son rendez-vous historique.

Aujourd'hui, sous la conduite d'un pouvoir ligoté par les forces du conservatisme, la France perd sa capacité d'être. Dans le même temps le monde se couvre de dictatures qui font craindre qu'un jour l'idée de liberté aura disparu de la planète. Les lieux d'où elle pourrait redonner vie à la jeunesse du monde sont rares. Quelle responsabilité d'être parmi ceux-là ! Loin des médiocres guérillas qui opposent des clans éphémères, des escarmouches de communiqués, la France attend qu'on lui propose les vrais débats, les vrais questions, les vrais choix. Assumer son projet de justice et de libération, tel est le défi que le parti socialiste entend aujourd'hui relever quoi qu'il advienne. Il le doit aux millions de Français qui lui font confiance comme au pays tout entier.

MICHEL ROCARD.



La préparation des élections législatives

M. JOBERT : nous pouvons être des arbitres.

Reçu vendredi 9 septembre à l'hôtel Matignon, M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a tenu, à l'issue de son entretien avec M. Raymond Barre, une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment annoncé que sa formation s'était fixé pour objectif de présenter aux prochaines élections législatives deux cents candidats. Une première liste de soixante noms sera rendue publique à la fin du mois. M. Jobert, qui a précisé que le premier ministre pourrait, « *dans tel ou tel cas* », soutenir un candidat de son mouvement, a indiqué qu'il n'avait pas encore personnellement pris de décision, bien que ses amis « *dansent une sarabande effrénée* » pour l'inviter à se présenter à Nice.

Dans sa lettre mensuelle (septembre 1977), M. Jobert observe que « *la marge étroite de 5 à 6 % qui ferait la victoire de la gauche ou de la droite* » peut permettre à son mouvement d'« *arbitrer la situation, en mars prochain, dans de nombreuses circonscriptions* ». « *Si nous avons une dizaine d'élus,* a-t-il déclaré vendredi, *cela sera très intéressant* », car, a-t-il résumé, il s'agit de « *faire arbitrer des querelles stupides par des gens de bon sens* ».

M. FOURCADE QUITTERAIT LE GOUVERNEMENT S'IL ÉTAIT ÉLU AU SÉNAT

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a annoncé, vendredi 9 septembre, qu'il a l'intention de quitter le gouvernement s'il est élu sénateur des Hauts-de-Seine aux élections du 25 septembre prochain, et si d'ici là le régime des suppléants *n'a pas été modifié.*

Le maire de Saint-Cloud a fait cette déclaration à l'occasion d'un déjeuner destiné à présenter à la presse la liste du parti républicain (*le Monde* du 26 juillet).

Elu au Sénat, le ministre de l'équipement disposerait d'un délai d'un mois pour choisir entre son portefeuille ministériel et son siège de sénateur.

Trois autres membres du gouvernement — MM. René Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et Christian Poncelet, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, sont également candidats aux élections sénatoriales.

[Ministre de l'économie et des finances dans le cabinet de M. Jacques Chirac (du 28 mai 1974 au 25 août 1976), M. Jean-Pierre Fourcade a été ensuite, à partir du 27 août 1976, ministre de l'équipement dans le premier cabinet de M. Raymond Barre. Depuis le 30 mars 1977 il occupe le poste de ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire.]

DÉFENSE

MILLE SIX CENTS PARACHUTISTES SERONT LARGUÉS PENDANT LA MANŒUVRE CORMORAN DANS LE SUD-OUEST

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Le général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, assistera, les lundi 12 et mardi 13 septembre, à la manœuvre Cormoran montée au camp du Larzac et au camp de Caylus (Tarn-et-Garonne) par la 11e division parachutiste de Toulouse. Trois mille deux cents hommes de la 2e brigade, des éléments organiques divisionnaires ainsi que des éléments motorisés de la 15e division d'infanterie, de l'aviation et de la marine seront engagés dans ces exercices, sous les ordres du général Jeannou Lacaze, nouveau commandant la 11e D. P.

C'est la première fois que la 11e D. P., division d'intervention tous azimuts, déploiera sur le terrain ses nouvelles unités, comme le 5e régiment d'hélicoptères de combat et le 14e régiment de commandement et de transmission parachutiste, appartenant tous deux aux éléments organiques de la division avec la base opérationnelle mobile, le 5e groupe de soutien de l'aviation légère, le 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine, le 1er régiment de hussards parachutistes, le 35e régiment d'artillerie parachutiste, le 17e régiment de génie aéroporté et le centre d'entraînement de montagne. La division compte, au total, quinze mille hommes répartis en deux brigades.

La partie la plus spectaculaire de cette manœuvre en terrain libre sera le largage de mille six cents parachutistes avec leur matériel, le poser d'assaut nocturne d'avions Transall ainsi que le largage à très basse altitude de charges de plusieurs tonnes sur l'aérodrome d'Albi, toujours par des avions Transall. — L. P.

A Tours

DES SOLDATS DU TRAIN RÉCLAMENT L'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES CHAUFFEURS ROUTIERS

(De notre correspondant.)

Tours. — Au soir de la visite à Tours de M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat à la défense, les comités de soldats de la base aérienne 705 et de l'école d'application du train ont rappelé, jeudi 8 septembre, leurs revendications basées sur « *une plate-forme en vingt points* » visant principalement à l'obtention du droit démocratique à l'intérieur des casernes et à l'amélioration des conditions de travail des recrues qui se considèrent comme des « *travailleurs sous l'uniforme* ».

La principale action en cours porte sur les transports, l'hygiène et la sécurité. Les appelés veulent obtenir la gratuité totale des transports publics et la déduction du temps de transport de leur permission.

Les soldats du train, appelés à conduire les véhicules lourds, ont élaboré, quant à eux, une série particulière de revendications basées sur la convention collective des chauffeurs routiers afin d'assurer une meilleure sécurité : limitation du temps de conduite, meilleure formation au permis poids lourd, abolition de la responsabilité du conducteur en cas d'accident.

Le comité de soldats de l'école d'application du train diffuse un bulletin ronéotypé, dont le titre est *Un train peut en cacher un autre*. Le comité de soldats de la B.A. 705 a trois ans d'existence et a déjà publié treize exemplaires de son bulletin *la Cigogne grogne*.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Corse

APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 9 SEPTEMBRE

Les élus sont sortis de l'ombre

Ajaccio. — Les cérémonies qui ont marqué, le vendredi 9 septembre, le trente-quatrième anniversaire de la libération de la Corse, n'ont pas attiré la foule que certains organisateurs attendaient : mille cinq cents personnes à Ajaccio, un millier à Bastia. En revanche, les élus, ceints de leur écharpe, ont été nombreux à se rendre devant les monuments aux morts d'Ajaccio et de Bastia.

Pour M. Charles Ornano, maire bonapartiste d'Ajaccio, qui avait demandé à la population de s'« associer massivement » à la manifestation des élus, « ce n'est pas un échec ». Pour M. François Giacobbi, sénateur radical de gauche et président du conseil régional, il s'agit même d'« une démonstration digne et éclatante ». Quant aux militants du mouvement autonomiste l'Union du peuple corse, ils se félicitent du peu d'écho qu'ont rencontré dans l'île les mots d'ordre des édiles.

De notre envoyé spécial

La majorité silencieuse continuera donc de garder le silence. Elle n'a pas répondu à l'appel de ceux qui — bonapartistes, gaullistes, républicains — l'invitaient à manifester aux côtés des élus contre *« le séparatisme et les violences d'où qu'elles viennent »*. Il eût mieux valu ne pas quêter à retardement un concours populaire dans la confusion des avant-veilles électorales. La démarche des édiles, comme le voulaient les cinq parlementaires de la Corse, n'en aurait eu que plus de portée et de retentissement.

Que sur quelque sept cents élus locaux convoqués par leurs pairs devant les monuments aux morts d'Ajaccio et de Bastia, quatre cents environ aient répondu présent peut être interprété comme un fait nouveau dans la vie politique insulaire. Il en aura coûté beaucoup, en effet, à plus d'un maire et d'un conseiller municipal de se « mouiller », d'afficher ainsi en public ses opinions, même si elles allaient de soi.

Sauf en de très rares occasions, chacun ici préfère réagir individuellement plutôt que collectivement. La manière corse d'obtenir gain de cause est souvent patiente, parfois brutale, toujours discrète. La population, aussi bien que les élus, hésite à se faire violence pour descendre dans la rue.

Au demeurant, si les circonstances exigeaient de contrer ainsi les tenants du séparatisme et les adeptes de la violence, la population n'était guère disposée à s'associer à l'initiative de certains de ses élus. *« A ceux-ci de s'exprimer et d'agir en notre nom. Ils sont là pour nous représenter »*, affirment des Corses.

Beaucoup d'autochtones n'ignoraient rien également des dangers que font courir de tels appels au peuple. En dernière analyse, c'est le pouvoir donné à la rue, avec, à terme, des risques d'affrontements entre Corses. *« Nous ne voulons pas, par des actions irréfléchies, préparer la voie qui, demain, nous conduirait à en venir aux mains entre nous »*, expliquent des insulaires.

Reste que la population n'a pas senti l'intérêt qu'il y aurait eu pour elle à sortir de sa réserve pour clamer des évidences. Nul à son avis ne doit se méprendre sur son opposition au séparatisme et son dégoût de la violence. Cela va sans dire. *« Etait-ce bien adroit de nous demander de prêter un nouveau serment de fidélité à la France ? »*, s'interrogent certains (1).

Même si des réflexes de peur, voire des réactions d'indifférence, peuvent aussi expliquer l'absence remarquée de la population aux cérémonies du trente-quatrième anniversaire de la libération de la Corse, il n'en reste pas moins vrai que cette « dérobade » n'a pas la signification politique que certains — notamment les autonomistes et les séparatistes — ne manqueront pas de lui donner. Que les élus — et notamment les plus obscurs — aient vaincu une « timidité » naturelle à s'exprimer est un signe encourageant pour l'avenir. Le seul qui, en définitive, vaille la peine d'être noté.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Devant la menace mussolinienne, les Corses avaient prêté, le 4 décembre 1938, à Bastia, le serment suivant : *« Face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et de mourir français ! »*

ALSACE

● *Jetons de parking gratuits à Colmar.* — Afin de faciliter l'accès de leurs clients automobilistes au centre de la ville, les commerçants de Colmar ont décidé de distribuer à partir du 15 septembre, quelque trois mille jetons qui donneront droit à un stationnement gratuit d'une demi-heure.

Une opération identique a été lancée à Saint-Brieuc, mais n'a pas connu le succès escompté.

HAUTE-NORMANDIE

● *La pollution de la baie de la Seine.* — Après la visite au Havre, dimanche 4 septembre, d'une délégation de Japonais comprenant des victimes de la pollution de Minamata, le ministre de la culture et de l'environnement affirme que *« des accidents analogues ne peuvent se produire en baie de Seine ou ailleurs sur tout le littoral français »*.

Au Japon, la pollution de Minamata, apparue vers 1955, était provoquée par des déversements importants de mercure. En France, la teneur en mercure des eaux *« fait l'objet d'une surveillance périodique »* ; les rejets de mercure en mer de toutes les industries françaises ont été réduits de 90 % entre 1972 et 1977 ; la teneur en mercure des espèces animales, et notamment des coquillages de la baie de Seine, *« est négligeable »* estime le ministère.

PAYS DE LOIRE

● *Grève aux chantiers navals de Nantes.* — Le personnel des chantiers navals Dubigeon-Normandie de Nantes est en grève. Depuis la réouverture des chantiers, après les congés, un conflit oppose la direction et le personnel sur le contrôle des horaires de travail. Les quelque 2 500 travailleurs de l'entreprise sont appelés par les organisations syndicales à une réunion d'information le lundi 12 septembre au matin.

JUSTICE

POUR LA POLICE

L'enlèvement de M. R. Simon reste une affaire insolite

M. Roland Simon, que son ravisseur a libéré vendredi matin 9 septembre (*le Monde* du 10 septembre) à une vingtaine de kilomètres de Villefranche (Rhône), affirme être incapable de donner des indications sur le lieu où il a été séquestré pendant deux jours. *« La voiture a roulé longtemps avant qu'on ne m'en fasse descendre »*, a-t-il déclaré. Il semble cependant que les enquêteurs situent cet endroit dans la région du bas Beaujolais, où ils ont effectué des recherches et des contrôles.

M. Simon a également expliqué qu'il avait été bien traité et n'avait vu qu'un seul homme, toujours masqué. A sa sortie des locaux de la police judiciaire, où il a été interrogé pendant près de quatre heures, il a précisé qu'il ne souhaitait faire aucune déclaration, à aucun moment, se contentent d'indiquer qu'il ne croyait pas à une vengeance et qu'il ne savait pas si l'affaire du « ghetto » de Villeurbanne, ces immeubles occupés par les immigrés que gère la régie Simon (*le Monde* du 9 septembre), pouvait être à l'origine du rapt, comme le supposait son père, M. Victor Simon.

Pour le préfet de police de Lyon, M. Roger Chaix, *« tout est possible, compte-tenu de certains faits insolites dans cette affaire »*. Les enquêteurs estiment que le rapt a été commis avec beaucoup d'audace par quelqu'un qui connaissait bien les lieux, mais qui n'était pas très expérimenté, comme le confirme l'utilisation d'une carabine 22 long rifle « *manifestement pas une arme de gangster* ». En outre, la configuration des lieux ne donne pas l'assurance d'une fuite rapide. Tout pouvait être compromis par l'arrivée d'un seul véhicule (*le Monde* du 8 septembre).

La famille de M. Roland Simon n'a, dit-elle, *« versé aucune rançon »*. Aucun contact direct n'avait, semble-t-il, été pris avec elle, mais, dès mercredi soir 8 septembre, un interlocuteur anonyme avait téléphoné au journal *le Progrès* à Lyon, pour transmettre un enregistrement magnétique : *« Ici Roland Simon*, disait la bande, *je serai remis en liberté après la remise d'une rançon de 2 millions et demi de nouveaux francs en billets usagés de 100 francs. Surtout que la police ne tente rien, ma vie en dépend. Mes ravisseurs prendront contact téléphoniquement avec mon frère Bernard dans la nuit de jeudi. Qu'il reste au bureau de Villeurbanne où il recevra des instructions. »*

LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE INTERVIENT SUR LA GRATUITÉ

« Mesure d'opportunité favorisant les couches moyennes qui ne bénéficient pas de l'aide judiciaire, la suppression des droits, taxes et frais de justice, réclamée par le Syndicat des avocats de France depuis sa création, laisse pratiquement entière la question des inégalités dans l'accès à la justice », indique ce mouvement dans un communiqué publié le jeudi 8 septembre en marge des entretiens de Nanterre (*le Monde* du 10 novembre).

Le SAF ajoute : *« Les procès entraînent des formalités, des déplacements, du temps de mise en œuvre se traduisant par des charges financières assumées par les professionnels de la justice, et en particulier par les avocats (locaux, équipements, personnel, etc.). Ces charges, qu'une simplification de la procédure pourrait alléger, persisteront. »*

« Le droit à la justice, observe encore le SAF, *est une sécurité fondamentale des citoyens. Pour l'assurer à tous, il faut l'institution d'un vaste secteur d'aide juridique et judiciaire dispensant l'information, permettant la prévention des litiges et procurant une assistance convenable dans les procès à ceux dont les ressources sont insuffisantes pour qu'ils prennent totalement en charge le coût de leur défense. »*

FAITS ET JUGEMENTS

« V.S.D. » ne sera pas saisi.

La saisie du nouvel hebdomadaire *V.S.D.* était demandée, le 9 septembre, par M. Olivier Brice, le sculpteur auteur de la maquette du trône fabriqué en France pour le couronnement, à Bangui, de l'empereur Bokassa Ier, car cette publication contenait, sans son autorisation, une photographie de son œuvre. Mais M. Pascal Ceccaldi, vice-président du tribunal de Paris, l'a débouté. Il a estimé qu'il n'y avait pas lieu à référé, car il existe une « contestation sérieuse ». *V.S.D.* a soutenu, en effet, d'une part, que le litige concernait la propriété industrielle et non la protection d'une œuvre de l'esprit ; d'autre part, que des reproductions de la maquette de cette œuvre avaient déjà été publiées dans la presse.

L'organisateur de l'enlèvement de M. Bernard Mallet aurait été identifié.

Selon les renseignements recueillis à Amiens (Somme), la police aurait établi que M. Guy Lachant, habitant à Saint-Quentin (Aisne), et recherché dans le cadre de l'enquête sur le rapt de M. Théodoroff, en 1976, aurait joué un rôle important dans l'enlèvement de M. Bernard Mallet (*le Monde* des 11 et 12 août).

Deux des frères de M. Guy Lachant, Bernard et Marcel, avaient été arrêtés, en 1976, en possession de billets de la rançon versée pour la libération de M. Théodoroff. Les enquêteurs, qui ont la conviction que les deux enlèvement, celui de M. Théodoroff et celui de M. Mallet, sont liés, soupçonneraient M. Guy Lachant d'être le « cerveau » des deux rapts.

Un enfant victime de malnutrition.

Victime d'un manque de soins et dans un état de malnutrition évident, en enfant, âgé de deux ans et demi, est mort le 7 septembre au domicile de ses parents à Beaumettes (Vaucluse). Ces derniers, M. Istvan Tapaszto, quarante ans, ouvrier maçon, et sa femme, Henriette, trente-deux ans, ont été présentés, le 3 septembre, au parquet d'Avignon et écroués. Selon l'enquête de la gendarmerie, cette affaire révèle des *« carences »* manifestes de la part des parents et une *« situation inexplicable à notre époque »*.

M. Tapaszto, réfugié hongrois, ancien légionnaire, disposait de ressources jugées *« décentes »* pour élever ses quatre enfants. Cependant, au début du mois de septembre, les deux aînés, âgés de dix et huit ans, avaient dû être confiés à une institution d'assistance à l'enfance. Au mois d'août, un médecin avait demandé aux parents que leur dernier enfant, André, soit hospitalisé en raison de son état de faiblesse. Mais M. et Mme Tapaszto avaient refusé. C'est le petit André qui, après une chute bénigne, est mort le 7 septembre.

Le médecin a refusé le permis d'inhumer, estimant que le décès avait été précipité par l'état d'inanition de l'enfant.

● *Cambriolage chez M. Michel Rocard.* L'appartement que M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, maire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), occupe dans cette localité, *« de façon intermittente »*, précise-t-il, a été cambriolé vendredi 9 septembre.

Selon la police, le mobilier a été fouillé. On ignore encore l'importance et la nature du vol, mais, affirme M. Michel Rocard lui-même, *« il s'agit d'une banale affaire de délinquance mineure »*.

● *Attentat contre Mᵉ Biaggi.* — Plusieurs coups de feu ont été tirés, dans la nuit du 9 au 10 septembre, près de Bastia, contre la voiture de Mᵉ Jean-Baptiste Biaggi, avocat au barreau de Paris et maire de Cagnano (Haute-Corse). Les agresseurs, qui ont réussi à prendre la fuite, circulaient à bord d'un autre véhicule. Ils ont ouvert le feu à deux reprises. Sans être atteint, Mᵉ Biaggi a perdu le contrôle de son véhicule, qui s'est renversé dans un fossé. L'avocat a été légèrement blessé au visage et à l'épaule.

● *Meurtre d'un avocat.* — Mᵉ Norbert Hanoun, quarante-six ans, avocat au barreau de Paris, a été tué d'une balle de révolver dans la tête, au cours de la soirée du vendredi 9 septembre 1977, en son domicile, 51, avenue Raymond-Poincaré, à Paris (16ᵉ). Le meurtrier s'est aussitôt constitué prisonnier. Il s'agit de M. Emile Amram, cinquante et un ans, commerçant au Chesnay (Yvelines), beau-frère de la victime. Ce meurtre semble avoir pour origine un différent d'ordre familial. M. Amram serait venu à plusieurs reprises menacer Mᵉ Hanoun, le meurtrier recherchant son épouse réfugiée chez l'avocat, son frère.

ANCIENS COMBATTANTS

SATISFACTION APRÈS LE RÉTABLISSEMENT DE LA PARITÉ DE LA RETRAITE A L'INDICE 33

La Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc, déclare, dans un communiqué, avoir *« pris acte avec satisfaction de la décision du conseil des ministres du 17 août 1977 de rétablir la parité de la retraite du combattants à l'indice 33 au 1er janvier 1978.*

» A partir de cette date, tous les anciens combattants de tous les conflits, titulaires de la carte du combattant et âgés de soixante-cinq ans ou de soixante ans dans certains cas, bénéficieront donc de la même retraite du combattant dont le montant indexé sur le traitement des fonctionnaires sera d'environ 800 francs par an en 1978. (...)

» Cependant, pour importante que soit cette mesure, il reste pour les anciens P.G. et C.A.T.M. deux problèmes essentiels à résoudre avant la fin de la législature et qui ne semblent pas avoir été abordés au conseil des ministres du 17 août 1977 :

» — La carte du combattant aux prisonniers qui n'ont pu l'obtenir ;

» — La revalorisation des pensions de guerre.

» Sur le premier point, il est nécessaire de rappeler que seuls peuvent prétendre à la retraite du combattant les titulaires de la carte du combattant et que, à ce jour, les 30 000 anciens P.G. qui sont encore privés de la carte du combattant ne peuvent bénéficier de cette retraite.

» C'est la raison pour laquelle la F.N.C.P.G.-C.A.T.M. demande que soit attribuée au 1er janvier 1978 la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre français en Allemagne comme elle a été attribuée en 1958 à nos compatriotes alsaciens et mosellans, incorporés de force dans l'armée allemande et faits prisonniers par les alliés, quelle que soit l'unité à laquelle ils appartenaient et la durée de leur captivité.

» Sur le second point : la revalorisation des pensions de guerre, il convient de souligner qu'il s'agit aussi d'une mesure de justice qui concerne les veuves, les orphelins de guerre, les ascendants, les blessés... » La F.N.C.P.G. estime, en effet, que ces pensions de guerre sont actuellement amputées de 25 %.

RAPATRIÉS

A TOULOUSE

Les représentants des rapatriés sont satisfaits

De notre correspondant régional

Toulouse. — M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés auprès du premier ministre, présentera son projet de loi sur l'indemnisation au conseil des ministres avant la fin du mois de septembre. C'est l'information que M. Longuet, son directeur de cabinet, est venu apporter aux délégués régionaux du Recours réunis vendredi soir à Toulouse autour de leur coordinateur, le professeur Goinard.

Pendant que M. Dominati se rendait dans la région de Muret-Saint-Gaudens, accompagné de son chef de cabinet, M. Ancelin, afin d'y rencontrer d'anciens harkis que tous deux avaient connus personnellement pendant ou après la guerre d'Algérie, MM. Forzy, Laquière et Roseau rendaient compte à leurs amis des résultats de la dernière entrevue avec le secrétaire d'Etat. Différents problèmes encore en suspens ont été abordés : celui des disparus ne trouve malheureusement pas de réponse dans les milieux officiels français, et pourtant des rapports de la Croix-Rouge internationale ont fait état de plus de deux mille personnes dont les familles sont toujours sans nouvelles. Ce qui n'est pas sans poser de sérieuses difficultés, notamment pour les épouses ne pouvant prouver qu'elles sont veuves lors de droits à des successions ou pour la constitution de dossiers d'indemnisation.

M. Jacques Roseau, président des Fils de rapatriés, s'est déclaré satisfait, et M. Guy Forzy, président des Comités des agriculteurs rapatriés, a fait preuve de la même confiance car il considère que la situation s'est vraiment dégelée.

Dans la salle, tout le monde ne partageait pas le même optimisme et, commentant la réunion qui devait se tenir samedi après-midi au Capitole, avec M. Pierre Baudis et ses élus rapatriés, certains ont remarqué que, curieusement, dans son périple, M. Dominati ne s'arrêtait que dans les villes (Montpellier, Toulouse, Nice, Toulon) dont les maires sont de ses amis politiques. Une sorte de tournée électorale ? Le secrétaire d'Etat chargé des rapatriés s'en est vivement défendu au cours de la conférence de presse à la préfecture de la Haute-Garonne : *« Un seul souci m'a guidé : coopérer avec les organisations sans aucun esprit partisan, dans un esprit d'équité. »*

LÉO PALACIO.

SPORTS

OMNISPORTS

Le budget du secrétariat d'État accorde la priorité à l'animation

Passant de 2 369 millions de francs en 1977 à 2 686 en 1978, le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports reste parmi les plus modestes. En pourcentage, il n'atteindra toujours pas 0,80 % du budget de l'Etat.

Cette constatation étant faite, plusieurs actions montrent dans quel sens vont les préférences du nouveau secrétaire d'Etat, M. Paul Dijoud. La progression des crédits de fonctionnement (+ 16,5 %) est nettement supérieure à celle des crédits d'équipements (+ 13 %), ce qui indique que l'animation a été jugée prioritaire. Les professeurs d'éducation physique en sont les premiers bénéficiaires, puisque le nombre de créations de poste s'élève à 1 081 (562 professeurs et 519 professeurs adjoints) alors qu'il n'était que de 652 l'année précédente. Cette augmentation est encourageante, même si elle ne permet pas de suivre la progression souhaitée par le programme d'action prioritaire du VIIe Plan sur l'égalité des chances et de la culture : pour respecéter les impératifs de ce programme, il faudra ouvrir 2 589 postes d'ici à 1980.

L'accroissement des postes est plus spectaculaire encore, en proportion, dans le domaine purement sportif, où cent postes de conseiller technique vont être ouverts en même temps qu'augmenteront légèrement les subventions aux fédérations et aux clubs.

L'action éducative et culturelle a dû aussi être privilégiée, ses moyens augmentant de 17,4 %. La part la plus importante (+ 20 %) revient à la promotion des activités et des loisirs éducatifs. Pour la jeunesse, l'augmentation des subventions se fera principalement en faveur des centres d'information, de la formation des cadres et de l'aide aux associations, notamment celles qui gèrent les centres de vacances. On peut s'attendre enfin à une revalorisation du taux de l'Etat accordé aux FONJEP (Fonds de participation, avec les collectivités locales, aux salaires des animateurs).

Quant aux cédits d'équipement, dont on on a dit qu'ils progressaient moins que les crédits de fonctionnement, ils verront cependant augmenter la part réservée aux subventions destinées aux collectivités locales au détriment des investissements propres de l'Etat.

Il reste maintenant à M. Paul Dijoud à respecter l'article 86 de la loi de finance de 1977, qui faisait obligation au gouvernement d'étudier tous les moyens budgétaires et extrabudgétaires dont pourrait bénéficier le secteur de la jeunesse et des sports (1).

Il semble que ce rapport sera fait sans complaisance et constituera bien un inventaire des moyens. A charge pour les députés de choisir judicieusement ceux qui conviendront à la jeunesse comme aux sports et d'imposer ces choix afin de ne pas rester au stade du possible.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Parmi ceux-ci figurent d'ores et déjà le prélèvement de 0,3 % sur le P.M.U. qui, cette année encore, rapportera entre 45 et 50 millions de francs.

FOOTBALL

NICE ACCENTUE SON AVANCE

La septième journée de championnat de France de première division a permis à Nice d'accentuer son avance grâce à sa victoire sur Troyes (4 à 1), tandis que Monaco, second, obtenait le match nul (1 à 1) à Valenciennes.

*Nantes bat Sochaux	2-0
*Metz bat Laval	1-0
*Nîmes bat Lens	2-1
*Reims bat Bordeaux	1-0
*Strasbourg bat Nancy	2-0
*Marseille bat Bastia	2-0
*Valenciennes et Monaco	1-1
*Lyon et Saint-Etienne	2-2
Paris Saint-Germain b. *Rouen	3-1
*Nice bat Troyes	4-1

CLASSEMENT

1. Nice, 13 pts ; 2. Monaco, 11 ; 3. Marseille, Nantes, Sochaux, Saint-Etienne et Laval, 8 ; 8. Strasbourg, Nancy, Lyon, Nîmes et Bordeaux, 7 ; 13. Lens et Paris Saint-Germain, 6 ; 15. Valenciennes, Bastia, Rouen, Reims et Metz, 5 ; 20. Troyes, 4.

BOXE

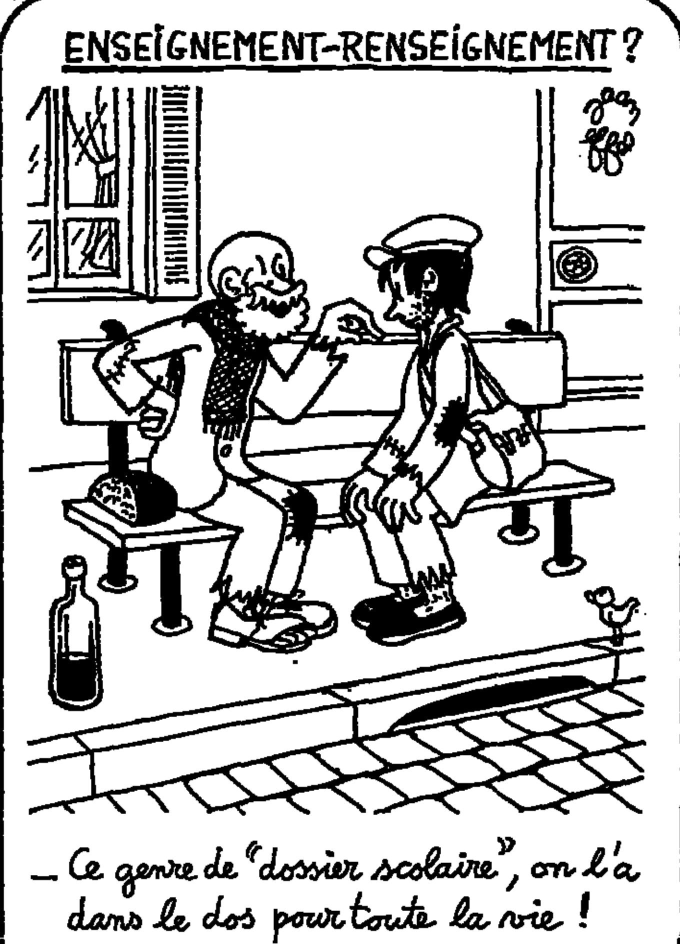
EVANGELISTA CHAMPION D'EUROPE

On n'aurait jamais dû parler d'une éventuelle rencontre entre Lucien Rodriguez et Mohammed Ali. Le premier nommé a perdu son titre de champion d'Europe des poids lourds, vendredi 9 septembre au Palais des sports de Madrid, des mains de l'Espagnol Alfredo Evangelista. Celui-ci, âgé de vingt-trois ans, n'est pas pour autant une « terreur » dans le style de son compatriote Paolino Uzcudun, l'ancienne gloire du ring, vainqueur d'Ermino Spalla et de Max Baer.

Il n'en a pas moins contraint Rodriguez à l'abandon au onzième round après que le Français, qui était dominé aux points, fut allé trois fois au tapis. En réalité, aucun des deux pugilistes n'avait montré ce qui fait la force des poids lourds : le punch de 100 kilos qui envoie l'adversaire au pays des songes. Ils ont d'ailleurs un exemple au sommet : Mohammed Ali, mais lui, c'est une autre histoire, dix ans de règne ! — O. M.



Le Monde aujourd'hui



Copyright le Monde et Jean Effel

LARCIN

La terre

A cette époque de l'année, où tout le monde rentre de la campagne, de la montagne ou de la mer, Maria pense qu'elle n'a pas eu de vacances. Elle ne travaille que depuis six mois dans la petite clinique où elle est employée, et pas question de congé ! Alors, l'idée lui vient qu'elle pourrait arranger un peu mieux les fenêtres du médiocre deux-pièces où elle vit avec sa mère, les décorer avec un peu plus de verdure et de fleurs.

Pour cela, elle prend de la terre dans le jardin de la clinique, la met dans un sac en plastique, qu'elle place dans un coin en se disant qu'elle l'emportera à la fin de sa journée. De quoi garnir deux ou trois pots et un petit caisson. Le soir même, la directrice de la clinique la convoque :

« Le jardinier a trouvé le sac de terre que vous avez caché. Vous savez comment cela s'appelle ? Un vol. »

C'est une dame pas très commode, qui entend que son établissement soit sans défaut. Elle a l'air courroucé, le sourcil froncé, le verbe haut. Maria baisse la tête. Elle reste silencieuse. Il faut bien appeler les choses par leur nom. Elle pense que le jardinier avait plutôt l'air sympathique quand il allumait sa cigarette, entre deux coups de bêche. Elle songe vaguement à son sac de plastique qu'on ne lui rendra pas. Elle n'a rien à dire à la directrice. Elle tient à garder son emploi.

Qui a dit : « La terre appartient à celui qui la travaille » ? *Maria, elle, ne travaille même pas la terre. Elle se contente de faire les chambres, les lits et le ménage des autres.*

RAYMOND JEAN.

MANUELS

Une pédagogie gaspilleuse

Il y a bien du souci, en ce moment, dans les foyers. C'est onéreux, l'enseignement gratuit. Tout augmente, traditionnellement. Au point que l'aide elle-même a suivi la hausse. Et c'est très bien. Mais, à l'heure des compressions, des bouts de chandelle à surveiller et de la consommation contrôlée, ne pourrait-on appliquer à l'enseignement de nos chers petits ce nouveau proverbe bien de chez nous selon quoi nous n'avons pas grand-chose mais pas mal d'idées ? L'expérience paternelle m'incite à en soumettre une à l'attention générale.

Des centaines de pages

Pour mon élève de quatrième, j'ai acquis l'an passé un nombre considérable de livres. De l'histoire de la musique au manuel d'orthographe, en passant par celui d'instruction civique, rien ne manquait — pas, surtout, ces livres d'art que sont les morceaux choisis, l'histoire et la géographie. Un impressionnant amas de centaines de pages. Or, au terme d'une très brève année scolaire — à la mi-avril, tout était clos, — c'est bien le diable si vingt-cinq de ces centaines avaient servi. Les morceaux avaient dû être mal choisis ; le civisme avait été oublié ; le manuel d'orthographe abandonné ; l'histoire musicale n'avait été faite que de silence ; l'histoire sans musique s'était réduite à quelques discours que j'espère magistraux sur le plan Barre ; de géographie, guère ; d'espagnol, peu ; il y eut tout de même de l'anglais et des maths, mais sur un cahier dit de cours qui remplaçait, paraît-il, avantageusement les chapitres du livre.

Autrement dit, j'ai dépensé plusieurs centaines de francs pour un usage de quelques sous. Grand bien fasse aux auteurs et aux éditeurs ! Mais tant qu'à faire d'acheter de beaux volumes, autant acquérir des livres d'art, ou des romans. Les enseignants ne devraient recommander à leurs élèves que l'acquisition du nécessaire. Je sais bien qu'il y a grande joie, pour l'enfant, le premier jour, à exhiber la pile impressionnante de livres et d'en feuilleter trois pages, mais c'est cher payer un plaisir éphémère. Imagine-t-on un menuisier achetant, avant de faire une fenêtre en bois blanc, une tonne de fer, cent kilos de cuivre et quatre stères d'acajou ?

Au goût du temps

Au temps où j'avais le périlleux honneur d'enseigner les jeunes générations, un cahier de brouillon, un crayon noir et une gomme suffisaient pour domestiquer le participe, jongler avec la règle de trois. Il est vrai qu'en ce temps-là deux et deux faisaient très bêtement quatre et que mes élèves de sixième connaissaient mieux l'histoire qu'un chasseur d'« unités de valeur » qui choisit son groupe en fonction des heures du métro.

Tout de même, à l'instant où il nous est dit et redit que les vaches grasses maigrissent ; aux jours où le progrès n'est pas d'aller plus vite mais plus lentement ; quand on serine aux parents la nécessité de calfeutrer leurs portes, de surveiller les étiquettes et d'utiliser le verso de leurs feuilles de papier ; quand l'usage raisonnable des choses devient la règle civique et de survie, peut-être serait-il bon de ne pas habituer les enfants à posséder quinze livres pour en utiliser dix pages. Ce serait de la bonne pédagogie, l'exemplaire, la meilleure. Le gouvernement n'aurait plus à verser des allocations-livres. Il se servirait de cet argent pour augmenter le nombre des professeurs — il est vrai que ceux-là aussi écriraient leurs précis, leurs manuels !

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

Colonies de vacances

LE MAL-AIMÉ DU CONTINGENT

Le car rouge et blanc libère son monde de passagers dans un joyeux brouhaha de cris et de rires. Le dernier contingent de la colonie de vacances débarque sur la place de l'Eglise. Les parents sont là, anxieux de retrouver leur progéniture.

On s'embrasse, on s'exclame, on s'extasie. Les dents des enfants barrent de blanc leur visage hâlé. On s'empresse au milieu des bagages que l'on charge sur les voitures, et, peu à peu, cette assemblée grouillante se dilue, s'éparpille, dans les rues adjacentes.

Près de la porte pliante du gros véhicule, un homme à survêtement bleu a observé silencieusement la scène, sans bouger. Il attend. Un à un, les « colons » repartent chez eux, gonflés d'anecdotes, d'aventures passionnantes, vécues pendant trois semaines. A peine assis sur la banquette de l'auto paternelle, le trop-plein commence à se déverser :

« Tu sais p'pa, le « mono » il a dit... »

« Alors, devine maman ce que Xavier il a répondu à Jacques ? »

Le père et la mère sourient de l'enthousiasme de leur rejeton.

La place de l'Eglise est vide, désormais. Tous sont partis. Sauf un... Un tout petit blondinet assis, éperdu, sur sa v a l i s e *renforcée d'une ficelle. L'homme au survêtement est là encore, lui aussi, qui regarde l'autobus s'ébranler, et qui attendait. Qui attendait quoi ? Exactement ce qu'il a sous les yeux, ce* b a m b i n *consterné cherchant du regard des gens absents et qui ne viendront point...*

Le directeur du contingent le sait. A chaque fois, c'est la même chose. Au retour, il y a un ou plusieurs « oubliés ». Le bambin blond devait être de ceux-là quasi inévitablement. Pas une de ses malhabiles et naïves correspondances sur des cartes postales en couleurs n'a reçu de réponse, tout au long des vingt et un jours de « colo ». Il a attendu en vain un mot de ses parents. Voilà pourquoi le responsable du séjour le surveille depuis l'arrivée.

Il s'approche, faussement joyeux :

« Tu te rends compte, tes parents, ils n'ont pas de mémoire, dis donc. On va leur faire la surprise... Allez, viens ! »

Il prend la menotte du gamin et empoigne le pauvre colis. Tous deux se dirigent en voiture vers un lointain lotissement, dans les faubourgs de la ville.

Le carillon à trois notes miaule au milieu des éclats d'un show télévisé. On ouvre et on s'écrie :

« Ah ben ! par exemple, te voilà, toi ! C'est donc aujourd'hui que tu rentres ? Je croyais que c'était mercredi ! »

« Merci quand même »

Le gosse, navré, secoue les épaules avec l'air de s'excuser.

« J'espère que tu as mangé, au moins. Nous, on a fini. Tu as bonne mine, hein ! Tu n'as pas dû jeûner en nourrice ! »

La valise et l'enfant sont poussés vers la salle de séjour, où le père et le frère, sur la banquette écossaise, écoutent religieusement Sardou chanter J'habite en France.

« Merci quand même, monsieur, j'espère qu'il a été sage et qu'il n'a pas pissé au lit ! »

L'homme au survêtement a un geste vague et furieux en s'en allant. « Qu'est-ce que ça peut bien vous foutre ! » *grommelle-t-il entre ses dents.*

Ce qui le tracasse, finalement, c'est de savoir à quel moment le gamin remettra à sa mère le cadeau qu'il lui a acheté ; une tranche de tronc d'arbre vernie dans laquelle sont incrustés un paysage bariolé et deux coquillages encadrant un thermomètre. L'enfant a longuement hésité devant cet accessoire. Ça coûtait 23 francs de plus.

« C'est beau, hein, m'sieu ? Tu parles si elle va être contente môman... »

Dans la rue déserte, la petite voix fragile résonne à nouveau dans les oreilles du directeur. Celui-ci, soudain, a dans la bouche un goût de buvard, et il sent sa gorge se nouer. Cela le met en colère. Il ne s'habituera donc jamais, bon sang !

Le t i m b r e *vengeur de Sardou, ténor toujours enrhumé, le raccompagne en écho :*

Mais voilà, j'habite en France,
Et la France c'est pas du tout
[c' qu'on dit.

SERGE GRAFTEAUX.

Au fil de la semaine

Le plus petit journal de France

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

ANNE, *vingt-huit ans, docteur en philosophie (Sorbonne), licenciée de linguistique (Vincennes), diplômée de chinois (Langues orientales), auteur d'un roman paru en 1974 à La Table ronde. Jean-Pierre, vingt-huit ans également, master of arts de l'Université d'Utah, diplômé d'anglais (Sorbonne), diplômé de chinois et de vietnamien (Langues orientales), auteur d'un livre sur le boulier chinois. Deux intellectuels bardés de diplômes, et puis tous deux solides, gais, sympathiques.*

De petits « boulots » dans l'édition. Le chômage. Des « piges » pour un article ici ou là. Le chômage. Un voyage inorganisé mais détendu aux Etats-Unis, qui s'achève en gag (l'agence de voyages pour étudiants à laquelle on a acheté par prudence le billet de retour fait faillite, et le billet ne vaut rien). Le chômage. L'estime de leurs éditeurs respectifs, mais d'argent point. Le chômage. Candidatures à des postes de coopérants au Maroc ou ailleurs : refusées, pas de postes vacants. Et ainsi de suite. Et Paris ras-le-bol. Elevés comme des bourgeois, dit Anne, nous nous sommes réveillés comme des anarchistes, sans travail, ni famille, ni patrie.

Jean-Pierre est originaire de la vallée du Lot. Anne, Normande, est tombée amoureuse de cette région. Eté 1976 : c'est décidé, on va lancer un journal local et artisanal.

Le capital : 2 000 francs, grappillés à grand-peine. Les bureaux : le deux-pièces qu'on habite dans une cité H.L.M. proche de Fumel, une cité où les Marocains sont nombreux ; « Le Maroc, disent-ils, n'a pas voulu que nous allions à lui, alors il vient à nous. Pas de téléphone naturellement. L'équipement : une vieille 4 L d'occasion et une planche sur deux tréteaux. A un bout, le bureau du directeur ; à l'autre, celui de la rédactrice.

Ce sera le « journal bimensuel d'information de la région s'étendant entre Cahors, Fumel, Monflanquin, Tournon-d'Agenais, Villefranche-du-Périgord, Cazals, Catus, Montcuq, et tous les villes et villages intermédiaires ». Ouf ! Rien de moins. Rien de plus, d'ailleurs. Regardez la carte : un canton et demi dans un cercle de 40 kilomètres, à cheval sur trois départements, le Lot, le Lot-et-Garonne et la Dordogne. Raison sociale ? « Faits et Gestes » : prétentieux, obscur. « La Flèche du Lot » : banal. Euréka ! « la Feuille », tout simplement. Le plus petit journal de France. Enfin, presque.

***

Le premier numéro de « la Feuille » est sorti des presses le 17 septembre 1976. Il avait été annoncé par une belle affiche verte que l'« équipe » du journal avait placardée elle-même aux quatre coins de sa future « zone de diffusion » pour annoncer : « La feuille tombera le 17 septembre ». Sibylline, la nouvelle avait été diversement interprétée.

A la recherche de la publicité nécessaire pour financer, au moins en partie, ce premier numéro, les deux fondateurs rencontraient un accueil frais, voire carrément méfiant ou ironique. « Encore de la politique ! » Mais non, nous ne sommes des militants d'aucun parti. « Alors c'est encore pour l'Occitanie ? » Ou bien : « Un cercle poétique ? », « Un mouvement écologique ? » Et aussi : « Un journal porno ? », à cause de la feuille des statues, sans doute. Et encore : « La feuille... d'impôts ? » Et même : « Evidemment qu'elles tombent, les feuilles, en septembre. Faire une affiche pour ça ! »

Pour la publicité, ce fut pire. Dans son inexpérience, la première visite d'Anne avait été pour le directeur d'une opulente agence de tourisme de Cahors dont elle ignorait... qu'il était en même temps chef de la publicité départementale du grand quotidien régional. Accueil intéressé et amusé et le sentiment d'avoir fait un énorme pas de clerc en se jetant, d'emblée, dans la gueule du loup.

Il fallait aussi courir les Maisons de la presse, à défaut les cafés, voire les épiceries, de quartier en quartier et de village en village, pour tenter d'obtenir que les commerçants acceptent de prendre le journal en dépôt. Réponse fréquente : « On ne peut pas prendre ce risque-là ! » Le risque : recevoir gratuitement un petit paquet d'exemplaires et rendre les invendus au passage suivant, quinze jours plus tard. « Le risque français a un seuil très bas », dit Anne.

Publicité, préparatifs de vente. Et la rédaction ? Et l'impression ? Que savent-ils au juste du journalisme ? Anne répond : « Strictement rien. » L'imprimeur tirait le journal mais ne le composait pas. Il fallait porter la copie et aller chercher les caisses de plomb à 60 kilomètres. Arrêter, au coin d'un bois, la 4 L essoufflée pour tenir une réunion du comité de rédaction ou rédiger l'éditorial. Courir démarcher un annonceur éventuel, un dépositaire réticent. Etablir, vérifier, le calendrier des foires et marchés pour les semaines à venir. Expliquer inlassablement le projet. Répondre aux objections. Dire qui on est, pourquoi on fait cela. Veiller à tout, tout faire, tout prévoir.

Enfin, le premier numéro, tiré à cinq mille exemplaires — beau bandeau marron, huit pages format 24 X 32, présentation claire et plaisante, prix : 2 francs — est distribué gratuitement : cette fois, la caisse est à sec ; le crédit chez l'imprimeur épuisé, c'est quitte ou double pour le numéro deux.

***

Un an ou presque s'est écoulé. « La Feuille » est toujours là, vaillante et débrouillarde. Elle a pris des vacances comme tout le monde : son dernier numéro a paru fin juillet, le prochain sortira des presses dans quelques jours, le 17 septembre, pour l'anniversaire du numéro un. Et, en guise de cadeau d'anniversaire à ses lecteurs, « la Feuille » sera désormais hebdomadaire, tout en coûtant moins cher : 1,50 franc le numéro, 40 francs l'abonnement annuel. Le journal s'est équipé, il est maintenant passé à la photocomposition. La rédaction s'est étoffée : deux dessinateurs de seize et dix-huit ans, un auteur d'excellentes grilles de mots croisés, se sont fait connaître, des rédacteurs bénévoles ont offert leurs services. Le réseau de vente s'est étendu, non pas géographiquement, mais en profondeur, en densité. Les lecteurs, les abonnés, sont, chaque jour, plus nombreux, non seulement dans la région, mais parmi les expatriés qui vivent dans les villes lointaines, à Toulouse, à Paris et ailleurs. La publicité atteint un volume satisfaisant. Et surtout l'« équipe » a beaucoup appris, et elle fourmille d'idées.

Par exemple, les petites annonces — gratuites — occupent, en général, une bonne page du journal. Une astuce : chaque dépôt a reçu, pour placer à côté des exemplaires en vente, une boîte aux lettres. Chacun peut y déposer sa petite annonce, mais aussi ses remarques, ses suggestions, ses réactions, des échos de la vie locale : source d'informations précieuses et dialogue permanent, confiant et direct, avec les lecteurs, qui n'ont même pas besoin d'un timbre et d'une vraie lettre pour s'exprimer.

« On n'est pas des kamikazes — c'est Anne qui le dit, — mais on a du courage. » La campagne municipale — « la foire aux maires », a dit « la Feuille » — n'a pas été sans remous. Et il faut du culot pour s'indigner, à la veille de Noël — sous le titre « Mon foie... connais pas ! », — du gavage des oies dans ce haut lieu du foie gras. On dit ce qu'on pense — pas forcément tout, mais beaucoup, — et on pense ce qu'on dit. A chaque ligne, la vie toute simple est là, chaude, drôle ou triste. Un journal pas comme les autres.

Ce n'est, certes, pas la fortune, la partie n'est même pas vraiment gagnée. Mais le chômage intellectuel est vaincu. Et puis connaissez-vous beaucoup de journaux dont la direction et la rédaction déjeunent, sans note de frais, « dans le Causse, sous le soleil ardent et les petits chênes verts, croquant le bon pain avec le jambon de pays et le fromage de chèvre arrosé d'un cahors de l'année » ?

Tout cela, Anne et Jean-Pierre l'ont dit par bribes, quinzaine après quinzaine, à leurs lecteurs. Et Anne le raconte aussi avec beaucoup de gaieté et une foule d'anecdotes qu'on a pu transcrire ici, dans une brochure, plutôt luxueuse ma foi, qui s'intitule : « la Feuille ou le plus petit journal de France. » Une brochure dont la bande dit tout : « Comment sortir du chômage. L'aventure d'un journal artisanal dans la vallée du Lot. »

★ *La Feuille*, 23, cité des Rochers, 47500 Saint-Vite-de-Dor. Le numéro : 1,50 F. Abonnement d'un an : 40 F. La brochure *La Feuille ou le plus petit journal de France*, 25 F franco.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

BusinessWeek

Une conséquence inattendue du M.L.F.

Le très sérieux *BUSINESS WEEK* américain constate qu'une des conséquences inattendues du mouvement de libération féminin est qu'on ne trouve plus de secrétaires dans tous les Etats-Unis.

« Les femmes cherchent à quitter cet emploi peu payé au profit du travail manuel. (...) Le manque de secrétaires est général dans le pays. Ainsi, rien que dans une section du service national d'emploi de Washington, on ne trouve pas de candidates pour quatre cents offres d'emploi. Et, à quelques pas du bureau de cette section, on peut voir de fortes femmes qui travaillent à la reconstruction du marché et gagnent 8 dollars (40 F environ) de l'heure. « Je travaille deux fois » plus qu'avant, mais j'obtiens une augmentation tous les six » mois », *nous dit Judy Mianger, qui a troqué un emploi de » bureau pour l'apprentissage de la menuiserie.* « De plus, » c'est un travail que je peux faire n'importe où. Je puis donc » voyager et gagner ma vie là où cela me plaît. »

» Le chef du personnel des services de transports à Pittsburgh a constaté que 10 % des candidats aux emplois de chauffeurs d'autobus sont des femmes : les conducteurs gagnent de 13 000 à 18 000 dollars par an, alors qu'une secrétaire débutante gagne de 7 500 à 10 500 dollars par an. »



La fumée qui tue les têtes couronnées.

« Le tabac a tué les quatre derniers souverains du Royaume-Uni, et il a changé la face de l'histoire du pays », affirme le correspondant médical de l'hebdomadaire britannique *SUNDAY TIMES.*

Sous le titre « Cette fumée qui tue les rois », le journal présente successivement les rois victimes de l'« *assassin King Size* » : Edouard VII, mort le 6 mai 1910, à l'âge de soixante-neuf ans, d'une bronchite chronique *(« Il fumait en moyenne douze énormes cigares et vingt cigarettes par jour »);* George V, mort le 20 janvier 1936, *« également de bronchite chronique due au tabac »,* à l'âge de soixante-dix ans ; Edouard VIII, le duc de Windsor, mort le 28 mai 1972 d'un cancer de la gorge causé par le tabac, et George VI, mort le 6 février 1952 d'un cancer du poumon et *« qui fumait au moins quarante à cinquante cigarettes par jour ».*

Soulignant le rôle de la monarchie dans la popularisation de la cigarette, le journal précise que la reine Elizabeth ne fume pas, mais que la princesse Margaret et la reine mère fument. *« L'histoire aurait certainement été différente si nos rois n'avaient pas fumé et contribué autant à la popularité de la cigarette. »*

le soleil

Une mise à pied justifiée.

Le quotidien sénégalais *LE SOLEIL* voit un cas exemplaire dans l'affaire suivante arrivée au Togo : *« Le ministre de la fonction publique et du travail doit d'abord être un bon travailleur, soucieux du respect des lois mais encore des horaires de travail. C'est peut-être ce que le président Gnassingbé Eyadéma a voulu apprendre à son ministre en décidant, à la suite d'une visite inopinée, de lui infliger deux mois de mise à pied sans solde pendant que quinze autres collaborateurs directs du ministre écopaient d'un mois de mise à pied sans solde. Le motif est très simple : le ministre et sa suite sont arrivés en retard au travail. (...) Il faut croire que le ministre et les autres retardataires n'ont pas participé à la séance d'animation culturelle quotidienne, au cours de laquelle tout le monde chante, danse et scande des slogans qui exaltent les mérites de Eyadéma et appellent à l'unité et à la solidarité pour que vive le Togo nouveau.*

» C'est davantage la rigueur militaire que celle des lois du travail qui a parlé car une mise à pied de cette nature — prise à l'encontre de l'inspection du travail — apparaît comme une mesure d'exception, et assurément elle l'est à bien des égards par le fait que les ministres étaient jusqu'ici à l'abri d'une sanction pareille. (...)

» Si la leçon togolaise risque, sur la forme du moins, de ne pas faire tache d'huile — respectabilité oblige, — en revanche, elle pose dans toute son acuité le problème de nos administrations et des blocages qui les paralysent. Plus que jamais nous sommes placés devant ce terrible dilemme : ou bien nous fondons notre action sur l'efficacité, la rationalité et le sens aigu des responsabilités, auquel cas nous avons des chances de sortir de l'engrenage du sous-développement, ou bien nous encourageons la démission, la facilité et le ponce-pilatisme et alors, dans ce cas, il faudra bien admettre que, malgré la générosité des proclamations de foi, la pertinence de l'analyse et la portée des discours, nous serons d'éternels traînards ; des hommes condamnés à vivoter parce que dépourvus de rigueur et de foi. »

THE IRISH TIMES

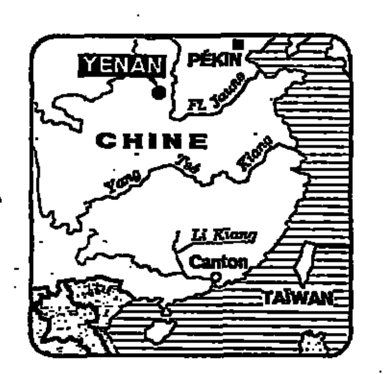
Des oiseaux à calendrier.

Le quotidien de Dublin *IRISH TIMES* relate la curieuse histoire suivante : *« Il semble bien que les oiseaux sachent non seulement le temps qu'il fait, mais aussi quel jour de la semaine on est. Il y a quelques années, il y avait au zoo de Dublin trente-six oies indiennes qui avaient l'habitude, en hiver, de quitter le zoo et de passer leur temps dans deux parcs de Dublin où il y avait davantage de monde pour les nourrir. Mais, chaque dimanche, elles retournaient toujours au zoo, parce qu'elles savaient que le dimanche il y avait davantage de monde là que dans les parcs.*

» J'ai demandé à l'un des responsables comment les oies pouvaient reconnaître que c'était le dimanche. « Je » ne vois que deux choses, *me dit-il.* Le son des cloches » des églises et l'absence du bruit de la circulation. Il » est étonnant à quel point les oiseaux savent associer » les bruits à la nourriture. »

Lettre de Yenan

A la source du communisme chinois



YENAN, le berceau de la révolution ? Après tout, le parti communiste chinois avait déjà près de quinze ans d'existence lorsque son comité central, avec ce qui restait de l'armée rouge au terme de sa longue marche, vint se réfugier à l'automne 1935 dans ce gros bourg du Shensi, perdu dans ses montagnes de loess. Le parti avait déjà tenu six congrès, traversé plusieurs crises majeures et contrôlé des forces armées bien supérieures aux quelque cinquante mille hommes qui se regroupèrent dans cette « base du Nord ».

C'est pourtant à Yenan que le communisme chinois allait prendre sa source. Ses chefs, jusqu'à présent, n'avaient connu que la double expérience d'une guérilla dans des maquis dispersés et d'échecs sanglants dans leurs tentatives d'insurrection ou simplement d'organisation en milieu urbain. Mao Tse-toung lui-même, en dépit d'une autorité grandissante, n'a été pendant ces années qu'un dirigeant parmi d'autres, souvent contesté. Quelques mois plus tôt seulement, en janvier 1935, le parti l'a reconnu comme son véritable patron — civil et militaire.

Il a tout juste la cinquantaine lorsqu'il arrive à Yenan, où il va avoir pour la première fois les mains libres, tant de mener à son gré les opérations militaires que, surtout, de gouverner la première ébauche d'un régime socialiste en Chine et cela pendant plus de dix ans.

Yenan va donc être le laboratoire d'une expérience entièrement originale où s'élaborent des principes, de méthodes qui, quarante plus tard, forment encore l'évangile de la République populaire. Là, en définitive, se cultivèrent les germes de tout ce qui allait naître de la révolution chinoise, le meilleur et sans doute aussi le pire. N'est-ce pas, après tout, au nom de principes énoncés à Yenan que, du vivant même de leur auteur, la littérature et l'art chinois allaient subir les avatars que l'on sait ?

Vu de la vieille pagode qui la domine, la ville elle-même fait penser à ces corons du Nord, sous la grisaille de leurs toits. Elle est toute différente lorsqu'on parcourt les quelques rues qui la composent, bordées de maisons blanches et basses aux volets sang de bœuf, souvent repeintes de frais, qui lui donnent un air de gros village. Et si la population a beaucoup augmenté depuis la guerre, Yenan n'est encore, de fait, qu'un lointain village. Sans doute l'avion — suivant des horaires d'une régularité relative — y amène-t-il des groupes de visiteurs venus de Pékin. Mais le train ne vient pas encore jusqu'ici, et il faut au moins vingt-quatre heures aux habitants pour rejoindre en autocar l'une des villes les plus proches, Sian ou Taiyuan.

L'état-major de la révolution s'était installé un peu à l'écart du bourg proprement dit, presque tout à fait dans la campagne, où les logements sont à la fois grottes et maisons, creusés dans l'épaisseur du loess, à flanc de coteau. Le site prête à la réflexion, sinon même à la méditation. Il y a quelque chose de monastique dans ces habitations où demeurèrent Mao Tse-toung, Chu Teh, Chou En-lai et leurs compagnons. La plupart des bâtiments ont été détruits par les bombardements japonais ou par le Kouomintang, lorsque celui-ci occupa la base en 1947, mais tous ont été fidèlement reconstitués. Il fait frais sous ces voûtes blanches. Le jour y pénètre tamisé par le papier tendu sur de fins croisillons de bois et le regard se repose sur l'arrondi des portes.

RIEN n'est plus paisible que ces murs de pisé finement lissé dont l'ocre pâle continue celui des falaises voisines et du sol lui-même, souple et silencieux à la marche comme l'aire battue et rebattue d'une cour de ferme.

De nombreuses photographies, exposées aux endroits précis où elles ont été prises, témoignent que l'on n'a pas triché dans les reconstitutions. Certains détails, au reste, ne s'inventent pas. Chu Teh, le chef de la guerre, Chou En-lai, le diplomate et déjà homme de gouvernement, ont toujours eu sur leur bureau un téléphone. Lourds engins de campagne, à manivelle, mais qui leur interdisaient d'ignorer un instant la pression des événements. Mao lui-même préfère tenir cet engin à distance et ne le tolérera chez lui — et encore, dans une pièce séparée — que dans les tout derniers temps de son séjour à Yenan. Une double cellule lui est en général réservée où l'on trouve seuls un grand lit tendu de blanc, une ou deux chaises de toiles, quelques rayonnages et toujours le bureau, encrier de cuivre et pinceaux compris, sur lequel il écrivit quelques-unes de ses œuvres les plus fortes. On pense irrésistiblement à l'ermitage d'un homme absorbé dans l'intense recherche d'une philosophie politique nouvelle.

Tout, à vrai dire, n'était pas que méditation à Yenan. Les jeunes guides qui accompagnent le visiteur évoquent d'une voix assourdie par le respect, et peut-être l'émotion, l'intérêt que le Grand Timonier prenait pour les problèmes les plus pratiques de l'existence. Quelques détails de leurs récits font penser à la vie des saints. Comment le président Mao refusa un manteau particulièrement confortable qui avait été confectionné à son intention ; comment il donna sa couverture à son garde du corps qui avait plus froid que lui ; comment il insista pour aller lui aussi, comme tout le monde, biner les carrés de légumes où le quartier général de la révolution trouvait sa subsistance...

Cette question de subsistance a été capitale pendant les premières années du séjour à Yenan. Il suffit de regarder ces pentes abruptes, profondément ravinées par l'érosion, pour comprendre que l'armée rouge ne s'était pas installée ici dans un pays d'abondantes richesses. La petite population du bourg vivait surtout du commerce, qui — en temps de paix — convergeait de loin (et même de Mongolie) vers ce carrefour de vallées. Mais les quelques cultures existant au pied des montagnes suffisaient tout juste à la nourrir. De la nécessité naquit le *« mouvement pour la production »*, qui fut à Yenan une application à la lettre du principe : *« compter sur ses propres forces »*.

L'épisode le plus héroïque consista à lâcher en pleine nature, à 45 kilomètres de là, quelques milliers de soldats qui eurent à la fois pour mission de défendre l'une des entrées stratégiques de la base et d'y créer des cultures. L'endroit s'appelle Nanniwan, et un vétéran de l'époque, revenu s'y établir depuis la libération, raconte alertement, malgré ses quatre-vingts ans et quelque, ce que fut cette épopée. Il fallut littéralement tout inventer, défricher, filer, tisser et même fondre les cloches qu'on trouvait encore dans les ermitages bouddhistes des environs pour fabriquer les premiers outils. D'une compagnie à l'autre, chacun fabriquait et teignait ses uniformes à sa manière et avec les racines de son choix. Ce qui donnait, paraît-il, un assez joli assortiment de couleurs lorsque la brigade se réunissait au complet.

Mais le riz, le blé, le millet, poussèrent et l'on put manger — à peu près — à sa faim. Non seulement rien n'a été abandonné de tout cela mais les rizières se sont étendues, où l'on peut voir de nouvelles recrues de l'armée populaire de libération, dont ce n'est visiblement pas le métier, entretenir les traditions en apprenant, les pieds dans l'eau mais une petite chaise sous les fesses, à repiquer les jeunes plants.

CE n'est pas la seule manière de maintenir vivant le souvenir d'une épopée. Deux à trois cent mille Chinois se rendent chaque année en pèlerinage à Yenan et l'on croise sur les lieux historiques leurs groupes plus ou moins nombreux qui s'attardent devant les détails les plus familiers, la brosse à dents de Chou En-lai ou la baignoire en bois du président Mao. Mais ces visiteurs se mêlent aux paysans de l'endroit, qui viennent encore chercher leur eau dans un puits à deux pas de la salle où se réunissait, en 1947, le secrétariat du comité central, et peuvent également faire leurs achats dans une épicerie ouverte tout à côté.

L'histoire, c'est vrai, à la manière dont on l'écrit et la ré-écrit en Chine. C'est-à-dire que toutes les photographies de Mme Chiang Ching ont disparu de Yenan — où elle rejoignit pourtant Mao Tse-toung et y devint sa compagne en titre à la fin des années 30. La moins douée des jeunes guides que l'on rencontre en ces hauts lieux éprouve le besoin d'évoquer, à la manière du jour, ce souvenir : Chiang Ching, dit-elle soutenait déjà à l'époque, avec Chang Chun-chiao, la *« ligne opportuniste de droite de Wang Ming »*. Personne, dans cette atmosphère recueillie, n'ose demander pourquoi, dans ces conditions, le président s'intéressa de si près à la jeune actrice venue de Changhaï. Dans ce pèlerinage, les propos de la jeune guide comme la question qu'elle fait naître sonnent comme de fausses notes, isolées dans un sanctuaire où le génie de l'homme, qui fit la révolution chinoise, apparaît épuré de toute faiblesse, de toute erreur.

Ce qui n'empêche pas l'histoire, la vraie, de revivre sous vos yeux comme une aventure. Quand vous avez tout vu, bien compris ce que douze années avaient fait de Yenan pour la révolution chinoise, les difficultés qu'il avait fallu surmonter pour s'y maintenir, ce qui avait commencé à s'y construire, vous arrivez dans une petite maison, toujours en pisé, dont la salle unique contient une douzaine de fauteuils bleus alignés contre les murs blancs.

C'est là que Mao Tse-toung, un jour de l'été 1947, annonça à ses chefs militaires qu'il fallait abandonner Yenan, que si l'armée rouge voulait conserver sa force, elle devait s'éloigner de cette base, que la conquête de la Chine tout entière en dépendait. La jeune fille qui raconte cet épisode n'est pas spécialement éloquente, mais elle n'a aucun mal à faire comprendre le désarroi qui, à cette nouvelle, s'empara des esprits. Il fallut longtemps, paraît-il, pour que Mao Tse-toung parvînt à convaincre ses interlocuteurs, et, sans doute, les circonstances étaient-elles trop délicates pour qu'il pût se contenter d'une adhésion trop formelle à ses plans. Déjà, cependant, l'ascendant qu'il exerce est assez fort puisque, à bout d'arguments, c'est finalement à la foi en sa parole qu'il fait appel en promettant que si l'armée rouge abandonne ce jour-là Yenan, elle y reviendra *« au plus tôt dans un an, dans deux ans au plus tard »*.

A l'heure où l'Amérique accordait à Tchiang Kaï-chek un appui pratiquement sans réserve, le pari était risqué et, avec lui, se jouait, en définitive, le sort de la révolution en Chine. Mais c'est bien entre ces quatre murs que se décidait l'avenir puisque, au printemps suivant, l'armée rouge retrouvait Yenan et, un an plus tard encore, entrait dans Pékin.

ALAIN JACOB.

CEYLAN

Visite à un psychiatre bouddhiste

IL a une cinquantaine d'années, le crâne rasé, l'œil noir, il porte la toge safran des bonzes. Dehors, dans le temple, au pied d'une statue de Bouddha, les fidèles, les patients, les malades, prient et attendent de recevoir les soins du maître. Car ce moine bouddhiste est aussi un psychiatre. Ils sont quatre bonzes, sur l'île de Ceylan, à pratiquer une psychiatrie traditionnelle qui manie les herbes comme la parole et la prière.

Celui-ci, le révérend Buddarakkitha, exerce à quelque 10 kilomètres de Colombo. Sur la côte orientale de l'île, en ce moment, la mousson déverse ses trombes d'eau tiède. Tout est trempé, détrempé, tout baigne dans une chaleur moite. Nous aussi. Pourtant, ce moine il faut le rencontrer, lui parler. Chaque mouvement demande ici une prodigieuse dépense d'énergie. Chaque pas force à enjamber une liane qui semble avoir poussé là dans la nuit. Le temple de Neelanmaharâ est enfoui sous une végétation paraît-il séculaire, mais qui éclate de jeunesse. Il faut, pour s'y rendre, traverser des rizières dont on se demande comment elles se hasardent si près d'une ville aussi grouillante. Le révérend Buddarakkitha nous reçoit dans son bureau badigeonné de vert clair, qui ressemble terriblement — exception faite de la chaleur, du bouquet de jasmin et du portrait de Bouddha — à une cellule classique d'un hôpital psychiatrique des plus ordinaires.

Ce sera la seule ressemblance. Car le discours de ce moine est d'un modernisme qui ferait pâlir bon nombre de nos techniciens du cerveau. « *Vous savez,* dit-il très simplement, *nous avons une longue tradition dans ce domaine : il faut d'abord écouter, se faire raconter toute l'histoire du malade, en prenant le temps. Par quelqu'un de sa famille, d'abord, puis par le patient lui-même. Ensuite, quand on a tout observé, on lui parle. Et nous avons ici vingt et une herbes qui sont efficaces, chacune en fonction des cas qu'on nous soumet.* » La pharmacopée moderne, en effet, n'ignore, aujourd'hui, les herbes que par souci d'économie ou, ce qui est plus grave, par mépris. Pourtant, il existe — Dieu sait ! — des psychotropes naturels !

C'est de ceux-là qu'use le révérend. Aucune interférence avec la pharmacopée occidentale. « *Les patients restent ici aussi longtemps qu'il le faut, toujours avec un membre de leur famille.* » Doivent-ils payer ? Non, ils font des dons au temple en fonction de leurs possibilités. « *Mais beaucoup sont très pauvres, vous l'avez vu.* »

Nous avons vu. Et visité Pettah, le faubourg populeux de Colombo, où la misère et la fièvre ont sans doute atteint leur paroxysme. Le révérend Buddarakkitha n'ignore rien des implications politiques de son travail. Et les bonzes, dans toute l'île, ont intensément participé à la récente campagne électorale. « *Ce que nous avons l'intention d'obtenir du nouveau gouvernement,* dit-il, *c'est une unité de soins psychiatriques de ce type pour dix villages. C'est un besoin urgent.* » Car il existe près de Colombo un hôpital psychiatrique du plus pur type carcéral — on n'ose écrire « moderne ». Un seul pour tout le pays, où s'entassent plusieurs milliers de malades, coupés de leurs racines familiales et sociales.

C'est le contraire de ce que nous faisons, dit encore le révérend. « *Nous pensons que le malade, même s'il est agité et violent, ne peut être soigné qu'avec la participation de son milieu.* »

C'est la fin de l'entretien. Le révérend a des patients à recevoir, des familles qui sont là, dehors. Avant d'entrer, ceux qui en possèdent enlèvent leurs chaussures, signe de respect dans le bouddhisme. Nous remettons les nôtres, nous les nantis. Dehors, le soleil a percé la vapeur d'eau. Il éclaire d'une lumière crue cette foule confiante et pieuse où la maladie mentale existe sans honte. Nous plongeons, dans le taxi, dans une méditation bouddhique.

CLAIRE BRISSET.

Danemark

Une armée de terre imprévoyante

LES services de l'intendance de l'armée de terre et la commission chargée au Danemark de trancher les délicats problèmes touchant à l'orthodoxie des uniformes, viennent de se voir confier une tâche imprévue : le régiment d'infanterie de Fionie les a priés de faire dessiner et confectionner d'urgence une tenue de grossesse. Deux des six caporaux du beau sexe entrés tout récemment dans ses rangs (comme le permet une loi de fraîche date) se trouvent, en effet, actuellement dans une « situation intéressante avancée...

Un matin, ces dames se sont présentées à l'appel en portant des uniformes de deux à trois tailles au-dessus de celle qu'elles avaient l'habitude d'endosser. Le capitaine de l'unité, choqué par cette inélégance, leur ordonna d'aller immédiatement se vêtir de façon *« plus stricte »*. C'est alors que, rougissantes, elles furent obligées d'expliquer à l'officier ahuri la raison de leur laisser-aller. Ce dernier devra les tolérer ainsi habillées jusqu'à ce que soit prêt le nouvel uniforme réglementaire, en enviant ses collègues de l'armée de l'air. Ceux-ci, plus prévoyants, n'avaient-ils pas, dès le départ, pris la précaution de créer pour leurs recrues de sexe féminin des ensembles spéciaux pour ce cas précis.

CAMILLE OLSEN.

communisme chinois

bouddhiste

A 2 et R.T.L.

Double casquette pour J.-M. Cavada

TRENTE-SEPT ans. Affable. Coupant, au fond. La voix métallisée, comme sa voiture. L'œil vif et cerné. Ecarté — mais il est parti sans qu'on l'y force — de la rédaction de la deuxième chaîne par l'actuel directeur de l'information. Aussitôt repris par R.T.L. Placé, disait-on (mais il s'en défend), « en réserve » de la télévision. Prêt, de fait (mais c'était entendu depuis son départ), à effectuer sa rentrée sur Antenne 2 avec un nouveau magazine. Ancien — déjà — du service public (en 1972, il était à France-Inter) mais à son aise rue Bayard, d'où il présente les informations du petit matin. Rédacteur en chef au micro. A l'antenne, producteur invité (*« Comme Guy Lux*, dit-il, *ou comme Pierre Dumayet »)*. Double casquette. Mais confiance simple dans sa désinvolture. L'anti-Gicquel, dans son contraire positif : pas cabot. Egalement.

Jean-Marie Cavada revient par la lucarne. Et lorsqu'on le *questionne* sur son nouvel emploi, lorsqu'on s'étonne de ce journalisme à reculons. (« Un homme un jour » débute par un numéro sur la stratégie française à Dien-Bien-Phu), lorsqu'on s'interroge sur ce retour au passé — faits divers ou grandes énigmes, Dumayet et Bellemare vont bientôt y sacrifier sur la *même* chaîne, — lorsqu'on lui dit que les Français devraient plutôt être mis à même de décider de leur avenir, l'ancien meneur de « C'est à dire » défend la pédagogie historique, pour ses prolongations évidentes dans l'actualité. *« Ouvrir les dossiers » ; « démontrer aux jeunes générations que les événements ne sont pas fatals » ; « souligner que les rapports de force ont souvent ressemblé à ceux que nous vivons »* : à d'autres, dit-il, de *« nourrir le débat électoral »*.

Pour lui, *« l'histoire ne se limite pas aux événements militaires et politiques »*. Et il désigne, en vrac, l'invention de la mini-jupe par Mary Quant ou de la psychologie de masse par Menie Grégoire comme des tournants notoires. Un dossier sur l'affaire Dominici succédera à cette ouverture indochinoise centrée sur le témoignage du général Bigeard et enregistrée en direct, devant l'habituel public d'« invités concernés » au studio 101.

Content, tout de même, de se retrouver à l'image ? *« La notoriété m'a toujours gêné*, dit-il. *Je suis resté un paysan. »* Satisfait de retrouver une audience nationale ? *« La multiplicité des éditions du matin me permet de m'adresser à deux fois plus d'auditeurs sur R.T.L. que je ne touche de spectateurs avec une émission de télévision. »* Alors, des espoirs financiers ? *« On gagne plus d'argent à la radio qu'à la télévision : 16 181 francs comme rédacteur en chef. Mais lever 3 heures du matin, coucher 22 heures, pas d'alcool, jamais de cinéma. Cet ascétisme vaut trois fois plus. »* Peut-être le goût du spectacle ? *« Je ne suis pas contre. Mais, plutôt que de connaître mon visage, les gens savaient, du temps de* « C'est à dire », *ce que je faisais avec ma tête : une tête pointue. »*

La radio ne focalise pas les colères, ajoute-t-il : jamais de pressions, pas de coups de téléphone — c'est trop tôt. Elle ne suscite pas les jalousies. Et puis, à la radio, on peut aussi mener des débats. Ah ! les débats, le direct, quand tout peut arriver. Ça, c'est risqué.

ANNE REY.

★ Jeudi 15 septembre, Antenne 2, 21 h. 50.

EXPIATION ET MÉLODRAME

L'Amérique met Nixon en feuilleton

NIXON et Watergate en feuilleton ? Les responsables de la chaîne de télévision américaine A.B.C. y pensaient apparemment dès 1875, lorsqu'ils achetèrent les droits d'adaptation du livre *The Company*, de John Erhlichman, qui fut le conseiller de l'ancien président des Etats-Unis. Mis en appétit par le succès de *Roots (le Monde* daté 6-7 février), aiguillonnés par les indices d'écoute qui constituent l'essentiel de leur nourriture spirituelle, les programmes A.B.C. n'ont pas lésiné : 7.5 millions de dollars pour douze heures de projection réparties en six soirées consécutives. Les téléspectateurs américains ont pu juger du résultat, mardi 6 septembre, en voyant le premier épisode de *Washington derrière les portes fermées (Washington behind closed doors).*

Quelques « coupes »

Les noms des protagonistes ont été modifiés, un peu à la manière dont Bertolt Brecht a procédé dans *la Résistible ascension d'Arturo Ui* : le sénateur Richard Monckton, politicien traqueur à double visage, accède à la présidence entouré de son gang. Les avocats d'A.B.C. ont, paraît-il, tremblé lorsqu'on leur a présenté le projet, pensant à l'inévitable procès en *diffamation. Ils ont* demandé quelques coupes...

« Nous avons voulu tout montrer, explique l'auteur du scénario, M. David Rintels, *le trafic d'ambassades, les collectes illégales de fonds électoraux, les manœuvres d'intimidation contre les opposants à la guerre du Vietnam et contre la presse. »* De fait, Richard Nixon joue indubitablement le rôle du « traître ». Les responsables d'A.B.C. ont eu l'humour de donner ce rôle à Jason Robards, qui incarnait dans *les Hommes du président*... Ben Bradley, le courageux et incorruptible directeur du *Washington Post*, qui fut le soutien de ses deux limiers, Woodward et Bernstein, dans leur impitoyable chasse à courre contre Richard Nixon.

Le personnage le plus fascinant de ce feuilleton où le mélo voisine avec la politique est cependant celui qui est censé représenter Bob Haldeman, père Joseph et âme damnée de l'ancien président des Etats-Unis. Robert Vaugh, servile, efficace et froid, fait un Haldeman très vraisemblable. Organisateur du spectacle nixonien, il règle les claques des supporters comme un ballet, exige, d'un coup de téléphone, qu'on hausse un peu plus les banderoles, qu'on montre un peu mieux les drapeaux face aux caméras de télévision.

Il connaît aussi le prix des consciences... Il n'y a d'ailleurs pas que l'argent. Tel jeune homme, brillant et ambitieux, se fait un plaisir, sans qu'on le lui demande vraiment, de fournir un dossier confidentiel sur le concurrent de Richard Monckton, en allant fouiller nuitamment dans les archives de la firme d'avocats pour laquelle il travaille. Le directeur du F.B.I., qui ressemble de façon caricaturale à feu John Edgar Hoover, se met lui aussi sans façon — et sans scrupules — au service exclusif de celui qui n'est encore qu'un candidat à la présidence des Etats-Unis.

La scène politique washingtonienne semble composée uniquement de manipulateurs et de manipulés. Le directeur de la C.I.A. a *des dossiers compromettants*, mais il en existe aussi un contre lui qu'il n'est pas en mesure de détruire... Le président sortant lui conseille d'emporter — s'il perd son poste — tous les documents disponibles à titre de dissuasion contre les futurs maîtres du pays. Les valises bourrées de dollars circulent, et un généreux donateur, dont les affaires sont un peu embrouillées, murmure d'une voix suave au directeur de la campagne électorale de Richard Monckton : *« Je ne demande pas de garanties, mais votre compréhension. »*

Efficace si l'on veut

Le budget substantiel consenti au réalisateur a permis de nombreuses prises de vues en extérieur, des mouvements de foule, des fresques fastueuses du luxe washingtonien. Mise à part l'inévitable romance (l'histoire d'amour), inhérente au genre du feuilleton, et qui montre un directeur de la C.I.A. oscillant entre sa femme et une veuve intéressante, l'ensemble n'est cependant pas convaincant. Efficace si l'on veut, à la manière des films de Costa-Gavras, *Washington derrière les portes fermées* a les qualités — et les défauts — des caricatures. Pour Richard Milhous Nixon, c'est aussi — à travers un mélodrame — une nouvelle forme de l'expiation.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La guérilla des pirates alsaciens

« ON ne tiendra plus longtemps. Cette fois, l'émetteur a été repéré. Un hélicoptère a foncé sur nous. On s'est enfui dans la forêt. Pendant une heure et demie la police nous a poursuivis dans la montagne. On s'est caché. On a réussi à revenir sur les lieux, à sauver le matériel. Des gens nous ont hébergés pour la nuit — plus question de passer la frontière. On recommence le 10 septembre, 101 méga-Hertz, 19 h. 45... »

L'un des animateurs de Radio-Verte-Fessenheim raconte la guérilla qui, le 3 septembre, a interrompu après six minutes leur huitième intervention (le Monde *du 6 septembre). Il est venu dire son inquiétude : cet hélicoptère qui paraissait porter les couleurs françaises sur un lieu d'émission situé en Allemagne ; et ces rumeurs venues on ne sait d'où, prêtant à l'équipe de R.V.F. l'intention de faire sauter les installations de Télé-Diffusion de France à Mulhouse.* « Sinistre provocation destinée à discréditer la lutte anti-nucléaire », *répliquent dans un communiqué, les pirates des ondes.*

Brouillage distrait

De toutes celles qui, à Nantes, Montpellier ou Paris, tentent d'enfreindre le monopole de diffusion, cette radio de lutte, cette radio à thème — c'est sa force : elle y gagne des soutiens dans la population — est l'une des seules à n'avoir pas systématiquement misé sur le sensationnel. Neuf émissions, bientôt, dont une de quarante minutes : 70 kilomètres de rayon d'audience ; trois pays touchés (Alsace, Suisse et l'Etat de Bade en Allemagne) ; un recensement en cours (« Opération mille auditeurs ») ; des encouragements, des conseils techniques, des mandats qui affluent dans la boîte aux lettres d'une « personnalité écologique régionale » ; l'espoir de réunir trois équipes de réalisation (une par pays) ; l'aide des associations antinucléaires ; une rigoureuse indépendance : autant de garanties.

Fait curieux tout de même : T.D.F., qui ailleurs ne se montre pas si tendre, limite, en Alsace, son action à un brouillage distrait et partiel alors que les techniciens de R.V.F détectent d'autres brouillages, opérés par des particuliers. Petites batailles. Mais gros enjeu.

A. R.

INFORMATION ET CRÉATION A AIX-EN-PROVENCE

Liberté au-delà des Pyrénées...

« *QUELLES que soient les garanties du système, la liberté dépend des individus.* » La délégation suisse, conduite par le réalisateur Jean-Jacques Lagrange, illustre cette opinion par deux émissions d'une rare vigueur : *A bon entendeur*, de Catherine Wahli, réplique télévisée de l'émission d'Anne Gaillard, et *Chut ! ou les frontières de la liberté d'expression dans un pays réputé libre*, réalisation de l'équipe du magazine « Temps présent ». Cet humour corrosif et tant de précision dans une information mettant directement en cause des personnalités donnent à penser qu'en France les journalistes, et certains participants à cette confrontation, auraient pris le risque de se voir mis à pied dans les quarante-huit heures. Pourtant, *les frontières* de la liberté d'expression ne semblent pas se recouvrir entre les deux pays : comment imaginer ici un poète traîné devant les tribunaux pour atteinte à la religion ou le rédacteur en *chef* d'un grand journal confessant publiquement son impuissance devant une décision de sa direction ? Comment imaginer qu'un intellectuel soit accusé au grand jour de trahison envers son pays et objet d'une campagne de diffamation, comme ce fut le cas de Jean Ziegler, simplement pour avoir émis des critiques socialistes sur le système bancaire et les multinationales ? Aux journalistes qui exprimaient leur étonnement devant le fait qu'une telle émission ait pu passer à l'écran, Jean-Jacques Lagrange répondait qu'un journal comme *le Canard enchaîné* paraissait impensable en Suisse.

Face à la campagne de presse hostile déclenchée par la diffusion de cette émission, la direction *de la télévision* romande fit corps avec la rédaction de « Temps présent », lui renouvelant sa confiance, et lui reprochant seulement *« de ne pas avoir épuisé le sujet »*... La coexistence d'un tel mélange d'intolérance — parfois médiévale — et de rigueur morale ne permet guère de plaquer l'exemple suisse sur la réalité française, qui n'atteint à de telles extrémités dans aucun de ces deux domaines. Pourtant, l'organisation de la *télévision* helvétique, régionalisée par des contraintes linguistiques, pourrait donner à penser à ceux qui cherchent à contrer les effets néfastes de la logique publicitaire sur la qualité des programmes : en Suisse romande, la participation des réalisateurs, des journalistes et des producteurs à l'élaboration de la grille des programmes permet de diffuser d'autorité à 20 h. 30 les émissions les plus originales (soit celles qui passent généralement en France après 21 h. 30).

Comme la Suisse, la Belgique est soumise depuis plusieurs années à l'invasion des ondes étrangères, mais elle a l'originalité de demeurer vierge de publicité, pour des raisons de rentabilité : l'exiguïté du marché ne permettrait *pas d'obtenir par les annonces des* ressources justifiant l'abandon des privilèges d'une télévision libre. Les traditions belges font bénéficier les journalistes du statut de fonctionnaire, qui les rend quasi inaccessibles aux pressions : *« Pour être licencié, il faut avoir tué père et mère*, confient-ils, *et encore... pendant les heures de service. »* Autre bizarrerie, tout fonctionnaire est contraint de déclarer sa famille politique. Mais ce qui apparaîtrait en France comme le premier pas d'une censure généralisée demeure en Belgique le plus sûr garant du pluralisme, l'Etat se trouvant dans l'obligation d'assurer une stricte répartition du nombre de fonctionnaires et de leurs postes selon les principes d'une représentation *proportionnelle*. Là aussi, la liberté d'expression prend un sens qui semble incompatible avec les traditions françaises.

Le gouvernement belge amorce une politique que les tenants de la décentralisation ne manqueront pas d'étudier. Prenant le risque d' *« expérimenter avant de légiférer »*, il a créée une douzaine de « télévisions communautaires », contrôlées par des associations culturelles locales qui décident du *choix* et de la répartition des sujets en fonction des propositions qui leur sont faites. Emettant une heure par semaine, chacune de ces unités dispose d'un matériel de video légère prêté par l'Etat, de subventions, et d'une protection contre les municipalités parfois désireuses d'adjoindre à leur panoplie ce nouveau moyen d'expression. Cette expérience inédite est encore balbutiante : signe-t-elle la naissance d'un véritable apprentissage populaire de l'audiovisuel, ou faut-il, comme les responsables italiens de la station gauchiste Radio-Alice, dénoncer par principe toute ingérence de l'Etat et réclamer l'abolition pure et simple du monopole ?

En France, le légalisme

Pour Francesco Berardi (« Biffo »), de la célèbre station bolognaise, l'exemple italien *« ouvre la voie vers la possibilité d'appropriation des moyens d'expression par les masses »*, et la question des radios libres *« ne doit pas se poser en termes d'institution, mais d'organisation spontanée »*. Depuis l'abrogation du monopole de la R.A.I., la prolifération des stations commerciales semble surtout montrer que cette organisation spontanée a ouvert la voie vers la possibilité d'appropriation des moyens d'expression par les intérêts financiers : sur quinze cents radios libres, 90 % sont commerciales, tandis que la totalité des quatre cents « télévisions libres » ne vivent que des subventions des partis ou de la publicité. A court terme, l'évolution de la situation italienne menace de consacrer l'effondrement total de la R.A.I. devant de puissants cartels financiers disposés à supporter pour un temps la présence de quelques stations marginales, qu'ils pourront étouffer une à une sans grande difficulté. *Reste à savoir, effectivement*, si la question doit être posée dans ces termes et si le pari de Radio-Alice n'est pas moins fou qu'il n'en a l'air, dans les conditions particulières de la crise italienne.

La projection de deux films de la série *la Saga des Français*, agrémentés de commentaires de Michel del Castillo, un exemple d'émission non diffusée à la télévision française, invitent enfin à repenser les problèmes de la liberté d'expression. C'est ainsi que la bouleversante émission de Claude Massot, qui devait clore la série consacrée aux Indiens Wayanas, n'a pas été « censurée » par TF 1 : les contrats de production permettaient en effet de la considérer comme *inexistante*. Il n'en reste pas moins que, tronquée, la série diffusée, *comme le faisait remarquer une spectatrice, « constitue une véritable escroquerie »*. Les téléspectateurs ont pu voir quatre heures d'images paradisiaques et rêver sur le bonheur des Wayanas : les deux dernières heures montraient de manière insoutenable comment l'administration française, sans doute inconsciente de la portée de chacun de ses actes isolés, s'acharne à détruire systématiquement l'intégrité culturelle qui constitue l'équilibre de ce bonheur. Sur le plan juridique, Massot n'a aucune raison de se considérer comme lésé. Sur celui de la vérité, il est en droit de penser que, grâce à lui, la télévision a trompé des millions de spectateurs.

XAVIER DELCOURT.

LA C.G.T. ET LES « UNITÉS DE PROGRAMME »

A la suite des positions prises aux Rencontres d'Aix-en-Provence par les partis signataires du programme commun, la Fédération des syndicats du spectacle C.G.T. regrette, dans un communiqué, que ni *« le problème de la diffusion et des moyens de diffusion »* ni celui de la régionalisation n'aient été convenablement abordés au cours des débats.

La Fédération, qui *« reste opposée à toute réforme de structure qui continuerait à prendre comme critère déterminant la différenciation entre moyens dits « lourds » ou « légers », réaffirme son attachement à une gestion et à un statut unifiés des personnels ; à la garantie de l'emploi ; au maintien des droits acquis et remis en cause par la loi du 7 août 1974 ; à la mobilité des personnels.*

» La notion de la « production » du service public de radio et » de télévision » est incompatible avec le projet d'« unités de programmes ». En outre, s'assortissant de contrats à durée déterminée et de contraintes budgétaires, ces « unités de programmes » remettraient en cause les droits des travailleurs et n'apporteraient aucune garantie à la création et à la liberté d'expression». «Sur tous ces aspects, la prise en compte de la position des organisations syndicales et des travailleurs et la négociation indispensable, restent les éléments essentiels de la nécessaire transformation de la radio et de la télévision », ajoute le communiqué.

Les deux pouvoirs

(Suite de la page 1.)

L'analyse des « politiques », qui se sont rendus aux Rencontres d'Aix-en-Provence rejoint celle des professionnels. La télévision, a dit par exemple Jack Ralite, *« est malade de l'argent et du pouvoir »* : elle devra donc être soustraite à l'emprise des grandes affaires et à celle de l'Etat.

Sur le principe, nulle objection. Dans la pratique, de nombreuses incertitudes demeurent. On sait que les partis de gauche ont renoncé, *dans la nouvelle version du programme commun*, à supprimer la publicité. Un vif débat s'est engagé à ce sujet à Aix-en-Provence. Les participants *« amèrement déçus »*, selon Jean-Emile Jeannesson, par le revirement de la gauche, ont estimé qu'il n'existe aucun moyen de contrôler la publicité. *« L'annonceur va être de plus en plus maître du programme »*, a noté, par exemple, Claude Santelli.

Jack Ralite a assuré que dans le nouveau régime économique résultant, notamment, des nationalisations *« la publicité ne sera plus souveraine »*. Le cas de *l'Humanité*, a-t-il ajouté, montre que l'on peut séparer strictement la publicité de la rédaction. L'exemple n'a pas convaincu : comme l'a dit encore Claude Santelli, *« les marchands sont dans le temple et n'en sortiront pas »*.

Quant au pouvoir politique, il y est entré il y a si longtemps qu'il ne sera pas facile de l'en chasser. Les proclamations des porte-parole *de la gauche ont été accueillies* avec scepticisme. Il est difficile de croire, en effet, qu'un gouvernement, quel qu'il soit, accepte de se priver d'un instrument idéologique aussi puissant que la télévision dans une période qui sera nécessairement troublée. Il ne s'agira pas, ont affirmé *les représentants des trois partis*, de remplacer les directeurs de droite par des directeurs de gauche, des journalistes de droite par des journalistes de gauche. On voit mal cependant comment la nouvelle télévision échapperait à ce principe de l'alternance : les candidats aux futurs postes de responsabilité ne manquent d'ailleurs pas dans les rangs de la gauche.

Confiance, mais...

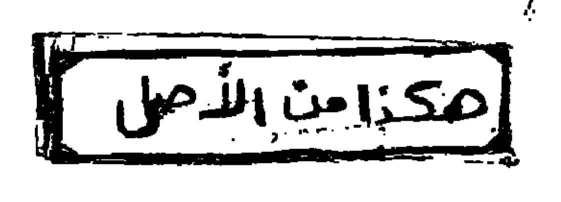
Le programme commun propose deux types de garantie. D'abord, les responsables des chaînes, aujourd'hui *nommés par le gouvernement*, seraient désormais élus par les conseils d'administration, composés de représentants du Parlement, des personnels, des professionnels et des usagers. Le mode de désignation de ces administrateurs sera évidemment décisif, en particulier pour les deux dernières catégories, dont la représentativité *n'est pas aisée* à établir. Au surplus, l'organisme chargé de la coordination des diverses sociétés et, notamment, de la répartition de la redevance que la gauche propose de créer, peut être tenté, malgré la volonté du législateur, d'exercer une sorte de tutelle : autant qu'on puisse le savoir, son *conseil d'administration serait composé en majorité* — et non pas en totalité — de délégués élus, ce qui pourrait offrir au gouvernement une marge de manœuvre supplémentaire.

La deuxième garantie offerte par la gauche repose sur la décentralisation des décisions. Les créateurs passent *en effet une large fraction* de leur temps et dépensent une grande partie de leur énergie à faire le siège de deux ou trois responsables qui ont tous pouvoirs sur chaque chaîne. Un refus vaut condamnation sans recours. La création des sociétés régionales, préconisée par la gauche et la constitution d' *« unités de programme »* envisagée par le parti socialiste, apporteraient plus de diversité, plus d'autonomie. Rien n'indique cependant que, malgré les assouplissements, le dernier mot cesserait d'appartenir au pouvoir.

Le producteur de *la Saga des Français*, Michel Del Castillo, qui s'est heurté à mille difficultés avant d'obtenir la programmation de sa série, expliquait à Aix-en-Provence que, si la gauche gagnait, il proposerait probablement une série sur la droite. Rencontrerait-il auprès des *dirigeants plus de compréhension* qu'aujourd'hui ?

Les professionnels de la télévision que l'on a entendus à Aix-en-Provence ne font confiance à la gauche que sous bénéfice d'inventaire. C'est parce que, selon eux, la situation ne peut pas être pire qu'elle ne l'est actuellement. La gauche, comme *le disait l'un d'eux, aura au moins* le mérite de débloquer le système. Mais le seul véritable contre-pouvoir au pouvoir de l'Etat ne pourra venir ensuite que des hommes de télévision eux-mêmes.

THOMAS FERENCZI.



مكتب الاعلام

RADIO-TELEVISION

Écouter-voir

• PORTRAIT : GÉRARD DEPARDIEU. — Dimanche 11 septembre, TF 1, 22 h. 20.

Guy Braucourt propose un portrait de Gérard Depardieu, juste après le film de Claude Goretta *Pas si méchant que ça*, où on l'aura vu en voleur sentimental. Des extraits de *Nathalie Granger*, de Marguerite Duras ; des *Valseuses*, de Bertrand Blier ; de *1900*, de Bernardo Bertolucci, poseront les jalons de cette carrière très dense qui a fait de Gérard Depardieu, en trois ans, un acteur recherché. Il est ici interviewé par des gens qui ont travaillé avec lui, au théâtre ou au cinéma, et par sa femme ; on va savoir pourquoi il court tellement, d'un rôle à un autre et jamais le même. Surtout, ce portrait a été réalisé pendant le tournage de *René la Canne*, et révèle un personnage que l'on n'aurait pas forcément deviné.

• FEUILLETON : RECHERCHE DANS L'INTÉRÊT DES FAMILLES. — A partir du lundi 12 septembre, TF 1, 19 heures.

On part donc pour trente épisodes du nouveau feuilleton (policier) de TF 1. Ce seront six histoires, à raison de cinq quarts d'heure chacune, en compagnie des inspecteurs Mathieu (Michel Roux) et Tellier (Dominique Paturel). Ils appartiennent tous deux au RIF (service de recherches dans l'intérêt des familles). L'auteur de la série est le commissaire Jacques Arnal, qui a eu la responsabilité de ce service et qui a puisé dans ses souvenirs pour le scénario du feuilleton. La première affaire, c'est la disparition d'un entomologiste qui est parti en laissant un loyer à payer et des dettes, au grand dam de sa nièce qui a absolument besoin de le joindre.

• PORTRAIT : ELLA MAILLART. — Vendredi 16 septembre, FR 3, 21 h. 30.

Ella Maillart est née en Suisse en 1903, et dans sa vie elle a eu deux passions : les voyages et le sport. C'est-à-dire, évidemment, la liberté, à une époque où ça n'était pas pour les femmes. Ce qu'elle a fait à partir de 1930 ressemble à ce que les jeunes pratiquent chaque été ou un an dans leur vie : elle a « fait la route », du Turkestan jusqu'à la Chine, au Tibet, en Afghanistan, en Inde, tantôt journaliste, tantôt écrivain. Elle n'aime pas écrire, mais il le faut bien, pour pouvoir toujours repartir.

Après avoir fui l'Europe, l'entre-deux-guerres, la guerre et après, Ella Maillart vit aujourd'hui en Suisse, à 2 000 mètres d'altitude, et six mois par an. Le reste du temps elle fait des conférences, et voyage.

• SÉRIE : LA BRIGADE DES MINEURS. — Samedi 17 septembre, A 2, 20 h. 30.

La violence, la drogue, le viol... Des problèmes d'adultes, des problèmes de jeunes aussi. La nouvelle série policière « La Brigade des mineurs » se propose de « *dresser un panorama sociologique de la jeunesse contemporaine en France* » à travers les « aventures », si l'on peut dire, du commissaire Dupuy, de retour. Une idée intéressante car le sujet n'est pas si souvent traité. Proposée par Marcel Jullian et dirigée par Claude Loursais, cette nouvelle série sera confiée chaque fois à un réalisateur différent.

« Incidents mineurs », la première émission, réalisée par Claude Loursais lui-même, traite de l'ennui des jeunes dans notre société. Livrés à eux-mêmes, sans travail (on n'en trouve pas dans cette petite ville de Normandie), Bob, Van Gogh, Brigitte, Djinn, Joëlle, Géronimo, s'amusent à terroriser les commerçants, les familles. On n'est pas loin d'« Orange mécanique ». Le cycle de la violence et des représailles commence, la haine s'installe dans les deux camps. Claude Loursais a bien décrit le processus (irréversible) de la délinquance, de la montée d'un certain fascisme, aussi. Mais la « leçon » semble à sens unique.

• DRAMATIQUE : CARLO GOLDONI. — Dimanche 18 septembre, A 2, 22 h. 35.

En France, Goldoni a longtemps été vu comme un auteur de « pièces à canevas », imbroglios compliqués que les acteurs, sous leurs masques de commedia dell' arte, devaient nourrir de leur propre fantaisie. Et puis, il y a eu Vilar et *les Rustres*, Strehler et *Arlequin, serviteur de deux maîtres*, spectacle si exemplaire que depuis vingt ans il parcourt le monde et que cette année encore il ouvre la deuxième saison du Piccolo Teatro à l'Odéon.

Les metteurs en scène ont alors découvert un autre Goldoni, peintre mélancolique d'une Venise voilée de lumière laiteuse, complice chaleureux d'un petit peuple pauvre, témoin sarcastique d'une société marchande, d'une aristocratie sur son déclin. On l'a appelé le Marivaux italien, et ce serait vrai s'il se souciait de logique dans le déroulement dramatique de ses intrigues. Chaque année, on monte ses grandes pièces, on en découvre, on en traduit, il est devenu un auteur qui dénonce, accuse, ironise, il est devenu notre contemporain.

Les films de la semaine

• PAS SI MÉCHANT QUE ÇA, de Claude Goretta. — Dimanche 11 septembre, TF 1, 20 h. 30.

La double vie d'un artisan suisse qui veut éviter la faillite de l'entreprise paternelle ; l'histoire, les moments secrets, de personnages aliénés par la société moderne et qui détournent les difficultés de leur existence par le jeu. Absurdité et innocence et les délicates notations intimistes de Goretta qui manifeste, une fois de plus, sa sympathie et sa compréhension pour les êtres en rupture d'équilibre. Il a merveilleusement dirigé Gérard Depardieu, Marlène Jobert et Dominique Labourier.

• CHAINES CONJUGALES, de Joseph L. Mankiewicz. — Dimanche 11 septembre, FR 3, 22 h. 30.

En pleine période misogyne du cinéma hollywoodien, Mankiewicz brossait les portraits détaillés et sans complaisance de trois femmes américaines se sentant, chacune, menacée par une rivale invisible (une des trouvailles du scénario construit sur les retours en arrière) et s'apercevant qu'elles avaient manqué leur fonction d'épouses. Brillantes variations sur le thème du ménage bourgeois en perdition dans l'Amérique de la fin des années 40. Très bien réalisé et sociologiquement passionnant.

• LE GRAND DUEL, de Giancarlo Santi. — Lundi 12 septembre, TF 1, 20 h. 30.

D'une coproduction italo-franco-germano-monégasque qui repose sur toutes les recettes connues du genre dit « spaghetti ». Une histoire de vengeance dans laquelle Lee Van Cleef pousse son personnage jusqu'au pastiche. On peut changer de chaîne.

• L'AMOUR EN QUATRIÈME VITESSE, de Georges Sidney. — Lundi 12 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Encore un hommage à Elvis Presley. A moins d'être un fanatique du chanteur disparu, on ne peut qu'être confondu — dans ce film comme dans ceux qui furent présentés précédemment — de l'insignifiance d'un scénario se contentant d'illustrer le mythe du bon garçon se faisant sa place au soleil et trouvant la femme de sa vie. Presley n'a jamais été un « rebelle sans cause », mais la version moderne (twist et rock) de l'exemplaire « André Hardy » jadis joué par Mickey Rooney.

• LA SOURIS QUI RUGISSAIT, de Jack Arnold. — Mardi 13 septembre, A 2, 2[?] h. 30.

Comment un petit duché où l'on est encore armé comme au Moyen Age peut vaincre les Etats-Unis en s'emparant de la bombe atomique. Ce n'est pas de la politique-fiction mais une comédie britannique loufoque qui va jusqu'au bout d'un certain non-sens. Peter Sellers, qui aimait déjà les exhibitions saugrenues, y tient trois rôles.

• NOTRE-DAME DE PARIS, de Jean Delannoy. — Mardi 13 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Il y a bien Esmeralda, Claude Frollo, Quasimodo, Phœbus de Châteaupert, Gringoire et Louis XI. Il y a bien le parvis de la cathédrale, et la cathédrale et le monde des truands. Le grand absent, c'est Victor Hugo, auteur de ce roman frénétique que Delannoy a sagement illustré dans une adaptation qui rabote les excès flamboyants de l'intrigue. Difficile de s'en contenter, même si Anthony Quinn en Quasimodo, impressionne. Gina Lollobrigida, elle, était tellement mieux dans *Pain, amour et fantaisie*.

• LE SEIGNEUR DE LA GUERRE, de Franklin Schaffner. — Mercredi 14 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Un amour dans la France féodale de l'an mil. Franklin Schaffner a reconstitué avec talent et vraisemblance une époque qui émerge à peine de la barbarie. Les scènes à grand spectacle n'étouffent jamais l'humanité du couple formé par Charlton Heston et Rosemary Forsyth. La beauté des images suffirait à retenir l'attention, mais il se trouve qu'en même temps l'histoire est très attachante.

• COMME UN POT DE FRAISES, de Jean Aurel. — Jeudi 15 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Gérard Sire (scénariste-dialoguiste) et Jean Aurel (réalisateur) semblent avoir fait le pari d'écrire et de tourner le vaudeville le plus bête et le plus vulgaire du cinéma français, à partir du personnage d'une fille qui a des fesses superbes et un vilain nez. Pari gagné, au détriment d'une troupe de bons acteurs qui, on veut l'espérer, ne se sont pas rendu compte de ce qu'on leur faisait faire.

• LE PÈRE NOËL A LES YEUX BLEUS, de Jean Eustache. — Vendredi 16 septembre, A 2, 22 h. 30.

La difficulté d'être adolescent, à Narbonne, dans les années 60. Un moyen métrage tourné en huit jours avec trois fois rien et qui, fruit de la pauvreté et de l'indépendance, éclata comme un soleil dans le cinéma français d'après la « nouvelle vague ». Vérité, naturel, poésie, une manière de filmer qui allait faire d'Eustache le Jean Vigo de sa génération. Après avoir été célèbre *(la Maman et la Putain, Mes petites amoureuses)*, Eustache ne tourne plus. Est-il un cinéaste maudit ?

• UNE MAITRESSE DANS LES BRAS, UNE FEMME SUR LE DOS, de Melvin Frank. — Dimanche 18 septembre, TF 1, 20 h. 30.

Ou de la difficulté d'être un mari adultère même quand, habitant Londres, on emmène sa maîtresse en Espagne pour roucouler à l'aise. Melvin Frank a un certain savoir-faire dans l'imitation de la grande comédie américaine des années 30-40, mais il ne tient pas le parcours. Glenda Jackson est métamorphosée dans un rôle fantaisiste. Le film est agréable, sans plus, malgré ses baisses de tension.

• ÈVE, de Joseph L. Mankiewicz. — Dimanche 18 septembre, FR 3, 22 h. 30.

Les coulisses du monde du théâtre à Broadway et le portrait féroce d'une jeune fille au visage rayonnant d'innocence mais prête à tout pour « arriver ». Garce froide, Anne Baxter dupe et trahit Bette Davis jusqu'à prendre sa place ; celle-ci, en comédienne célèbre, n'est guère plus flattée. Comme *Chaînes conjugales*, ce tableau de mœurs s'inscrit dans le courant misogyne du cinéma américain. Le récit est admirablement conduit, et ce film de Mankiewicz mérite bien les Oscars du meilleur scénario et de la meilleure mise en scène qui lui furent attribués.

• LES MARAUDEURS ATTAQUENT, de Samuel Fuller. — Lundi 19 septembre, TF 1, 20 h. 30.

La guerre sans idéalisation (Birmanie 1944), les souffrances, l'épuisement de soldats américains traqués, harcelés, minés par la fatigue et la malaria. Et, en même temps, l'exaltation de la force et de la mort d'un « corps d'élite ». Ambiguïté ? Pas tellement. Fuller n'a jamais passé pour un cinéaste de gauche. Et dans ce film très violent, d'une invention constante dans la mise en scène, il ne s'en prend ni à l'armée ni à la violence. Il montre simplement de quelles épreuves physiques se paie l'héroïsme d'hommes qui vivent pour tuer.

• DUEL DANS LA BOUE, de Richard Fleischer. — Lundi 19 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Un western démythifiant la tradition hollywoodienne du genre, ce n'était pas courant à la fin des années 50. Fleischer a peint un Ouest sauvage avec des personnages durs et cyniques, des milices civiques et une justice expéditive. Mais il n'a pas toujours su dominer un scénario trop riche en thèmes et en situations. On appréciera la vigueur des scènes d'action.

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 864

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I						■	■		
II									
III			■		■			■	
IV									■
V		■							
VI				■					
VII	■			■			■	■	
VIII									
IX				■					
X		■	■			■			
XI			■						

HORIZONTALEMENT

I. Assurent la possibilité de libres ébats ; Méprisés par le progressiste. — II. Diminutif d'un prénom. — III. Sur une carte du Maroc ; Conjonction. — IV. Très chaudes ou vraiment fraîches. — V. Se retournaient à tout bout de champ. — VI. Abréviation militaire ; Prit certaines dispositions. — VII. Terme musical ; Lieu de fouilles. — VIII. Mal en point. — IX. Fin de participe ; Nommées pour la forme. — X. Symbole ; Possessif. — XI. Ebranlé ; Comprend de nombreux exercices qui peuvent se faire à genoux.

VERTICALEMENT

1. Jette un froid quand elle est chaude ; Bande rose ou noire. — 2. Figure mythologique ; Ne laisse rien échapper quand elle est fine. — 3. Participe ; Ont les mêmes rois depuis fort longtemps. — 4. Canard ; Eau douce. — 5. Désigne un chef spirituel ; Sans addition chimique. — 6. Sans réserve. — 7. Inutile, lors d'un tête-à-tête ; Lieu touristique de France. — 8. Un peu de tout ; Manche ; Dans l'Orne. — 9. Est parfois dans le lac ; Trouve, dans la crainte, un heureux complément.

Solution du problème n° 1 863

Horizontalement

I. Comédon ; Ce ; Truc. — II. Aria ; Malicieuse. — III. Su ; Sites ; Sen. — IV. Nue ; Sassera. — V. Elée ; Vraies. — VI. Lièvres ; Ce ; Iso. — VII. Louera ; Pôles ; NB. — VIII. Ossues ; Irénée. — IX. Eve ; Années ; Ru. — X. Io ; Liées ; Tut. — XI. Bastille ; RSE. — XII. Etc. ; S.O. ; Sati. — XIII. Cuisines ; Lilial. — XIV. Ussel ; Salis ; Nul. — XV. Ter : Limonade.

Verticalement

1. Cannelloni ; Ecus. — 2. Or ; Ios ; Obtus. — 3. Miséreuse ; Acis. — 4. Eau ; Veuves ; Set. — 5. Serrée ; Toile. — 6. OM ; Aléas ; Li. — 7. Nasses ; Allées. — 8. Lise ; Pinel ; Sal. — 9. Cité ; Cornées ; Li. — 10. Ecervelées ; Olim. — 11. Isar ; ENE ; Iso. — 12. Te ; Aisés ; Sl. — 13. Rusais ; Traina. — 14. Usé ; Eon ; Rustaud. — 15. Cenis ; Bouteille.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
108 F	195 F	281 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
195 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE			
173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

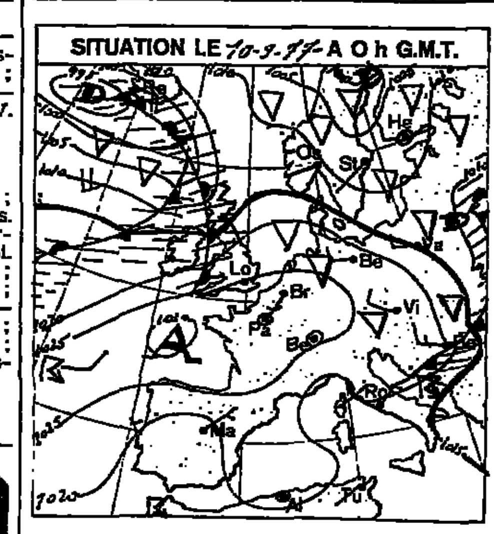
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

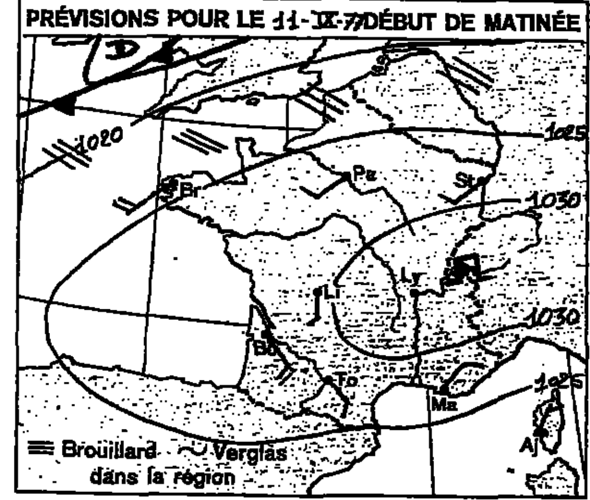
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 10 septembre à 0 heure et le dimanche 11 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions qui s'étendent des Açores à l'Allemagne se décaleront lentement vers le sud-est. Elles maintiendront la plus grande partie de la France à l'abri des perturbations océaniques.

Dimanche 11 septembre, de la Bretagne à la frontière belge, des nuages passagers deviendront progressivement plus nombreux, et les vents, de secteur sud-ouest, se renforceront à l'approche d'une zone pluvieuse qui abordera nos côtes l'après-midi ou le soir. Malgré cette légère aggravation, il fera beau sur la plus grande partie de la France. La matinée sera encore assez fraîche et localement brumeuse, mais les bancs de brouillard, surtout localisés dans les vallées du Sud-Ouest, du Centre et de l'Est, disparaîtront rapidement au cours de la matinée. Un temps ensoleillé prédominera ensuite et les températures seront en hausse assez sensible.

Samedi 10 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 027,7 millibars, soit 770,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Ajaccio, 26 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 11 ; Bordeaux, 22 et 9 ; Brest, 17 et 7 ; Caen, 16 et 5 ; Cherbourg, 14 et 7 ; Clermont-Ferrand, 19 et 4 ; Dijon, 17 et 8 ; Grenoble, 18 et 5 ; Lille, 17 et 6 ; Lyon, 20 et 8 ; Marseille, 24 et 13 ; Nancy, 16 et 5 ; Nantes, 19 et 7 ; Nice, 25 et 17 ; Paris-Le Bourget, 18 et 5 ; Pau, 22 et 9 ; Perpignan, 26 et 15 ; Rennes, 19 et 5 ; Strasbourg, 17 et 7 ; Tours, 19 et 6 ; Toulouse, 24 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés ; Amsterdam, 18 et 10 ; Athènes, 31 et 20 ; Berlin, 16 et 8 ; Bonn, 16 et 6 ; Bruxelles, 16 et 9 ; îles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 16 et 7 ; Genève, 19 et 7 ; Lisbonne, 34 et 19 ; Londres, 17 et 10 ; Madrid, 33 et 15 ; Moscou, 19 et 13 ; New-York, 24 et 19 ; Palma-de-Majorque, 28 et 15 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 15 et 3.

PRESSE

● *Au* Daily Express, *les négociations* engagées vendredi 9 septembre pour trouver une solution au conflit qui affecte depuis une semaine les titres du groupe de presse britannique Beaverbrook se sont terminées par un constat d'échec. Les pourparlers devaient cependant reprendre samedi matin.

● *Le journal de Stockholm Dageus Nyhetr*, le plus important quotidien suédois du matin, vient de décider de réduire de cinq cents personnes en trois ans ses effectifs, actuellement de trois mille personnes. Ces compressions se feront surtout en ne remplaçant pas ceux qui partiront en retraite.

Cette décision est la conséquence d'une modernisation progressive de la production et d'une réorganisation des différents services, ainsi qu'une diminution des ventes du quotidien de vingt mille exemplaires en deux ans et mille deux cents personnes. Ces compressions se feront surtout en ne remplaçant pas ceux qui partiront en retraite.

● *Le magazine américain Esquire* vient d'être racheté par le groupe britannique Associated Newspapers, qui publie, notamment, le quotidien conservateur *Daily Mail*. Le montant de la transaction na pas été révélé. *Esquire*, qui tire à un million d'exemplaires, fut fondé en 1933 comme journal de mode masculine, développant parallèlement des thèmes littéraires.

SOCIÉTÉ

IL N'EST PAS QUESTION DE BANALISER LES DROGUES « DOUCES » déclare Mme Simone Veil

Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, qui était, vendredi 9 septembre, à Metz, où elle a visité un institut pour jeunes sourds, le centre hospitalier de la ville et un centre de réinsertion pour toxicomanes, a déclaré notamment : « *Notre loi en matière de toxicomanie est des plus souples et permet de prendre toutes les dispositions en fonction de l'état du drogué et surtout de sa position dans le monde de la drogue. Il n'est pas question de banaliser les drogues dites douces.* »

QUALITÉ DE LA VIE... NOCTURNE

La qualité de la vie... nocturne primerait-elle, outre-Manche, le souci du plein emploi ? Le choix récent de quatre mille ouvriers de British Leyland, premier constructeur automobile britannique, le laisse penser.

La direction souhaitait créer des postes de nuit dans son usine de Solihull, où sont montées les Rover-3 500, afin d'accroître la production de mille deux cents à deux mille voitures par semaine. Réunis en assemblée générale, les salariés de l'usine ont repoussé la proposition. Motif invoqué : le travail de nuit porterait atteinte à leur vie familiale et sexuelle et serait préjudiciable à leur santé.

● *Pour la première fois*, les femmes pourront exercer le métier de juge. Telle est une des principales conséquences d'une série de cinquante et un changements introduits dans le code civil portugais et publiés au *Journal officiel* du 3 septembre. — *(A.F.P.)*



RADIO-TELEVISION

Samedi 10 septembre

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Sylvie Vartan) ; 21 h. 30, Série : Le riche et le pauvre, réal. D. Greene, d'après I. Shaw, avec P. Strauss, N. Nolte, S. Balkely.

La vie, aux deux extrémités de l'échelle sociale, de deux frères fixés dans l'Etat de New-York, depuis 1945 jusqu'aux années 60.

23 h. 5, Concert : Musique ancienne polonaise, par l'ensemble « Fistulatores I Tubicinatores Varsovienses », et l'Orchestre de chambre polonais, dir. J. Maksymiuk.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Série policière : Les procès, témoins de leur temps (Les fusils sont arrivés), scén. P. Dumayet, réal. R. Kahane, avec W. Sabatier, M. Cuvelier, M. Trevières, P. Floersheim, P. Foigelson, N. Dumay.

Reconstitution d'une affaire jugée en 1905 à Annecy et qui mit au banc des accusés quatre frères, patrons d'une fabrique d'horloges, ayant tiré sur des grévistes.

22 h. 30, Questions sans visages ; 23 h. 25, Jazz : Dixieland spécial n° 1.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Dramatique : A vous, monsieur Mac Gill. Réal. H. Newell. Avec J. Shepherd, S. Lebor, W. Hoyland.

Les difficultés d'un « tournage », vécues par un simple figurant. Le succès comique du dernier Festival de Monte-Carlo.

21 h. 25, Erreurs judiciaires : Juge et partie, d'après R. Floriot, real. J. Laviron, avec H. Pigeay, Y. Brainville, D. de la Patellière

Un « Français moyen » accusé du meurtre d'un policier.

FRANCE-CULTURE

20 h., Carte blanche : Hommage à Louis Brauquier... Pythéas, avec F. Maistre, M. André (rediffusion) ; 22 h. 5, La fugue du samedi ou mi-fugue mi-raisin

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Premier jour de la musique ; 20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : soirée lyrique par les chœurs et orchestre de l'Opéra de Vienne : Ariane à Naxis (R. Strauss), avec G. Janowitz, J. King, direction K. Boehm ; 3 h., Vieilles cires ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles.

Dimanche 11 septembre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses ; 12 h., Cérémonie du souvenir ; 12 h. 30, Bon appétit (en direct de Pologne) ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche, de M. Drucker ; 15 h. 30, Variétés : Festival international de la chanson en Pologne ; 16 h. 5, Vive le cirque ! ; 16 h. 45, Sports ; 18 h. 10, Série : « Guerre et Paix » (dixième épisode : La retraite de Russie) ; 19 h. 25, Les animaux du monde. (Et la nature inventa l'amour.)

20 h. 30, FILM : PAS SI MECHANT QUE ÇA, de Cl. Goretta (1974), avec M. Jobert, G. Depardieu, D. Labourier, Ph. Léotard.

Le jeune patron d'une petite fabrique de meubles en difficulté se livre à des hold-up pour faire marcher son entreprise et payer ses ouvriers. Une postière devient sa complice par amour.

22 h. 20, Portrait : Gérard Depardieu.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

CHAINE II : A 2

15 h., Cirque du monde : le cirque Bush Roland ; 15 h. 55, Téléfilm : « la Recherche des dieux », réal. J. Taylor.

Un vieil Indien possède un médaillon très ancien que trop de gens convoitent.

17 h. 30, Documentaire : Soif d'aventures (l'Iran), de Y. Collet et P. Bartoli ; 18 h., Magie : Abracadabra ; 18 h. 35, Série : Shazzan (rediffusion) ; 19 h., Sports.

20 h. 30, Jeux sans frontières ; 21 h. 55, Feuilleton : Bouquet de ronces ; 22 h. 45, Chefs-d'œuvre en péril : La route de la tapisserie, de P. de la Garde.

CHAINE III : FR 3

16 h. 55, Portrait : Egon Schiele (reprise de l'émission du 8 septembre) ; 17 h. 50, Espace musical, de J.-M. Damian (avec « le Combat de Tancrède et Clorinde », de Monteverdi) ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Magazine hexagonal ; 20 h. 5, Pour les jeunes : Lassie.

20 h. 30, L'homme en question : l'écrivain Benoîte Groult ; 21 h. 30, L'INA présente : CINE-COURT... Pour le noir et blanc.

Courts métrages de Michel Longuet (Une vieille soupière), Robert Cahen (Karine), Jean-Christophe Rosé (la Vie au ralenti).

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle J.L. Mankiewicz) : CHAINES CONJUGALES, de J.L. Mankiewicz (1948), avec J. Crain, L. Darnell, A. Sothern, K. Douglas, J. Lynn (v.o. sous-titrée, noir, rediffusion).

Trois jeunes femmes apprennent par une lettre que leur amie commune vient de partir avec un de leurs maris. Chacune se demande si elle est la victime de la situation et passe en revue sa vie conjugale.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie : Paul-Louis Rossi (et à 14 h.) ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Inédits du disque ;

14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Comédie bourgeoise », de D. Cier. Avec M. Etcheverry, R. Camoin, J. Destoop ; 17 h. 30, Rencontre avec Edgar Morin ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h. 5, Poésie : Paul-Louis Rossi et Jacques Roubaud ; 20 h. 40, Les opéras français : « Marouf, savetier du Caire » (H. Rabaud) ; « la Voix humaine », (F. Poulenc), avec M. Lecocq, A.-M. Blanzat, F. Petri et le chœur de l'Opéra de Nantes ; 23 h. 50, Poésie : Christopher Middleton

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Concert promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h., Harmonia sacra ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra-bouffon ;

13 h. 35, Premier jour « J » de la musique ; 14 h., La tribune des critiques de disques : « Concerto grosso, opus 6, n° 5 » (Haendel) ; 17 h., Le concert égoïste de Michel Sénéchal (Messiaen, Marti, Chabrier, Boïeldieu, Couperin, Beethoven, Herold, Gerhault, R. Strauss) ; 19 h., Musiques réservées ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h. 30, Concert par l'Orchestre philharmonique de Berlin, direct. R. Muti : œuvres de R. Strauss, Vivaldi, Mozart ; 22 h. 30, En direct de Dijon : Jeux internationaux du folklore ; 23 h. 30, Musique de chambre (musique médiévale espagnole, chrétienne et juive, par l'Ensemble Hesperion 20) ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Concert de minuit : Holliger, Globokar.

Lundi 12 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Magazine : Midi première ; 13 h. 50, Restez donc avec nous... avec C. Lara et Patric, en direct de Nîmes ; à 14 h. 55, Série : La cloche tibétaine (rediffusion) ; à 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour chaque enfant ; 19 h. 3, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 47, Eh bien, raconte.

20 h. 30, FILM : LE GRAND DUEL, de G. Santi (1972), avec L. Van Cleef, P. O'Brien, D. Darel, H. Frank, J. Hahn.

Un shérif cherche à protéger un homme, victime de la justice arbitraire d'un clan et poursuivi par des chasseurs de primes.

22 h., Magazine : Pour le cinéma, de F. Rossif et R. Chazal.

23 h., Internationaux de tennis à Forest-Hills.

CHAINE II : A 2

13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion) ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; 15 h., Série : Les charmes de l'été, de P. Mazoyer. Avec M. Vlady, P. Guers (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 18 h., Fenêtre sur... les romans en questions ; 18 h. 30, Dessin animé ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre (Poiret-Serrault) ;

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Documentaire : Portrait de l'Univers : l'œnologie, de J. Lallier ; 23 h., Documentaire : Bande à part, de M. Gosset et M. Lefèvre. Réalisation L. Deramont (Jeudi, c'est ma maman qui fait l'école) ;

A Manoncourt, village lorrain, des mères de famille ont créé une école maternelle.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : La chronique du mois ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Pierre Dupont, de J. Chauvin (FR 3 - Lyon) ; 20 h., Jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : L'AMOUR EN QUATRIEME VITESSE, de G. Sidney (1964). Avec E. Presley, Ann-Margret, C. Danova, W. Demarest, N. Blair.

A Las Vegas, un coureur automobile désargenté cherche le moyen d'acheter un moteur spécial pour participer au Grand Prix. Il est aidé par une jeune fille amoureuse de lui.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie : Christopher Middleton ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; à 8 h., W. Reich (rediffusion) ; à 8 h. 32, 1912 (rediffusion) ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire : « Marseille antique », de M. Clavel-Lévêque ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evénement musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « le Tour du doigt », de J. Anglade ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture ; 17 h. 32, Centenaire de la phonographie ; 18 h. 30, Nouvelles de Pirandello ; 19 h. 25, *Présence des arts (Caravage)* ;

20 h., Dramatique : « le Père Perdrix », d'après C.-L. Philippe. Réalisation B. Saxel. Avec F. Chaumette, J. Brunel, G. Casadesus ; 21 h., Concert ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Tout cela est fragment, par H. Champroux, avec E. Riva, M. Lonsdale, F. Delay

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Carrefours ; 10 h., La règle du jeu : Anner Bijlsma, violoncelle baroque ; 12 h., La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... portrait de F. Schmitt ; à 15 h. 32, « la Vera Costanza », de Haydn ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Concours international de guitare ;

20 h., Le délire des doigts ; 20 h. 30, Le quatuor Esterhazy interprète des œuvres de Mozart, Haydn, Boccherini ; 22 h. 30, France-Musique la nuit (Sonate en si bémol maj. K 570, de Mozart, par G. Leonhardt) ; 23 h., New-York, New-York ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Relais.

Mardi 13 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Magazine : Midi première ; 13 h. 45, Restez donc avec nous... à 14 h. 45, Série : La cloche tibétaine (rediffusion) ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les jeunes ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Chronique : Au-delà de l'horizon (Jules Verne : un grand voyageur), par A. Bombard et J. Floran ; 21 h. 35, Série documentaire : Monde sans frontières (l'Angleterre ou la marche des gens du Nord), prod. et réal. Cl. Fléouter ; 22 h. 25, Tennis : Finale du tournoi de Forest-Hills.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion) ; 14 h. 45, Aujourd'hui madame ; 15 h., Série : Kojak (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 18 h., Fenêtre sur : Les voiles de l'étrange (Topor), de J. Sternberg, réal. M. Honorin ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre (Annie Girardot) ;

20 h. 30, Les dossiers de l'écran. FILM : LA SOURIS QUI RUGISSAIT, de J. Arnold (1959), avec P. Sellers, J. Seberg, D. Kossoff, W. Hartnell, T. Bateson.

Un minuscule et archaïque duché européen sombre dans une crise économique par la faute des viticulteurs californiens. Un commando vêtu de cottes de mailles débarque à New-York. Pour gagner la guerre, son chef s'empare de la bombe « Q ».

22 h., Débat : Si tout le monde avait la bombe.

Avec MM. Helmut Sonnenfeld, ancien adjoint de Henri Kissinger, Alfred Kastler, prix Nobel de physique, et John Philips, étudiant américain qui a construit une bombe dans sa cuisine.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Le dessinateur humoristique Mose, de J.-L. Mage et R. Brocas (FR 3 - Limoges) ; 20 h., *Les jeux.*

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : NOTRE-DAME DE PARIS, de J. Delannoy (1956), avec G. Lollobrigida, A. Quinn, J. Danet, A. Cuny, P. Clay, R. Hirsch (rediff.).

Sous le règne de Louis XI, à Paris, l'amour et le dévouement du sonneur de cloches de Notre-Dame, sourd, bossu, monstrueux, pour une bohémienne victime du désir des hommes.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie : Christopher Middleton (reprises à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : « Mort et Transfiguration », de W. Reich (rediffusion) ; 8 h. 30, « 1912 » (rediffusion) ; 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, Les matinées de l'inactuel ; 10 h. 45, Etranger, mon ami ; 11 h. 2, Centenaire de la photographie : centenaire d'A. Cortot, par B. Gavoty ; 12 h. 5, Ainsi va le monde : Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Schwartzenmurtz ou l'esprit de parti », de R. Levy ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture ; 17 h. 30, Centenaire de la photographie : Jacques Thibaud et Pablo Casals, par S. de Nussac ; 18 h. 30, Nouvelles de L. Pirandello ; « la Robe longue » (rediffusion) ; 19 h. 25, Sciences : A la découverte de l'Institut Pasteur ;

20 h., Dialogues : Comment l'ordre règne au vingtième siècle, avec A. Glucksman et Cl. Broyelle ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec... F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Dramatique : « Tout cela est fragment », d'H. Champroux. *Avec E. Riva, M. Lonsdale, F. Delay. Réalisation A. Dave.*

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Carrefours ; 10 h., La règle du jeu (reprises vers 10 h. 30) ; vers 10 h., Cours d'interprétation, d'Anner Bijlsma, violoncelle baroque ; 13 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale (524-18-18) ; 14 h., Musique ancienne : « Crésus », extraits (Keiser) ; « Boris Godounov », extraits (J. Mattheson) ; à 15 h., Tansman, Glinka, Smetana ; 17 h., Studio 107 ; 18 h. 2, Magazine Ecoute ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Le délire des doigts, par R. Koering : Originaux et autres incompris (Ravel, Gould, Grainger, Gudowsky, Granados) ;

20 h. 30, En direct de la Sainte-Chapelle : Festival estival de Paris (Cavalli, Monteverdi, par J. Bowman et G. Malcolm) ; 0 h. 5, Feuilleton : « les Fouleurs de paroles ».

Mercredi 14 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, *Magazine : Midi première* ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; à 17 h. 55, Sports : Sur deux roues ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les jeunes ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte :

20 h. 30, Comédie française : Le misanthrope, de Molière, mise en scène P. Dux, avec G. Descrières, M. Duchaussoy, B. Dhéran, B. Agenin ;

22 h. 35, Concert : Divertimento en ré majeur, de Mozart, Concertos grossos de Vivaldi et *J.-S. Bach*, par l'Orchestre de chambre de Normandie, dir. P. Duvauchelle.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion) ; 14 h. 5, *Aujourd'hui, madame* ; 15 h., Série : Vivre libre (rediffusion) ; 15 h. 55, Un sur cinq ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre (Annie Girardot) :

20 h. 30, Magazine : Question de temps : la bataille économique et sociale.

Avec MM. Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T.

21 h. 50, Série : L'Aigle et le vautour, scén. P. Fischer, réal. E. W. Swachamer, avec S. Eliott, D. Carr, G. Ford.

Premier de neuf épisodes retraçant l'hostilité et les divergences idéologiques de deux officiers américains pendant la dernière guerre dans le Pacifique.

22 h. 40, Sports : Football (Prague-Nantes).

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Une certaine peinture bourgeoise 1900, en Lorraine, de R. Vitry-Babel et M. Guillet (FR 3 - Nancy) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Un film, un auteur) : LE SEIGNEUR DE LA GUERRE, de F. Schaffner (1965), avec C. Heston, R. Boone, R. Forsyth, M. Evans, G. Stockwell (rediffusion).

Au XIe siècle, dans le nord de la France, un noble guerrier, vassal du duc de Normandie, s'éprend d'une paysanne sur laquelle il voulait exercer le « droit du Seigneur ». Pour vivre sa passion, il devient hors-la-loi.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie ininterrompue : Christopher Middleton (reprises à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Mort et transfiguration de W. Reich (rediffusion) ; 8 h. 30, 1912 (rediffusion) ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 10, Les matinées des sciences et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « N'oublie pas Christina », de W. Fahrmann ; 11 h. 2, Centenaire de la photographie : Alfred Cortot, par B. Gavoty ; 12 h. 5, Ainsi va le monde : Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Soliste : la pianiste A. Morice (Haydn, Galuppi) ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « La Direlitta », de V. Feyder ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture ; 17 h. 30, Centenaire de la photographie : T. Thibaud et P. Casals, par S. de Nussac ; 18 h. 30, Nouvelles de L. Pirandello : « La Vérité » (rediffusion) ; 19 h. 25, La science en marche : L'évolution animale est-elle le *contraire du vieillissement individuel ?* ;

20 h., La musique et les hommes ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Dramatique : « Tout cela est fragment ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Carrefours ; 10 h., La règle du jeu (reprise à 1 h. 45) ; vers 10 h. 15, Cours d'interprétation d'Anner Bijlsma, violoncelle baroque ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale (524-18-18) ; 14 h., Mélodies sans paroles : D'Indy, Calmel, Michaud ; à 15 h., « Mort et transfiguration » (R. Strauss) ; à 15 h. 30, J.-S Bach, Beethoven, Berg ; 17 h. 30, Ateliers musicaux ; 18 h., Magazine Ecoute ; 19 h., Jazz Time ; 19 h. 45, Le délire des doigts, par R. Koering : Les grands solistes (E. Fischer, E. Ney, J. Hofman) ;

20 h. 30, Concert : Musiques anciennes par la Capella Antiqua de Munich, dir. K. Ruhland ; 23 h., France-Musique la nuit ; 0 h. 5, Feuilleton : « Les Fouleurs de paroles ».

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE - INTER (informations toutes les heures) : 7 h., R. du Maurier ; 9 h., Magazine de P. Bouteiller ; 10 h., Chansons à histoires (samedi, à 9 h., Larguez les amarres) ; 11 h., Anne Gaillard ; 12 h., L. Bozon ; 13 h., Journal ; 14 h., Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 17 h., Radioscopie ; 18 h., Saltimbanques ; 19 h., Journal ; 20 h., Marche ou rêve (samedi : La tribune de l'histoire ; dimanche : Le disque d'or ; 22 h., Le Pop-Club.

FRANCE - CULTURE, FRANCE - MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult et mus) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 45 (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 19 h., (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

EUROPE 1 (informations toutes les heures) ; 5 h., J.-P. Allain ; 6 h. 40, Jeu : Faites vos prix ; 9 h., Journal de C. Collange ; 9 h. 6, Denise Fabre ; 10 h. 30, Pile ou face ; 11 h. 30, Cash ; 13 h., Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30, Les Aventuriers ; 14 h. Histoire d'un jour ; 15 h., Une femme, un homme ; *15 h. 30, Viviane* ; 17 h., Basket ; 18 h. 30, Journal ; 18 h. 45, Music Story ; 19 h., Europe-Soir ; 19 h. 30, J.-M. Desjeunes ; 21 h., F. Diwo ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 22 h. 45, Drugstore ; 0 h., G. Saint-Bris.

R.T.L. : 5 h. 30, Maurice Favières (informations à 7 h., 8 h. et 8 h. 30, avec J.-M. Cavada) ; 8 h. 45, A.-M. Peysson ; 11 h., La grande parade ; 13 h., A. Baloud ; 13 h. 15, Les amours célèbres ; 14 h. et 15 h., Menie Grégoire ; 14 h. 30, Disque d'or ; 15 h. 30, Appelez on est là ; 16 h. 30, Les grosses têtes ; 18 h., Journal de J. Paoli ; 18 h. 30, Hit-Parade ; 20 h. 30, Les routiers sont sympa.

RADIO MONTE-CARLO (informations toutes les heures) ; 5 h. 30, L'heure info ; 9 h. 30, L'heure fantaisie ; 11 h. 30, L'heure jeu ; 13 h., L'heure actualité ; 14 h. 30, L'heure espoir ; 15 h. 40, L'heure vérité ; 17 h., L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h., L'heure hit ; 20 h. 30, L'heure de rêve ; 0 h., L'heure mons

Radioscopies

FRANCE - INTER, 17 h., Jacques Chancel reçoit *René-Victor Pilhes* (lundi), Bernard Haller (mardi), Jacques Dessaux (mercredi), Françoise Giroud (jeudi), Jean Recher (vendredi).

Tribunes

et débats quotidiens...

FRANCE-CULTURE, 12 h. 5, Jacques Paugam reçoit Pierre Chaunu (lundi), Frédéric Pascal (mardi), Chantal Chawaff (mercredi), Louis Pauwels (jeudi), Camille Bourniquel (vendredi).

FRANCE-INTER, 11 h., Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur la rentrée scolaire : l'école maternelle et le passage au cours préparatoire (lundi), le nouveau cours préparatoire, l'école élémentaire et le passage en 6e (mardi), les collèges et l'orientation, la nouvelle 6e (mercredi), les lycées d'enseignement général et d'enseignement technique (jeudi), les lycées d'enseignement professionnel (vendredi).

...et au jour le jour

EUROPE 1 : 8 h. 30, Jean Cornec (le 12), 19 h. 30, Kurt Waldheim (le 12) ; 19 h. 15, René Haby et André Henry (le 13).

ANTENNE 2 : 20 h. 30, Jacques Ferry, Edmond Maire et Georges Séguy (le 14).

FRANCE-CULTURE : 17 h. 30, Alice Saunier-Seïté (le 15).

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

T.F. 1 : 13 h, Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h., Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45). vers 23 h., T.F. 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaud. Pour les jeunes : « Les infos », de Claude Pierrard (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h., Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et demi) ; *18 h. 45 (sauf samedi et dimanche)*, « Flash » ; 20 h. et vers 23 h., Journal.

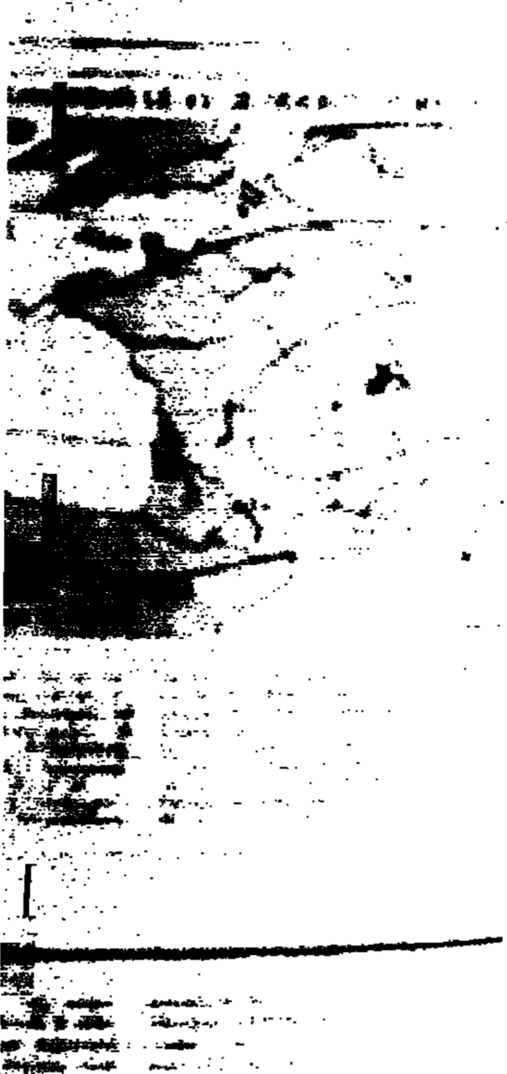
FR 3 : 19 h. 55, « Flashes » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

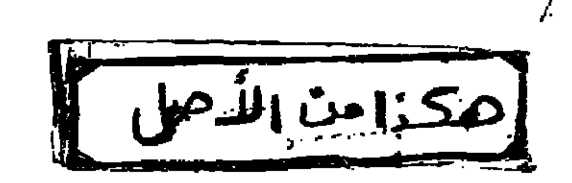
T.F. 1 (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, Foi et traditions des chrétiens orientaux ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le Jour du Seigneur : Jean-Marie Muller, le défi de la non-violence ; L'humilité et la souffrance de Dieu (le 11) ; 11 h., *Messe en l'église Saint-Baudile à Nîmes (le 11)* ; 12 h., Cérémonie du souvenir dans la grande synagogue de la rue des Victoires (le 11).

● *M. François Bonnemain a été nommé directeur en chef adjoint de TF 1, chargé des journaux de fin de semaine.* Il prend ses fonctions le 15 septembre.

[M. François Bonnemain, qui a trente-cinq ans, est entré au service politique de *France-Soir* en 1965 puis il a appartenu successivement, entre 1971 et 1975, aux rédactions de la deuxième chaîne, de la première chaîne et, après l'éclatement de l'O.R.T.F., à celle de Radio-France dont il est nommé rédacteur en chef adjoint en novembre 1975. Il a animé, avec Louis Bériot, « Questions pour un samedi » sur France-Inter avant de lui succéder dans l'émission « La France défigurée », sur TF 1.]







RADIO-TELEVISION

Jeudi 15 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. 35, Emissions régionales; 13 h. 50, Objectif santé ; 18 h., A la bonne heure; 18 h. 35, Pour les jeunes; 18 h. 40, L'île aux enfants; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte.

20 h. 30, Série : Cinq à sec; 21 h. 30, Magazine : L'événement, prés. J. Besançon ; 22 h. 50, Allons au cinéma.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion); 14 h. 5, Aujourd'hui madame; à 15 h., Téléfilm : Yuma; 16 h. 15, Aujourd'hui magazine; 18 h., Fenêtre sur : Ferke 1 ou sucre et développement en Côte-d'Ivoire, réal. J.-Cl. Griton; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre (Annie Girardot) ;

20 h. 35, Variétés : Un taxi en or, de G. Lux; 21 h. 50, Magazine d'information : Un homme, un jour, par J.-M. Cavada, G. Bortoli, J.-Cl. Paris, M. Thoulouze, réal. A. Tarta (7 mai 1954 : Dien-Bien-Phu et le général Bigeard).

Une formule nouvelle pour une date décisive de la guerre d'Indochine (lire notre article page 9).

23 h. 20, Sports : Spécial but-coupe d'Europe football.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Le sculpteur breton Toul Hoat (FR 3-Rennes) ; 20 h., Les jeux;

20 h. 30, FILM (cinéma français 1968-1976) : COMME UN POT DE FRAISES, de J. Aurel (1974). Avec M. Eggerickx, N. Courval, M. Grant, J.-C. Brialy, B. Menez, J. Lefebvre.

Les mésaventures d'une fille, mannequin de publicité, qui a de belles formes, mais un nez qu'elle veut faire corriger par la chirurgie esthétique.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie ininterrompue : Christopher Middleton (reprises à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Mort et transfiguration de W. Reich (rediffusion) ; 8 h. 32, 1912 (rediffusion) ; 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, Les matinées de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zig-zag ; 11 h. 2, Centenaire de la photographie : Alfred Cortot, par B. Gavoty ; 12 h. 15, Ainsi va le monde : Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Renaissance des orgues de France : Saint-Dié ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Anti-jeu », de J. Hougron ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture ; 17 h. 30, Centenaire de la photographie : Jacques Thibaud et Pablo Casals, par S. de Nussac ; 18 h. 30, Nouvelles de L. Pirandello : « L'Autre Fils » (rediffusion) ; 19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne ;

20 h., Dramatique : « Le Mandat », de S. Ousmane, « Histoire d'œuf », conte bossonto, texte d'A. Trutat (rediffusion) ; 21 h. 45, Humour amer ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Dramatique : « Tout cela est fragment ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Carrefours ; 10 h., La règle du jeu (reprise vers 10 h. 50) ; vers 10 h. 30, Cours d'interprétation, d'Anner Bijlsma, violoncelle baroque ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale (524-18-18) ; 14 h., Mélodies sans paroles : nouvelles auditions de G. Auric, A. Roizembiat, A. Jolivet ; à 15 h., Des notes sur la guitare ; à 15 h. 30, Haydn, Koseluh, Prokofiev, Rachmaninov ; vers 17 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : De la vielle au violon de Paganini ; 18 h. 2, Magazine Ecoute ; 19 h., Jazz Time ; 19 h. 45, Le délire des doigts, par R. Koering : Les grands classiques modernes (A. Cortot, M. Hess, W. Gieseking, H. Bauer) ;

20 h. 30, Présentation du concert ; 21 h. 5, En direct de Munich : « Concerto pour piano K 482 » (Mozart), « Symphonie n° 9 » (Bruckner), par W. Kampff et l'Orchestre philharmonique de Munich, direction Fritz Rieger ; 0 h. 5, Feuilleton : « les Fouleurs de paroles ».

Vendredi 16 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30, Magazine : Midi première; 13 h. 35, Emissions régionales ; 13 h. 50, Tennis : Coupe Davis Italie-France; 18 h., A la bonne heure; 18 h. 35, Pour les jeunes; 18 h. 40, L'île aux enfants; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien raconte ! ;

20 h. 30, Au théâtre ce soir : FOOTBALL, de P. Quentin et G. Bellak, avec Ph. Kerbrat, H. Poirier, P. Bouchitey.

Adaptation scénique d'un incident survenu dans une université new-yorkaise en pleine époque du maccarthysme et qui émut l'opinion américaine.

22 h. 10, Magazine sportif : Télé-foot 1, prés. P. Gangloni.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion); 14 h. 5, Aujourd'hui madame; à 15 h., Série : Kojak (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine; 18 h., Fenêtre sur : Les poètes et leurs images (Francis Ponge et l'atelier contemporain), par J.-P. Roux; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre (Jacqueline Maillan) ;

20 h. 30, Feuilleton : La chasse aux hommes; 21 h. 35, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (Faut-il apprendre à écrire ?)

Avec MM. Edouard Bled (Mes écoles), *André Chervel* (Et il fallut apprendre à écrire à tous les petits Français), *Daniel Morgaine* (le Journal dès l'école), *Jean et Mme Jeanine Guillon* (Apprendre l'orthographe).

22 h. 52, FILM (ciné-club) : LE PERE NOEL A LES YEUX BLEUS, de J. Eustache (1965). Avec J.-P. Leaud, G. Zimmermann, H. Martinez, M. Maynard (N.).

A Narbonne, les flâneries et les petites combines d'une bande d'adolescents. L'un d'eux, pour s'acheter un duffle-coat, accepte de travailler, vêtu en père Noël, avec un photographe des rues.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes; 19 h. 5, Emission régionale; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Maya ou Ma liberté est un royaume (FR 3-Toulouse) ; 20 h., Les jeux;

20 h. 30, Magazine « Vendredi » : Avec ou sans alliance, réal. J.-M. Perthuis.

Quatre couples de jeunes mariés, au jour le jour, pour savoir ce qu'est devenue l'institution du mariage.

21 h. 30, Portrait : Ella Maillard, de Ch. Jacob, réal. J. Brad (FR 3-Lyon).

Une sportive septuagénaire (lire nos « Ecouter Voir »).

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie ininterrompue : Christopher Middleton (reprises à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Mort et transfiguration de W. Reich (rediffusion) ; 8 h. 30, « 1912 » (rediffusion) ; 8 h. 50, Echec au hasard : Mathématiques et affectivité ; 9 h. 7, Les matinées des arts et des spectacles ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Centenaire de la photographie : Alfred Cortot, par B. Gavoty ; 12 h. 5, Ainsi va le monde : Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Musique extra-européenne ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « John l'Enfer », de D. Decoin ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture ; 18 h. 30, Nouvelles de L. Pirandello : « La Patente » ; 19 h. 30, Biologie et médecine ;

20 h., Evocation : Léon-Paul Fargue et nous, de Cl. Roland-Manuel ; 21 h. 30, Concert : « Marie au Calvaire », de R. Calmel, par l'Orchestre J. Barthe, les chorales du Panthéon et du Luxembourg, J. Boyer, H. Calmel, M. Piquemal, D. Delorme, dir. R. Calmel ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Dramatique : « Tout cela est fragment ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Les grandes voix ; 9 h. 30, Carrefours ; 10 h., La règle du jeu (reprise vers 11 h.) ; vers 10 h. 30, Cours d'interprétation, d'Anner Bijlsma, violoncelle baroque ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale (524-18-18) ; 14 h., Mélodies sans paroles : Mozart, Bruch, S. Lancen ; 15 h., Musique française pour quatuor à cordes : G. Masson, F. Bayle ; à 15 h. 30, Teleman, Mozart, Beethoven, Bartok, Kodaly ; 17 h. 30, Equivalences ; 18 h. 2, Magazine Ecoute ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Le délire des doigts : Les athlètes du piano (Horowitz, Rachmaninov) ;

20 h. 20, Le coin des collectionneurs : « Journal d'un disparu » (Janacek) ; 21 h. 20, Cycle d'échanges franco-allemands : Bartok, Liszt, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J. Ferencsik ; 23 h. 15, Le cabaret du jazz ; 0 h. 5, Feuilleton : « Les Fouleurs de paroles ».

Samedi 17 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Emissions régionales ; 12 h. 30, Magazine : Midi première ; 12 h. 45, Jeunes pratique ; 13 h. 35, Le monde de l'accordéon ; 13 h. 50, La France défigurée ; 14 h. 10, Restez donc avec nous le samedi (reprise à 16 h. 15) ; 16 h., En direct du Mans : départ du Bol d'or motocycliste ; 18 h. 5, Animaux : trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 13, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 43, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Variétés : Vacances spéciales 1977.

Enregistré sous le chapiteau de Deauville, le premier de deux spectacles de variétés coproduits par TF 1 et la B.B.C. Avec Sacha Distel, Mireille Mathieu, Marie Myriam, etc.

21 h. 30, Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 15, Tennis : Coupe Davis à Rome.

CHAINE II : A 2

12 h. 15, Journal des sourds et des malentendants ; 13 h. 30, Hebdo chansons, hebdo musique ; 14 h. 10, Les jeux du stade ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h. 5, La course autour du monde ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre (J. Maillan) ;

20 h. 30, Série policière : Incidents mineurs, scén. F. Kassak, réal. Cl. Loursais, avec J. Daurand. *Retour du commissaire Dupuy dans un épisode concernant la violence entre adultes et jeunes dans une petite ville (lire nos « Ecouter Voir »).*

22 h. 10, Polémique : Le dessus du panier, de Ph. Bouvard.

Avec M. Michel Jobert (président du Mouvement des démocrates), Mmes Josiane Bost (championne cycliste), Nénette (médium), MM. Thierry Le Luron, Pierre Douglas et Eddie Constantine.

23 h. 10, Jazz : Tenors tonight (Zoot Sims et Eddie Lock Jaw Davis).

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emission régionale ; 19 h. 40, Samedi entre nous ; 20 h., Spécial DOM-TOM ;

20 h. 30, Téléfilm : Le lever de rideau, de J.-P. Marchand, d'après V. Pozner, avec A. Deschamps, M. Presle, S. Gainsbourg (rediffus.).

Une petite fille de sept ans, sa mère, ancienne actrice, et, au centre de leur existence solitaire dans une grande maison, un prince qui est magicien.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie ininterompue : Christopher Middleton (reprises à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Regards sur la science ; 8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : la crise de l'informatique ; 9 h. 7, Le monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches ; 11 h. 2, La musique prend la parole : le pianiste W. Backhaus ; 12 h. 5, Le pont des arts ;

14 h. 5, Les samedis de France-Culture ; 16 h. 20, Le livre d'or ; 17 h. 30, Communauté des programmes de langue française ; 18 h. 30, « Damia revient et chante », par E. Dana ; 19 h. 25, Lettre du Québec ;

20 h., Dramatique : « Lait et miel », de H. Kupper. Réalisation G. Godebert. Avec P. Vaneck, F. Chaumette, G. Chamarat (rediffusion) ; 21 h. 55, Ad lib. ; 22 h. 5, La fugue du samedi ou mi-fugue mi-raisin.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Pittoresques et légères ; 8 h., Mélodies ; 9 h. 2, Ensemble d'amateurs ; 9 h. 30, Etude : le projet mélodique... Berio, Berg, Webern, Boulez, Bach, Stravinski ; 11 h. 15, Les jeunes Français sont musiciens : Académie F. Liszt de Budapest ; 12 h. 40, Jazz, s'il vous plaît ;

14 h., Les astronotes ; 20 h. 5, Premier jour « J » de la musique ;

20 h. 30, Présentation du concert ; 21 h., En direct de Berlin... Semaines musicales 1977 : Beethoven, Prokofiev, Ravel, par le Quatuor de Cleveland ; 0 h. 5, Feuilleton : « les Fouleurs de paroles ».

Dimanche 18 septembre

CHAINE I : TF 1

9 h., En direct du Mans : Le « Bol d'or » motocycliste (arrivée retransmise vers 16 h.) ; 9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Magazine : Bon appétit ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30, Série : L'île perdue ; 16 h. 15, Vive le cirque ; 18 h. 10, Série : Guerre et paix (dernier épisode : La douceur de vivre) ; 19 h. 25, Les animaux du monde ;

20 h. 30 : FILM : UNE MAITRESSE DANS LES BRAS, UNE FEMME SUR LE DOS, de M. Frank (1973). Avec G. Segal, G. Jackson, P. Sorvino, H. Neil, C. Linder.

Un Américain marié et habitant Londres entame une liaison coupable avec une séduisante anglaise. Tous deux vont aux Baléares pour une semaine qui devrait être idyllique. Mais les choses ne se passent pas comme prévu.

22 h. 15, Questionnaire : La philosophie contre le pouvoir.

Avec M. André Glucksmann.

CHAINE II : A 2

11 h. 30, La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 12 h., Bon dimanche avec Jacques Martin (reprise à 13 h. 25) ; 12 h. 10, Toujours sourire ; 13 h. 25, La lorgnette ; 14 h. 25, Ces messieurs nous disent ; 15 h. 42, Série : Sur la piste des Cheyennes ; 16 h. 30, Trois petits tours ; 17 h. 25, Les Muppets ; 18 h. 15, Contre ut ; 19 h., Stade 2 ; ;

20 h. 30, Variétés : Musique and Music ; 21 h. 30, Feuilleton : Bouquet de ronces ; 22 h. 35, Dramatique : Carlo Goldoni ou Mémoires pour le jour où nous n'aurons plus de masques. Avec J. Bertheau, O. Hussenot, réal. F. Contini.

Un portrait en forme de théâtre filmé du célèbre auteur dramatique italien dans son séjour en France, vers 1783 (Lire nos « Ecouter-Voir ».)

CHAINE III : FR 3

16 h. 10, Téléfilm : Frédéric II de P. Ricard, d'après P. Gaxotte, avec M. Aumont, avec M. Mailfort, J.-L. Broust, G. Wilson, L. Garcia-Ville (rediffusion).

Quatre âges (dix-huit, vingt-cinq, quarante-cinq, soixante-dix ans) du grand Frédéric-Guillaume II, le Grand, despote éclairé et protecteur de Voltaire.

17 h. 50, Espace musical ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Hexagonal : Carnets de médecins (La dame aux chats, prod. FR 3-Bordeaux) ; 19 h. 55, Spécial sports ; 20 h. 5, Les animaux chez eux : Les marais des Everglades ;

20 h. 30, L'homme en question : Jean Daniel, directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur » ; 21 h. 30, Emission de l'INA : Ciné-court

Coloriages, *de J. Barsac ;* Métro-couronnes, *de F. Pain ;* Les six qui viennent à bout de tout, *d'E. et E. Lennard ;* L'invitation au voyage, *de R. Cahen.*

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit) : EVE, de J. L. Mankiewicz (1950). Avec B. Davis, A. Baxter, G. Sanders, C. Holm, G. Merrill, H. Marlowe (v.o. sous titrée, rediffusion).

Une jeune fille pauvre et ambitieuse se glisse dans l'intimité d'une grande comédienne de théâtre et, à force de ruses et de trahisons, réussit à la supplanter.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie ininterrompue : Christopher Middleton (reprises à 14 h., 20 h. et 20 h. 5) ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Emissions religieuses ; 11 h., Regards sur la musique : « Gaspard de la nuit » (Ravel) ; 12 h., Allegro ; 12 h. 45, Musique de chambre : Mozart, G. Berg, M. Benhamou, W. Lutoslawsky, par D. Laval et le Nouvel Orchestre philharmonique (formation de chambre), dir. B. de Vinogradow ;

14 h. 5, Comédie-Française : « Les Galanteries du duc d'Ossone », de J. de Mairet, et « le Sicilien ou l'amour peintre », de Molière ; 16 h. 5, Hommage à Charles Munch : « Symphonie n° 3 » (Roussel), « Symphonie n° 5 » (Honegger), « Symphonie n° 3 » (Barraud), par l'Orchestre national de France ; 17 h. 30, Rencontre avec : Mme A. Saunier-Seïté ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h. 40, Les opéras français : « Antigone » et « Amphion » (Honegger), prés. M. Cadieu ; 23 h., Black and Blue ; 23 h. 50, Poésie ininterrompue : Dominique Grandmont.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Concert-promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h., Harmonia sacra : Tallis, Bach, Gesualdo ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra-bouffon : « Les Joyeuses Commères de Windsor » (première partie) ;

13 h. 45, Premier jour « J » de la musique ; 14 h., La tribune des critiques de disques : « la Dame de pique », de Tchaïkovski (première émission) ; 17 h., Le concert égoïste de Claude Roy : Haydn, Couperin, Mozart, Schubert, Debussy, Monteverdi, Verdi ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h. 30, Echanges internationaux : « Kabale und Liebe » (G. von Einem), par H. Beirer, B. Weikl, H. Zednik, B. Fassbaender, W. Berry, A. Silja, dir. Ch. von Dohnanyi ; 23 h., Musique de chambre : « Pièces du 25e, 26e et 27e ordre » (Couperin), par B. Veriet ; 0 h. 5, Feuilleton : « Les Fouleurs de paroles ».

Lundi 19 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Magazine : Midi première ; 13 h. 35, Emissions régionales ; 13 h. 50, Restez donc avec nous ; 14 h. 35, Les rendez-vous de Mireille ; à 15 h., Série : Chapeau melon et bottes de cuir (rediffusion) ; à 17 h. 35, Variétés : Le club du lundi ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les jeunes ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, FILM : LES MARAUDEURS ATTAQUENT, de S. Fuller (1961), avec J. Chandler, T. Hardin, P. Brown, A. Duggan (rediffusion).

En 1944, en Birmanie, les soldats américains d'un corps d'élite s'enfoncent dans la jungle pour une périlleuse mission, et se battent dans des conditions difficiles.

22 h. 5, Emission de l'INA : Je t'aime, tu danses, de F. Weyergans.

Deux danseurs (Maurice Béjart, Rita Poelvoorde) et la caméra d'un « jeune lion » du cinéma français.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion) ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; à 15 h., Feuilleton : Les charmes de l'été (rediffus.) ; 16 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur : Les arts du métal, réal. K. Prokop ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre (J. Charon).

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Documentaire : Portrait de l'univers (Une heure en cellule), de M. Tosello et J. Lallier ; 23 h. 10, Zig-Zag.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 45, Emission régionale ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : le cycliste René Vietto (FR 3-Marseille) : 20 h., Les jeux ;

20 h. 30, FILM (cinéma public) : DUEL DANS LA BOUE, de R. Fleischer (1958), avec D. Murray, R. Egan, L. Remick, P. Owens, S. Whitman (Rediffusion).

Un gardien de troupeau réussit à devenir un gros éleveur du Montana. Il met un jour en jeu sa situation sociale pour régler ses comptes avec son ennemi de toujours.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ininterrompue : Dominique Grandmont (reprises à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Le pain et la parole (rediffusion) ; 8 h. 30 : « 1912 » (rediffusion) ; 8 h. 50, Echec au hasard : mathématiques et affectivité ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge : « Sens dessus dessous », de R. Devos ; 11 h. 2, Evénement musique ; 12 h. 5, Ainsi va le monde ; 12 h. 15, Parti pris : Brigitte Friang ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique : Rikconserter de Stockholm ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « les Sirènes », d'E. Roblès ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture ; 17 h. 30, La symphonie française après 1918 : Vierne, Charpentier ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Nuage noir », de F. Hoyle (rediffusion) ; 19 h. 25, Présence des arts ;

20 h., Dramatique : « le Temps vivant », d'A. Adamov (rediffusion) ; 21 h. 5, Hommage à Jean Martinon : Schmitt, Martinon, Dutilleux ; 22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac (rediffusion) ; 23 h., De la nuit ;

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Carrefours ; 10 h., La règle du jeu, par G. Maneveau : Direction de chœur ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale (524-18-18) ; 14 h., Mélodies sans paroles : portrait de G. Fauré ; à 15 h. 30, Après-midi lyrique : « Snegouroutchka », actes I et II (Rimsky-Korsakov) ; 18 h. 2, Magazine Ecoute ; 19 h., Jazz Time ; 19 h. 45, Entre chien et loup ;

20 h. 30, Présentation du concert ; 21 h., En direct de Berlin : semaines musicales 1977 (Ferney Hough, Hauer, Rihm, Brahms-Schoenberg), par l'Orchestre symphonique de Berlin, direction H. Wakasugi ; 0 h. 5, Feuilleton : « les Fouleurs de paroles ».

Les écrans francophones

Lundi 12 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Mission impossible ; 21 h., *les Hors-la-loi*, film de W. Graham.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les rues de San-Francisco ; 21 h., *Destinées*, film de M. Pagliero, J. Delannoy et Christian-Jaque.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Comme les étrangers ; 22 h., Entretien avec des psychologues : Jacques Lupin ; 20 h. 45, Savoir-vivre ; 21 h. 10, L'homme et la ville : Paris.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, Vingt-cinq fois la Suisse : Soleure ; 21 h. 10, André Gamon ; 22 h., A témoin.

Mardi 13 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Haute tension ; 21 h., *La Sentinelle endormie*, film de J. Dreville.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La petite maison dans la prairie : 21 h., *Chisum*, film de A.V. McLaglen.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Les sentiers du monde ; 21 h. 10, Contes de campagne ; 22 h. 20, Ballade sur le disciple et le maître.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, Tel quel ; 22 h. 05, *Le Chemin de la mauvaise route*, film de J. Herman.

Mercredi 14 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. les Incorruptibles ; 21 h., *Rien que nous deux*, film de R. Castellani.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Mission impossible ; 21 h., *Virgile*, film de C. Rim.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Louis Armstrong, époque Chicago : 21 h., Souvenez-vous.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, *le Cercle rouge*.

Jeudi 15 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Médecin d'aujourd'hui ; 21 h., *Hawkins*, film de N. Felton.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les peupliers de la prétentaine ; 21 h., *le Bal des maudits*, film d'E. Dmytryk.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Si vous saviez ; 20 h. 10, *Chantage à la drogue*, film de D. Greene ; 23 h., Championnat d'Europe de basket-ball.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 30, Temps présent ; 21 h. 30, Winchester 73 ; 22 h. 55, L'antenne est à vous.

Vendredi 16 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Toma ; 21 h., *Cosmos 99*, film de L. Katzin.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Regan ; 21 h., *le Bal des maudits* (deuxième partie), film d'E. Dmytryk.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Serpico ; 20 h. 40, Guerre secrète ; 21 h. 45, *Lily, aime-moi*, film de M. Dugowson.

R.T. BIS : 19 h. 50, Surfing ; 20 h. 10, Championnat d'Europe de basket-ball.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 05, Passe et gagne ; 20 h. 25, *Ondine*, de J. Giraudoux.

Samedi 17 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Dans les rues de San-Francisco ; 21 h., *le Magicien d'Oz*, film de V. Fleming.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Gunsmoke le justicier ; 21 h., *Drames de la jalousie*, film d'E. Scola.

TELEVISION BELGE : 19 h. 30, La vie secrète des animaux ; 20 h. 15, *la Honte de la famille*, film de R. Balducci ; 21 h. 55, Championnats d'Europe de basket-ball.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 55, Rendez-vous ; 20 h. 25, Esprit de suite ; 22 h. 05, Tennis ; 23 h. 05, Football.

Dimanche 18 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Cécile ou la raison des femmes ; 21 h., *la Main gauche du Seigneur*, film de E. Dmytryk.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 10, Histoire insolites ; 21 h., *le Monde perdu*, film d'I. Allen.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Face au public : Serge Reggiani ; 21 h. 20, le Grand amour de Balzac ; 22 h. 30, la Goélette d'or de Knokke 1977.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Au plaisir de Dieu ; 20 h. 55, A vos lettres ; 21 h. 15, la Voix au chapitre ; 22 h. 10, Vespérales ; 22 h. 30, Tennis.

Lundi 19 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Mission impossible ; 21 h., *le Trésor du pendu*, film de J. Sturges.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., les Rues de San-Francisco ; 21 h., *la Beauté du diable*, film de R. Clair.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Comme des étrangers, dramatique ; 21 h. 30, la Goélette d'or de Knokke 1977 ; 22 h. 15, Rendez-vous du lundi avec la psychanalyse.

R.B. BIS : 19 h. 50, Arsène Lupin ; 20 h. 50, Savoir-vivre ; 21 h. 10, l'Homme et la ville ; 22 h. 30, Championnats du monde de basket-ball.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, A bon entendeur ; 20 h. 40, le Nez dans les étoiles ; 21 h. 50, Citizen's Band.



LA GÉOGRAPHIE *par Maurice Le Lannou*

Voir la Turquie

J'AI souvent écrit que la géographie ne se contenait point dans les ouvrages des géographes, mais pouvait et devait s'en échapper comme un esprit qui éclaire, suggère, enseigne à regarder autour de soi et aide singulièrement à voir. Voici un très beau livre d'un auteur qui n'est pas géographe, mais participe de cet esprit. Ce *Voir la Turquie* a des images splendides. Il a surtout un texte qui remplit, et bien au-delà, les promesses du titre.

Voir — si l'on ne veut pas être ce touriste à qui la baie de Saint-Brieuc fit un jour penser tout haut, en ma présence, au lac des Quatre-Cantons. — c'est proprement comprendre, et cela commence à la géographie naturelle. Jean-Louis Bacqué-Grammont n'est pas brouillé avec cette spécialité qui, en dépit de son accablante renommée, dispense des enseignements bien utiles. On apprendra avec intérêt que l'Eglise, devenue mosquée puis musée, de Sainte-Sophie repose « *sur un pilotis de colonnes noyées dans une citerne et que ce coussin d'eau diminue les secousses telluriques, point rares dans ces régions* ». On repérera, derrière un guide qui discerne fort bien les rapports de la morphologie terrestre et de l'histoire, les ports antiques (Héraclée, Milet...) écartés de la mer par l'alluvionnement d'un Méandre qui a « *bouleversé la géographie d'Hérodote et de Pausanias* ». On saura l'origine des extraordinaires accumulations éruptives de Cappadoce, percées d'églises rupestres, et celles des blanches concrétions de Pamukkale, où « *des sources chaudes, saturées de sels calcaires, se répandent et dévalent la montagne en une cascade de vasques pétrifiées où dorment des nappes d'eau couleur de ciel ou de turquoise* »... jusqu'à ce que, l'intérêt de l'agriculture prévalant sur la conservation du site immaculé, les sources détournées pour l'irrigation, laissant à sec les corolles de calcaire, aient fait virer la blancheur d'antan « *au gris sale des vieilles neiges un après-midi de dégel* ».

Le touriste curieux n'est donc point pris au dépourvu, et nulle singularité de la nature ne lui restera inexpliquée. Ni non plus aucun détail singulier de l'histoire. Qui refuserait d'apprendre ou de s'entendre rappeler que Pergame, privée de papyrus par l'embargo d'un Ptolémée d'Egypte jaloux de son essor intellectuel, inventa le parchemin et lui donna son propre nom ? Que le mausolée d'Halicarnasse fut détruit, non par Tamerlan, mais par les chevaliers de Rhodes, qui tirèrent de l'une des sept merveilles du monde les pierres et la chaux nécessaires à leurs fortifications ? Qu'il y eut des cosaques assez marins pour semer la terreur sur la côte anatolienne et même assez loin dans l'arrière-pays ? Que la cathédrale bâtie à Kars au cours de quarante années (1877-1920) d'occupation russe est aujourd'hui une centrale électrique ? Que les armées grecques ne se conduisirent pas trop bien à Smyrne vers 1920 ? Que le pont sur le Bosphore fut achevé en 1973 ?

La petite histoire et les étrangetés de la nature font les guides appréciés et les beaux livres d'images, elles ne suffisent pas à faire voir un pays. Mais l'orientaliste averti qu'est J.-L. Bacqué-Grammont sait fort bien qu'en ces régions d'affrontements — c'est vrai de la géologie comme des sociétés humaines — entre une Asie massive et une Europe déliée, les curiosités suscitées par le volcanisme ne diminuent en rien une certaine homogénéité des conditions naturelles, de relief et de climat, laquelle prépare bien l'établissement, sur cette Asie Mineure, d'un conquérant avide de fixation. Il sait aussi que la petite histoire est ici — à la différence de ce que nous voyons en Occident — le tissu lui-même, si bariolé, de la grande. C'est ce qui donne à son ouvrage un attrait peu commun. A chaque détour on y trouvera, à propos d'un site, d'une ville, d'une tradition, d'admirables raccourcis où l'histoire se déroule dans une incroyable succession de renversements, de renaissances, de substitutions qui sont, sur toute l'Anatolie et ses lisières, les fondements mêmes de la continuité.

***

Sur les lisières, c'est Istanbul qui représente le plus parfaitement le souvenir des heurts et des rencontres de peuples. Ce « *carrefour des vents et des climats* », à la situation si exceptionnelle, et qui rassemble cent ethnies, devait devenir, à partir d'un médiocre comptoir hellène, la capitale de vastes empires. Qu'il ait déçu Chateaubriand, « *encore ébloui de son périple littéraire en Hellade et décidé à ne rien voir* », n'est pas étonnant : cette optique philhellène est celle d'une Europe jalouse de ses héritages et, en dépit des vogues passagères du Grand Turc, peu encline à accepter de nouveaux apports. Sur les lisières encore, Edirne (jadis Andrinople) et Bursa, deux anciennes capitales, marquent des étapes de la conquête ottomane.

La capitale actuelle, Ankara, exprime au contraire, par sa position centrale, par son site sans qualités particulières, une volonté de repli sur des assises plus nationales, au cœur d'un Etat qui demeure de bonne corpulence. Certes, cette Angora « *juchée sur un rocher au milieu de la plaine aride et mal reliée au reste du pays* », qui ne possédait en propre que ses chèvres à longue laine, avait vu passer Alexandre et était une halte nécessaire sur la route des caravanes d'Orient, mais, peuplée de quelque trente mille habitants, elle restait bien éloignée du prestige de Konya. Atatürk — Constantinople répudiée pour son cosmopolitisme — préféra pourtant ce minime chef-lieu provincial à la noble cité trop conservatrice et trop religieuse des derviches. C'était vouloir repartir sur des fondements austères. J.-L. Bacqué-Grammont montre le lent avènement de la ville moderne, où « *les édifices de l'entre-deux-guerres, sévères bâtisses dans le goût germano-helvétique, affichaient déjà cette morosité propre au moderne désuet* », et où l'on s'ennuyait beaucoup. Ces conditions sont aujourd'hui dépassées ; il y aura fallu un demi-siècle, mais Ankara, avec « *un million d'habitants, commence enfin à ressembler à une grande capitale* » et « *il semblerait* » qu'elle soit devenue « *une ville agréable à habiter* ».

Parmi ses agréments, Bacqué-Grammont mettrait volontiers en tête le Musée hittite qui, « *à lui seul, justifierait un voyage* ». Fort bien présentées (« *une réussite de la muséologie* »), on y trouve rassemblées les pièces les plus belles qui ont été découvertes en Turquie dans les sites hittites, ourartéens, phrygiens et autres. Mais le souvenir hittite l'emporte et témoigne, à l'égal du majestueux mausolée d'Atatürk, d'une volonté de regroupement sur tout l'axe de l'histoire nationale. Si Mustafa Kemal a tenu à Angora, c'est en partie parce que la bourgade était proche de quelques hauts lieux hittites, et, « *bientôt élevés au rang d'ancêtres ethniques, les lointains Hittites se virent octroyer une place de choix dans la mythologie nationale turque, forgée dans les années qui suivirent* ». Chaque peuple désigne ainsi avec soin ses pères, même s'il doit y mettre quelque artifice.

En vérité, c'est la double face de la Turquie que révèle tout ce mouvement. Il y a de la mosaïque dans l'Etat diminué qu'Atatürk a si énergiquement consolidé, et en même temps la forte identité nationale n'est pas douteuse. Durant des millénaires, l'Anatolie fut un carrefour, un marché, un champ de bataille qui virent converger bien des peuples. « *Qu'ils fussent Hittites, envahisseurs doriens ou gaulois, colons romains, Goths et Slaves déportés par Byzance, Turcs enfin, tous finirent par devenir autant d'Anatoliens, cent fois brassés dans le creuset humain et également particularistes contre Persépolis, Rome, Constantinople ou Istanbul.* »

***

Cette remarque est pleine de sens. L'identité du peuple turc n'est pas faite de traits raciaux, quelque solide et trapu que soit le paysan anatolien, mais d'une histoire vigoureuse qui dut comporter, face aux ennemis et aux sceptiques, maintes affirmations ou réaffirmations d'ordre national. Il y en eut de brutales, face aux Arméniens, aux Grecs, à divers groupes d'une Anatolie orientale qui n'a point encore perdu sa sévère vocation frontalière. Il y en eut de plus nuancées, que J.-L. Bacqué-Grammont étudie excellemment, dans les domaines de la religion et de l'art.

L'islam à la turque n'est-il pas déjà *un compromis ? Le fondateur de l'Ordre* des Mevlevis, Mevlâna, qui contribua à rallier définitivement les Turcs à la religion coranique, accordait une place essentielle à « *ce ballet rituel qui rappelait furieusement aux nouveaux venus en Anatolie la transe sacrée des chamans de Haute-Asie, encore fraîche dans leur mémoire sinon dans leurs pratiques* ». En ce qui concerne l'art, les jugements opposés portés communément sur son origine traduisent l'exagération des extrêmes. « *Un courant philhellène influent tenait pour définitif que le monde ne doit rien aux Turcs hormis le yaourt et certain type de lieux d'aisances. En réaction violente, le nationalisme turc, ombrageux, prêcha ou peu s'en faut que ses ancêtres d'Asie centrale avaient apporté sur leurs chameaux à deux bosses les plans du* medrese *Bleu de Sivas.* » J.-L. Bacqué-Grammont remet les choses dans leur mesure. Il est certain que les Seldjoukides ont élevé en Anatolie, aux douzième et treizième siècles, de magnifiques monuments. Il est vrai aussi qu'ils gardaient en mémoire des formes admirées en Iran, et qu'ils avaient sous les yeux des modèles byzantins. D'autre part, ils firent appel à nombre d'artistes iraniens, syriens, arméniens, grecs, voire francs. De là à les traiter de copistes... Mais voici la voie du bon sens, et « *on finira bien par admettre que les Seldjoukides firent bâtir ce qu'ils voulaient selon leur goût par des gens venus de tous les horizons avec leurs propres techniques, beaucoup d'entre eux étant d'ailleurs réellement des Turcs* », et qu'il en résulta un art original.

Il n'y a pas contradiction entre l'utilisation des acquis de civilisations supérieures — surtout quand on s'enfonce comme les tribus turques au cœur de foyers prestigieux — et la sauvegarde d'une personnalité robuste et pure. Au fait, quoi qu'on pense communément, la pureté nationale, chez les peuples forts, ne s'acquiert-elle pas, plutôt qu'elle ne s'efface, au fil des épreuves et des fréquentations ?

★ *Voir la Turquie*, texte de Jean-Louis Bacqué-Grammont (sur des photographies de Roland et Sabrina Michaud). Hachette Réalités, 1977, 130 pages, 79 F.

La vie du langage

LA SOUPE AUX COQUES

PREPAREE et dégustée sur place, la *clams chowder* est connue de toute la côte atlantique des Etats-Unis (au moins jusqu'à Philadelphie) et du Canada. C'est une parente proche de la *soupe aux coques* immortalisée par Melville : « *Ah ! mes amis, écoutez ça : la soupe était faite de petits coquillages fondants, juteux, goûteux, à peine plus gros que des noisettes, soutenus par une farine de biscuits de mer pilés et par un émincé de porc salé, le tout généreusement enrichi de beurre et fortement relevé de sel et de poivre* (1) ! »

Ici, les « coquillages » sont plus gros, fermes et même durs, mijotés dans du lait, le reste à l'avenant. Telle quelle, et en conserve, elle est très appréciée au Québec. Mais la législation y impose que l'étiquetage des produits alimentaires soit bilingue ; d'où un problème nouveau, car si tout le monde dans la province de Québec (ou dans l'Acadie de langue française du Nouveau-Brunswick) sait parfaitement ce qu'est la *clams chowder*, on ne s'était pas encore avisé de la traduire.

Le terme retenu par la Régie de la langue française sera : *chaudrée de myes*. Pour *chaudrée*, l'équivalence est d'autant plus louable que le mot anglais en vient. Cette *chaudrée* n'est pas un mot nouveau ; elle figure au Littré comme la « *portion de la pêche prélevée pour la consommation des marins ou du patron d'un bateau* ».

Ce n'est pas absolument exact ; le *Dictionnaire général* fournit une meilleure solution, mais en deux fois. Il note que *chaudrée*, pour *chauderée*, désigne correctement le contenu d'une *chaudière*, et que celle-ci est, entre autres, le récipient « *où l'on fait cuire les aliments (pour l'équipage) à bord d'un navire* ».

Le mot (chaudrée) n'est nullement vieilli. Le *Grand Robert* le donne (vol. 1, p. 730) comme un dérivé de « chaudière » et comme une soupe au poisson. Ainsi font le *Logos* (Bordas édit.) et le *Lexis* (Larousse). Cependant, le *Trésor de la langue française* l'ignore : faute sans doute d'avoir fait entrer des menus de restaurant dans son ordinateur. La *chaudrée* est connue en effet des livres de cuisine et du vocabulaire de la restauration.

***

Autant est heureuse la « chaudrée », autant sont suspectes les *myes* de la Régie de la *langue* française (du Québec). Le *clam* est un coquillage atlantique, mais d'abord américain. Le terme anglais (de *clam, se tenir serré*) a donné en argot américain a *clam*, un type ennuyeux, qui ne desserre pas les dents, mais aussi une pièce d'argent (disparue) de 1 dollar, et par extension le dollar (2).

Ce clam, de la famille de mollusques des *Venus mercenaria*, est (nous apprend un spécialiste (3), cité par le *Supplément au Grand Robert*) « *un coquillage importé d'Amérique* (N. B., après 1945) *et acclimaté depuis quelques années dans la région de la Seudre* ». Le *Trésor de la langue française* l'enregistre, ce qui en fait (à moins d'être exagérément nationaliste) un mot français à part entière, et l'atteste déjà sous la plume de Jules Verne comme un coquillage comestible... des côtes d'Afrique.

Son correspondant le plus proche en France paraît être la palourde. C'est d'ailleurs sous le nom de soupe (ou sauce) aux palourdes, ou « aux grosses coques », que les Acadiens préparent et dégustent leur *clam chowdry*. Il est à peu près certain que, même si le clam et la palourde ne sont pas rigoureusement le même coquillage, scientifiquement parlant, ils le sont pour l'usage courant.

Au reste, le nom méridional de la palourde, la *clovisse*, évoque la même idée de fermeture serrée (clauss, klam). Par contre, la *mye* québécoise n'est *(un peu) connue* en France que des conchyologues. Le clam comme la palourde sont bien de la famille des myes, mais *il n'est pas plus heureux d'obliger* les restaurateurs ou les épiciers à proposer de la « chaudrée de myes » que de leur demander de *vendre des boîtes de bos communis* pour du bœuf, ou de *palinurus vulgaris* pour de la langouste.

En matière de terminologie, le mieux est l'ennemi du bien. Des *trois solutions possibles : considérer clam* comme francisé ; lui donner son équivalent français le plus proche, palourde ou clovisse; *ou se singulariser..., la Régie* de la langue paraît avoir choisi la troisième.

Encore le reculoir...

Du nouveau, et passionnant, sur le *reculoir*, étudié dans une précédente chronique (4). *De ce nouveau*, nous sommes entièrement redevables à une pléiade de lecteurs particulièrement avertis, qui nous excuseront de ne pas (faute de place) les citer nommément.

La *reculoire* (le féminin paraît plus fréquent que le masculin) est bien synonyme de l'*avaloire*. C'est, rappelons-le, la pièce du harnais qui passe derrière la croupe du cheval de *limon*, engagé dans les brancards d'une charrette, et non du cheval de timon, comme me l'a fait écrire une coquille : à un cheval de timon, attelé à la volée, une avaloire ne servirait de rien.

La reculoire est reliée au brancard par une courroie ou une chaîne de *reculement*. Les *Petit Larousse* de jadis donnaient le dessin et la nomenclature du tout, ès temps heureux où le cheval régnait encore sur les champs et les rues. Noms chargés de poésie : la muserolle, la cocarde, le panurge, la fausse martingale...

Pourquoi la même pièce de harnais a-t-elle pu recevoir concurremment deux appellations aussi dissemblables que *reculoire* et *avaloire* ? Selon les régions et les métiers (militaires, laboureurs, charretiers), et selon nos lecteurs, ni l'un ni l'autre de ces deux termes ne l'emporte vraiment. La fonction de ce harnachement est très assurée : il permet au cheval de limon soit de faire reculer son véhicule, soit de le retenir dans une descente.

Mais précisément, la descente, c'est l'*aval*, le plus souvent s'agissant d'un cours d'eau ; mais, anciennement aussi, d'un chemin. La même pièce était donc une reculoire quand on pensait plutôt à l'une de ses fonctions (faire reculer le véhicule), une avaloire si l'on pensait à l'autre (le retenir dans une descente).

La première action, étant de beaucoup plus fréquente que l'autre (qui pouvait être assurée par un frein), l'a emporté. Mais, m'écrivent d'autres correspondants, soyons plus précis encore. « *Etre sur le reculoir* » existe bien, ou a existé naguère, dans le Quercy et l'Albigeois, en Bourbonnais, en Bretagne — autant dire dans toute la France paysanne.

Et l'application en est différente et subtile. Tirant une charrette ou une voiturette de munitions, un *cheval vieilli, ou un mulet mené à* la main par un conducteur marchant à sa tête, renâclait souvent à escalader un talus ou une butte. Il se *campait alors sur le reculoir* tandis que son conducteur le tirait par la bride, et que le meilleur gagne !

D'où l'application (moins rare qu'on ne le croirait, m'écrivent des lecteurs de province) de l'expression *être sur le reculoir* à des hommes réservés, taciturnes, méfiants, etc. En ce sens, c'est toujours *le* reculoir qui est employé. Appliqué à l'inflation, être sur le reculoir c'est être sur la défensive.

On ne peut en tout cas qu'apprécier *la force de ces deux mots* ou expressions (la chaudrée, être sur le reculoir) ; s'étonner de leur absence dans nos dictionnaires ; *et encourager les amateurs* d'une bonne langue à les utiliser hardiment.

***

Toujours de nos lecteurs, un complément d'information sur les noms des doigts. Limitons-nous aujourd'hui *à deux des noms les plus étranges* donnés un peu partout en France à l'annulaire.

D'une part, la série : *malaki, malassi* ; d'autre part, la série : *Jean-dusso, daussau*, etc. Je ne voyais d'explication ni à l'une ni à l'autre ; et il ne semblait pas qu'il en existât une. Mais, recoupés et articulés, les témoignages de nos lecteurs pourraient offrir une hypothèse plaisante. Ce malaki s'écrit entre autres : *mal-acquis*, et malassi : *mal-assis*. Quant à l'autre, c'est *Jean-du-sot* qu'il faut lire en tout cas.

Autant de termes qui évoquent irrésistiblement le triste sort de l'homme marié, qui porte à l'annulaire la preuve de son servage. C'est « Jean-le-sot » ; ou bien son anneau de mariage est « mal-acquis », et l'on sait que bien mal acquis ne profite pas. Rien ne confirme absolument cette hypothèse : elle vous aura du moins amusés.

JACQUES CELLARD.

(1) Herman Melville : *Moby Dick*, traduction Armel Guerne. Ed. Club français du livre, 1955, page 109.

(2) Etienne et Simone Deak : *Grand Dictionnaire d'américanismes*, Ed. du Dauphin, 1973, page 143.

(3) L. Lambert : *les Coquillages comestibles*, collection « Que sais-je ? », PUF Ed., 1950, page 92. *Supplément au Grand Robert*, page 113.

(4) *Le Monde* daté 14-15 août.

TÉMOIGNAGE

Nous ne sommes pas des négriers

A la suite de l'article d'Alain Giraudo sur « La cueillette des framboises » (le Monde *du 11 août), Mme Janine Gardi, agricultrice à Velleron, nous a adressé le témoignage suivant dont nous respectons le style :*

SI nous employons de la main-d'œuvre étrangère c'est parce que nous ne trouvons plus de travailleurs français voulant exercer ce métier, mais, de là à nous traiter de négriers utilisant de la « main-d'œuvre taillable et corvéable » à merci, dans des conditions de vie invraisemblables, pour des salaires ridicules !... Nous avons une petite exploitation, mais il y a des moments, il faut pas mal de personnel. Il faut que l'employé respecte le patron et que ce dernier respecte ses employés. Cette année, j'avais six nationalités, six langues différentes et six législations différentes et presque tous analphabètes.

Notre chef de culture vient chez nous depuis quinze ans. Il est Espagnol ; il a acheté à Valladolid un appartement qu'il loue à un très bon prix (bien qu'il fournisse de l'argent à sa famille). Notre tracteuriste, plus jeune, vient depuis six ans. Il est en train de finir de payer une maison qu'il a achetée. Quant aux Arabes, s'ils ont l'air misérables, ils ne sont pas malheureux ; ils arrivent en février, une majorité de cartes de travail (actuellement au renouvellement ; je tâche qu'elles soient valables dix ans, ainsi que leurs cartes de séjour) ; ils ont très froid car cela fait un contraste ; ils ont une grande partie de l'année le feu de bois qui brûle dans la cuisine et dans leur chambre, mais cuisinent au gaz, chacun, selon s'il a une famille nombreuse ou pas, apporte *un cadeau, qui un sac d'oranges* cueillies la veille dans le jardin, avec des grappes de dattes mûres, le tout d'une saveur incomparable (car, en respectant leurs droits pour tout, allocations et salaires, ils se payent le voyage en avion), qui apporte un sac à main, un tapis, un brûle-parfum, des corbeilles à pain, des chaussures, une table basse en cuivre, une théière ou un plateau en argent ; ils sont logés, chauffés, éclairés ; ils ont toute leur literie lavée, désinfectée, repassée, reprisée, des légumes et fruits à volonté, lorsqu'il y en a.

Il faut avoir pitié d'eux car ils sont déracinés, huit, neuf mois loin de chez eux. Il faut les débrouiller pour les allocations car les nouveaux, parfois depuis trois ans, n'ont rien touché. Il faut s'occuper de leur feuille de maladie, leur coller les vignettes, s'occuper des remboursements auprès du consulat des demandes de changement de nom car ils sont légion à s'appeler pareillement et il faut un nom devant qui les différencie car leurs matricules en plus sont difficiles à établir car il n'y a en général que l'année de la naissance et encore faut-il qu'elle soit exacte. Il faut surveiller la validité de leur carte de travail et de séjour et les aider à faire leur dossier. Pour cela, j'établis chaque année un calendrier que je leur envoie afin qu'ils sachent où ils en sont.

Moi, à longueur d'année, je fais des papiers pour les aider et vous nous comparez à des négriers ! Ils ont leur douche, leur W.C., des éviers convenables, des réchauds à gaz qui fonctionnent bien, beaucoup de vaisselle, des bassines pour laver ce qu'ils ont envie de laver, fer à repasser, transistors, certains ont des voitures, d'autres des mobylettes. S'ils font de la cuisine, ils la font bonne et boivent du thé excellent. Chaque nationalité vit séparée, cela est préférable. Vous ne savez sans doute pas que les patrons travaillent en saison seize heures par jour...

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1975

Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.

CARNET

Décès

Roger LOUBRY

— Nous apprenons le décès, survenu à Athènes, de
M. Roger LOUBRY,
ancien directeur général
de la compagnie aérienne U.T.A.

[Né le 3 mai 1912 à Biarritz, ancien officier de marine, Roger Loubry avait, au lendemain de la seconde guerre mondiale, commencé sa carrière aéronautique comme pilote, puis chef pilote à Air France. En 1949, il fonde avec Jean Combard et à l'intérieur du groupe des Chargeurs réunis, la compagnie U.A.T. (Union aéronautique de transport), dont il est le cogérant. De 1954 à 1963, il est codirecteur de l'U.T.A. (Union des transports aériens), qui a succédé à l'U.A.T.

Sans jamais cesser de piloter (il avait à son actif plus de quinze mille heures de vol), Roger Loubry avait réalisé les premiers parachutages au Labrador pour les expéditions polaires françaises. Il avait joué un rôle déterminant dans le défrichage des lignes aériennes en Afrique. Roger Loubry était directeur général adjoint d'Air Afrique. Il était resté jusqu'à sa mort conseiller à la direction d'U.T.A. tout en assistant, dans les questions aéronautiques, Aristote Onassis. De 1966 à 1971, il fut directeur d'Olympic Airways, la compagnie appartenant à l'armateur grec.]

— Limoges, le 9 septembre 1977.
Mme Guy Charrière,
M. et Mme Jacques Body et leurs enfants,
M. et Mme Bernard-Loup Sardin et leurs enfants,
M. et Mme Christian Charrière-Bournazel et leurs enfants,
Docteur et Mme Christian Renaux et leurs fils,
M. et Mme Jean-Jacques Charrière et leurs enfants,
M. et Mme Michel Yvon,
M. et Mme Jacques Charrière et leurs enfants,
Mlle Mylène Charrière,
son épouse, ses enfants, petits-enfants, frère, belle-sœur, nièces et cousine,
Les familles Arnould et Oury et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à l'âge de soixante-neuf ans, de
Me Guy CHARRIERE,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
avocat à la cour de Limoges,
ancien bâtonnier
ancien maître-assistant
à la faculté de droit de Limoges,
ancien vice-président
et membre d'honneur
de la F.N.C.P.G. 1939-1945,
vice-président national
de l'Union de la propriété immobilière,
président départemental
de la Croix-Rouge française,
président du conseil d'administration
de la caisse d'épargne de Limoges,
ancien conseiller général
de la Haute-Vienne et du Lot,
ancien maire de Vayrac (Lot).

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 12 septembre à 10 h. 30, en l'église Saint-Michel-des-Lions à Limoges, suivie de l'inhumation, le même jour à 17 heures, dans le caveau de famille au cimetière de Vayrac.

11 ter, rue Petiniaud-Beaupeyrat, Limoges.

— Les Sables-d'Olonne.
La Boissière-de-Montaigu.
Mme Georges Gaudry,
Le docteur et Mme Michel Savarit et leurs enfants,
Le docteur vétérinaire et Mme François Joyeux et leurs enfants,
Les familles Clément, Gachet, Motillon, Givaudon et Gilbert,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges GAUDRY,
ingénieur des Arts et Manufactures,
survenu le 8 septembre 1977 aux Sables-d'Olonne, dans sa soixante-dix-septième année.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Saint-Sauvant (Vienne), le 12 septembre 1977 dans la plus stricte intimité.

4, rue des Ecoliers,
85100 Les Sables-d'Olonne.

— Mme H. Nusem et ses enfants ont la douleur de faire part du décès du
docteur Henri NUSEM,
survenu le 30 août 1977.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 2 septembre 1977.

Visites et conférences

DIMANCHE 11 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 63, rue de Monceau, Mme Bouquet des Chaux : « Musée Nissim de Camondo ».

15 h., grille d'honneur, place du Palais-Royal, M. Magnani : « Le Conseil d'Etat au Palais-Royal ».

15 h., 1, quai de l'Horloge, Mme Vermeersch : « La Conciergerie ».

10 h., Muséum national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire : « Histoire naturelle de la sexualité ».

15 h., terre-plein à la sortie du métro : « Le château de Vincennes » (L'Art pour tous).

15 h. 15, avenue Rachel, entrée principale : « Au cimetière de Montmartre » (Mme Barbier).

15 h. 30, sortie métro Pont-Marie : « Hôtels du Marais » (Mme Camus).

10 h. 30, métro Monge : « Mouffetard et ses secrets ».

15 h., entrée principale, boulevard de Ménilmontant : « Les tombes célèbres du Père-Lachaise » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

10 h., entrée principale, boulevard de Ménilmontant : « Au Père-Lachaise : colombarium et crématorium ».

15 h., entrée principale, boulevard de Ménilmontant : « Au Père-Lachaise : fétiches politiques ».

15 h., place du Palais-Bourbon : « Le Palais-Bourbon » (Histoire et archéologie).

15 h., 35, rue de Picpus : « L'enclos tragique de Picpus ».

15 h., 23, quai Conti : « De l'Institut aux maisons provinciales du quartier » (Paris et son histoire).

15 h., face gare de la Bastille : « Le vieux faubourg Saint-Antoine » (Paris inconnu).

15 h., 93, rue de Rivoli : « Les splendides salons du ministère des finances » (Visages de Paris).

15 h., parvis église Saint-Gervais-Saint-Nicolas, M. Guasco : « Les mystères templiers au Marais ».

20 h. 30, métro Saint-Paul : « Crime et sorcellerie au Marais » (Templia).

CONFERENCE. — 15 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Conscience cosmique et méditation transcendantale » (entrée libre) (Centre de méditation transcendantale).

LUNDI 12 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., place Roger-Le Vanneur (autobus n° 6, gare d'Enghien), Mme Bachelier : « Montmorency : la maison de J.-J. Rousseau et l'église, chapelle funéraire d'une des vieilles familles de France ».

15 h., métro St-Michel, sortie place Saint-André-des-Arts, Mme Bouquet des Chaux : « Le quartier Saint-André-des-Arts et la cour de Rohan ».

15 h., Saint-Mandé, 22, rue Fays (métro Saint-Mandé-Tourelles), Mme Pennec : « De Juliette Drouet à Vidocq : tombes célèbres du cimetière de Saint-Mandé et église Saint-Louis de Vincennes ».

15 h., entrée, boulevard du Palais, Mme Zujovic : « La Sainte-Chapelle et ses vitraux » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Pont-Marie : « L'hôtel de Lauzun » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

14 h. 30, cour du château, sous la statue de Louis XIV : « L'Orangerie du château de Versailles » (syndicat d'initiative).

15 h., métro Jussieu : « Les arènes de Lutèce » (Histoire et archéologie).

15 h., entrée sur la place : « Les salons de l'Hôtel de Ville ».

15 h., 40, rue Bichat : « L'hôpital Saint-Louis » (Paris et son histoire).

20 h. 30, métro Saint-Paul, M. Guasco : « Les hôtels inconnus du Marais » (Templia).

● *La mort d'André Bossin.* — Une erreur s'est glissée dans la nécrologie que nous consacrions, dans *le Monde* du 8 septembre, à Me Bossin, décédé le 28 août. Me Bossin est notamment l'auteur d'un ouvrage intitulé *les Nations et l'organisation mondiale* (et non pas nationale) *de la paix*.



SPECTACLES

Samedi 10 - Dimanche 11 septembre

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Châtelet : Volga (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30).

Centre Georges-Pompidou, animation musicale par les membres de l'Ensemble intercontemporain, 18 h. : tuba (Kagel, Kraft, Antoniou) ; 19 h. : contrebasse, trombone (Schwartz, Bosseur) ; 20 h. : violoncelle (Yun, Henze) ; 21 h. : violon, clarinette, piano (Bartok). — Dim., 18 h. : trombone, contrebasse, piano (Schwartz, Leibowitz, Druckman) ; 19 h. : cor, trompette (Hindemith, Morrill) ; 20 h. : flûte (Berio, Varèse, Petrassi), flûte, basson (Villa-Lobos) ; 21 h. : clarinette, contrebasse (Bosseur, Pousseur, Globokar).

Les autres salles

Antoine : les Parents terribles (sam., 20 h. 30).
Atelier : le Faiseur (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Athénée : Equus (sam., 21 h.).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Daunou : Pepsie (sam., 21 h. ; dim. 15 h.).
Fontaine : Irma la Douce (sam., 21 h.).
Gymnase : Arrête ton cinéma (dim., 15 h. et 21 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45).
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge : les Deux Gentilshommes de Vérone (sam. et dim., 20 h. 30) ; le Manuscrit (sam. et dim., 22 h.). — Théâtre noir : Molly Bloom (sam. et dim., 20 h. 30) ; C'est pas de l'amour (sam. et dim., 22 h. 30, dernière).
Madeleine : Peau de vache (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Michel : Au plaisir, madame ! (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Mouffetard : Erostrate (sam., 20 h. 45).
Montparnasse : Même heure l'année prochaine (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Nouveautés : Divorce à la française (sam., 20 h. 45 ; dim., 16 h., dernière).
Poche-Montparnasse : Sigismond (sam. 20 h. 30 et 22 h. 30).
Studio des Champs-Elysées : les Dames du jeudi (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Théâtre Oblique : les Gros chiens (sam., 18 h. 30).
Théâtre de la Péniche : le Retour (sam., 20 h. 30).
Théâtre Présent : la Serrure ; la Voix (sam. et dim., 20 h. 45, dernière).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups : l'Amour en visite (sam., 22 h. 30)

Jazz, pop', rock et folk

Théâtre Mouffetard : Horo Ansata (sam., 22 h.).
Lucernaire Forum, 21 h. et 22 h. 45 : Bobby Few.
Golf Drouot, 23 h. : Bang.

Festival estival

Hôtel de Sully : Musique et jardins, pays d'illusions : Joëlle Bernard, harpe ; Udo Reinemann, baryton (dim., 11 h. et 18 h.).
Bateaux-Mouches : Pierre Bouyer, clavecin (Gibbons, Scarlatti, Couperin, Haendel) (dim. matin.).
Théâtre Récamier : Quatuor des classes Kieffer (musiques des 16e et 17e siècles) (sam., 18 h. 30).

Les concerts

Voir les salles subventionnées et le Festival estival.
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile : G. Fumet, flûte (Bach, Varèse) (dim., 15 h.).
Parc floral de Vincennes : Musique des gardiens de la paix (dim., 15 h.).
Notre-Dame de Paris : R. Meyer Schumann, Bach, Rheinberger) (dim., 17 h. 45).

Les chansonniers

Caveau de la République : Plan, rate plan... et re plan plan (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Deux-Anes : Marianne, ne vois-tu rien venir ? (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot, sam. : 15 h., le Fils du cheik, de G. Fitzmaurice, Arènes sanglantes, de F. Niblo ; 18 h. 30, Boulevard du Crépuscule, de B. Wilder ; 20 h. 30, la Déesse, de J. Cromwell ; 22 h. 30, Platinum blonde, de F. Capra. — Dim. : 15 h., le Guépard, de L. Visconti ; 18 h. 30, la Vallée, de B. Schroeder ; 20 h. 30 : Promenade avec l'amour et la mort, de J. Huston ; 22 h. 30 : Nosferatu le Vampire, de F.W. Murnau, la Marque du vampire, de T. Browning.

Les exclusivités

ACCELERATION PUNK (Ang. v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LE BISON BLANC (A., v.f.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Les Images, 18e (522-47-94).
BLACK SUNDAY (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
COMME LA LUNE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE CONTINENT OUBLIE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
LE DERNIER DES GEANTS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERNIERE SORTIE AVANT ROISSY (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40). Jusqu'à V., 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42)
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25). Studio Marigny, 8e (225-20-74)
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (**) : Saint-Germain-Huchette, 6e (633-87-59) jusqu'à V., Quintette, 5e (033-35-40), à partir de Sam. ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Athéna, 12e (343-07-48).
DONALD ET DINGO AU FAR-WEST (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), La Royale, 8e (265-82-66), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
DUELLISTES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
L'HOMME PRESSÉ (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54), Marignan, 8e (359-92-82), Français, 9e (770-33-88), Nations, 12e (343-04-67), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e 544-57-34), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
J.A. MARTIN PHOTOGRAPHE (Can.) U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), La Clef, 5e (337-90-90), Bonaparte, 6e (326-12-12), Lucernaire, 6e (544-57-34), Biarritz, 8e (723-69-23)
LE MAESTRO (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Paris, 8e (359-53-99).
MONSIEUR PAPA (Fr.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES NAUFRAGES DU 747 (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS (It., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
OMAR GATLOATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Palais des glaces, 10e (607-49-93).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE PASSÉ SIMPLE (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Helder, 9e (770-11-24) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Tourelles, 20e (636-51-98), heures spéciales.
PROVIDENCE (Fr., vers. ang.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LA QUESTION (Fr.) (**) : les Templiers, 4e (272-94-56).
ROCKY (A., vf.) : Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
ROOTS, ROCK REGGAE (Angl., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
SS REPRESAILLES (It., v.f.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
SWASTIKA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Calypso, 17e (754-10-68).
SALO (It., v.o.) (**) : Styx, 5e (633-08-40).
LA THEORIE DES DOMINOS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-Fr., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
TROIS FEMMES (A., v.o.) : P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
UN BOURGEOIS TOUT PETIT PETIT (It., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
UNE ETOILE EST NÉE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97).
THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
THX 1138 (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
UN HOMME DANS LA FOULE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
TOMMY (Ang., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), New-Yorker, 9e (770-63-40).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
VERA CRUZ (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
BEN ET BENEDICT (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h. (sauf S. et dimanche).
HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 heures.
HESTER STREET (A., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sauf S. et D.).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 12 h. 20 (sauf D.).
L'ESCALIER INTERDIT (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), mardi à 21 h., vendredi à 23 heures.
MON CŒUR EST ROUGE (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
NEWS FROM HOME (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
LA NUIT DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) (*) : Le Seine, 5e, à 22 h. 30.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 heures.
PIERROT LE FOU (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 heures.
POINT LIMITE ZERO (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), à 12 h. et 24 heures.

LES FILMS NOUVEAUX

ANNIE HALL, film américain de Woody Allen. V.o. : Boul'Mich, 5e (033-48-29), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

DES ENFANTS GATES, film français de Bertrand Tavernier : Quintette, 5e (033-35-40), Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

UNE JOURNEE PARTICULIERE, film américain d'Ettore Scola. V.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23). V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Magic-Convention, 15e (828-20-64).

L'IMPRECATEUR, film français de Jean-Louis Bertucelli : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Studio-J.-Cocteau, 5e (033-47-63), Studio-Alpha, 5e (033-39-47), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-70), Mercury, 8e (225-75-90), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

VALENTINO, film anglais de Ken Russel (*). V.o : Vendôme, 2e (073-97-52), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19). V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75).

L'AMOUR EN HERBE, film français de Roger Andrieux : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Colisée, 8e (359-29-46), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

UN PONT TROP LOIN (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UN TAXI MAUVE (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les grandes reprises

ALLONSANFAN (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
AU FIL DES TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
BELLE DE JOUR (Fr.) (**) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Jusqu'à vendredi.
COMPLOT DE FAMILLE (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
LES CONTES IMMORAUX (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.
ELVIS ON TOUR (A., v.o.) : Hollywood Bd, 9e (770-10-41).
ELVIS SHOW (A., v.o.) : Hollywood Bd, 9e (770-10-41).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.) (*) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18). Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA FLUTE ENCHANTEE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
HESTER STREET (A., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
JOUR DE FETE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
LE LAUREAT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LOVE ME TENDER (A., v.o.) : Hollywood Bd, 9e (770-10-41).
LOVE STORY (A., v.o.) : Calypso, 17e (754-10-68).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
MORE (A., v.o.) (**) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25). — V.f. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MUSIC LOVERS (Ang., v.o.) (**) : Broadway, 16e (527-41-16).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Studio Dominique, 7e (705-04-55).
LA PLANETE SAUVAGE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
PORTIER DE NUIT (It.-All., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
THE HARDER THEY COME (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), Action République, 11e (805-51-33).
LA SALAMANDRE (Suisse) : Saint-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 24 h.
TRISTANA (Esp., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
UN ANIMAL DOUE DE DERAISON (Fr.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), mardi à 21 heures.
WOODY ET LES ROBOTS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, à 12 h. 5 et 24 h.

Les festivals

D'EISENSTEIN A TARKOVSKI (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : 14 h. 30 : Alexandre Newski ; 16 h. 30 : le Cuirassé Potemkine ; 18 h. 30 : Andrei Roublev ; 22 h. : Solaris.
EROTISME ART ET ESSAI (v.o.) : Le Seine, 5e : 12 h. 15 : Je, tu, il, elle ; 14 h. : Johan ; 15 h. 30 : Sweet Movie ; 17 h. 30 : Dehors, dedans ; 19 h. : le Regard ; 20 h. 30 : le Jeu avec le feu.
H. BOGART (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : le Port de l'angoisse (sam.) ; Accross the Pacific (dim.).
MARX BROTHERS (v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : la Pêche au trésor (sam.) ; Animal Crackers (dim.).
I. BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) : la Source (sam.) ; le Visage (dim.).
WOODY ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : jours pairs : Bananas ; jours impairs : Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe...
HOMMAGE A GLENDA JACKSON (v.o.) : Le Ranelagh, 16e (288-64-44) : en alternance : Hedda ; A Touch of Class ; Un dimanche comme les autres ; Love.
STUDIO 28, 18e (v.o.) (606-36-07) : les Danoises et l'Amour...
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Banana Split (sam.) ; Ziegfeld Follies (dim.).
CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS : La Pagode (705-12-15) : les Enfants du paradis (sam.) ; Boudu sauvé des eaux (dim.).
LAUREL ET HARDY (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Conscrits (sam.) ; Les montagnards sont là (dim.).
L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : les Tueurs à la lune de miel (sam.) ; l'Epouvantail (dim.).
BULLE OGIER : Olympic, 14e : Duelle (sam.) ; Céline et Julie vont en bateau (dim.).
CINEMA ITALIEN (v.o.) : Studio des Acacias, 17e (754-97-83) : 14 h. : Fellini-Roma ; 16 h. : les Contes de Canterbury ; 18 h. : le Décameron ; 22 h. : les Mille et Une Nuits.
POLANSKI (v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) : 13 h. 45 : Macbeth ; 16 h. (V., S. + 0 h. 30) : Répulsion ; 18 h. : le Bal des vampires ; 20 h. : Chinatown ; 22 h. 15 : le Locataire.
BOITE A FILMS (v.o.) (754-51-50). — I : 13 h. : Pink Floyd à Pompéi ; 14 h., 22 h. : Délivrance ; 16 h. : le Lauréat ; 17 h. 45 (V., S. + 0 h. 15) : le Lauréat ; 19 h. 45 : Dersou Ouzala. — II : 13 h. : Jeremiah Johnson ; 14 h. 45 : 1900 (première partie) ; 17 h. 30 : 1900 (deuxième partie) ; 20 h. 15 : Mort à Venise ; 22 h. 30 : Phantom of the paradise ; V. et S., à 24 h. : Zardoz.

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

« TISSU ET CRÉATION » A LYON

Une toile est une toile

Ce n'est pas la première, ni sans doute la dernière des expositions où sont regroupés les peintres préoccupés par la toile en tant que tissu souple, qui travaillent non pas sur, mais avec la toile : le groupe Support-Surface a vécu, mais a fait beaucoup de petits depuis bientôt dix ans. Sans compter les artistes isolés qui, avant lui, ou parallèlement, mais sans envelopper leur création dans un discours théorique, n'en avaient pas moins jeté par-dessus les moulins le support traditionnel de la peinture et son cadre rigide, exploité la souplesse de la toile-tissu débarrassée de son châssis, usé de pliures, et des techniques artisanales d'imprégnation de la couleur, vieilles comme le monde des hommes qui s'habillent.

Parmi ces isolés, on peut citer Albert Aymé, Simon Hantaï, ou les Américains Timothy Hennessy et Sam Gilliam, tous représentés à l'exposition Tissu et Création*, que propose l'Espace lyonnais d'art contemporain (ELAC). L'Espace, c'est ce nouveau lieu culturel logé au dernier niveau du Centre d'échanges Lyon-Perrache, pont de béton rose jeté entre le cœur de la ville et ses grandes voies d'accès. Un lieu un peu ingrat avec son trou sur les niveaux de galeries marchandes, et cet énorme lustre pour un manège de foire. «Cel dit, un lieu vaste, cloisonnable, et couronné d'une charpente métallique « Beaubourg », qu'il faut savoir occuper, et qui se porte plutôt bien d'être chauffé par les grandes toiles de l'exposition.*

Ce n'est pas la première exposition de l'ELAC. D'autres y ont été faites, avant même que les travaux soient achevés. L'une, notamment, était consacrée aux jeunes artistes de la région lyonnaise, qui marquait d'emblée la volonté des responsables de l'animation du Centre, M. Jean-Louis Maubant et — formule originale — l'Association des critiques d'art lyonnais que préside M. André Déroudille, de ne pas donner dans le parachutage parisien, et de réaliser des manifestations qui aient des racines régionales.

Tissu et création*, à Lyon, capitale de la soie, prend ainsi tout son sens. C'est une exposition qu'il ne faut pas voir seulement comme un regroupement d'artistes autour de la notion de toile libre, mais aussi comme une tentative pour susciter de nouveaux rapports entre l'industrie textile et les artistes, bien que les œuvres exposées découlent d'une recherche de pure plastique. C'est pour cela que l'exposition a été faite, qui d'ailleurs est la première d'une série destinée à recréer des liens entre industriels et artistes, et, à l'instar de ce qui s'est fait en d'autres temps, avec un Oberkampf, un Ducharne, un Bianchini, inciter les soyeux à renouveler l'impression sur étoffe.*

Pour les artistes de l'exposition, la toile, élément essentiel du langage, est pensée comme tissu souple, malléable, treansparent, à imprégner de couleurs, à froisser, à plier, à tordre, à coudre, à couper en lanières, en bannières, en drapeaux. Soit une appréhension du tissu comme étoffe, dans sa matérialité — un terrain favorable pour une éventuelle collaboration avec les soyeux.

La plupart des artistes présents — tous ceux pour qui la toile-tissu joue un rôle déterminant dans la création ne sont pas à cette exposition, mais l'échantillonnage est bon — sont connus, avec chacun leur démarche spécifique : Jean-Michel Meurice et ses longues gradations colorées, Claude Viallat et ses empreintes répétitives, Noël Dolla et ses croix couturées, Georges Badin de l'ex-groupe Textruction, Christian Jaccard, ses empreintes de cordes tressées et ses belles failles blanches, l'Américain Alan Shields avec une très grande pièce gris violacé piquée de fils jaunes, noirs, blancs, qui animent légèrement la surface presque monochrome, rehaussée par endroits de motifs brodés...

Il faut faire une place à part à Patrice Hugues, largement représenté, et pour cause. De tous ces artistes, il est le seul à envisager son travail en relation avec l'industrie, à poser le tissu comme revêtement, ce qui ne l'empêche pas de réaliser des œuvres parfaitement autonomes, et même parfois moins décoratives que celles de ceux qui se situent exclusivement sur le plan de l'art pour l'art. Hugues a déjà travaillé pour l'industrie textile ; en 1971, il a rencontré des industriels du Nord, et créé ses premiers tissus imprimés : et, récemment, il a publié une étude, « Le tissu et ses motifs, un itinéraire concret du langage ». *Un de ses pôles d'intérêt : la transparence des images. Par thermo-impression, il reporte sur des voiles de tergal des vieilles photographies de familles brunes ou bleutées, des paysages, des personnages. Jeu d'écrans mouvant, sur trois ou quatre épaisseurs — comme pour cet arbre que l'on perçoit derrière une persienne — avec un petit côté suranné, un peu sophistiquée parfois, mais plein de charme.*

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Espace lyonnais d'art contemporain, centre d'échanges Lyon-Perrache, jusqu'au 9 octobre.

Musique

Sept cents musicologues à Berkeley

Tous les cinq ans, les musicologues de tous pays se réunissent en congrès. C'est ainsi que du 21 au 27 août plus de sept cents d'entre eux se sont rencontrés sur le campus de Berkeley pour traiter des « Horizons interdisciplinaires dans l'étude des traditions musicales, Est et Ouest ». Pas moins de vingt-sept « tables rondes » « tournaient » autour de ce thème ambitieux, allant des problèmes très généraux tels que « Transmisison et forme dans les traditions orales », « Musique et masse media », à des sujets concernant plus spécifiquement le thème central : « Routes africaines de la musique dans les Amériques », « Danses de cour Est et Ouest », « Traditions du chant et liturgie en Méditerranée », « Conceptions du mode en Orient et en Occident », etc.

Cette réunion — la douzième de la Société internationale de musicologie — avait pour originalité l'extension géographique des sujets traités et une tentative de faire cohabiter des spécialistes de tradition historique avec des ethnomusicologues. Cet objectif n'a été que faiblement atteint pour des raisons faciles à comprendre : moins d'une quarantaine d'ethnomusicologues étaient présents et quelque peu noyés dans la masse des « occidentaux », préoccupés pour leur part par l'euphonie au XVe siècle, l'humanisme et la musique, l'Opéra à l'époque des Lumières ou au XXe siècle. Les méthodes de travail et, même, les objectifs sont trop différents, l'état d'avancement des disciplines trop inégal, pour que cette tentative ait pu être autre chose qu'un effort généreux, mais destiné à rester vain tant qu'il n'aura pas d'abord été réalisé dans les universités. Or, pour celles-ci, l'histoire de la musique occidentale reste évidemment le domaine privilégié de la recherche, bien que certaines aient timidement offert une place aux cultures non européennes, qui sont d'ailleurs le plus souvent enseignées... par des occidentaux. On notera d'ailleurs que les universités japonaises, elles aussi, étudient plus volontiers Beethoven et Wagner que les musiques traditionnelles d'Extrême-Orient. Mais un langage commun, une problématique plus rigoureuse, l'habitude plus fréquente de débattre ensemble des problèmes essentiels, devraient rapprocher de plus en plus les deux groupes.

L'exemple était cependant donné dans des concerts, comme celui de Richard Felciano pour gameversité de Berkeley (dans la tradition inaugurée par Mantle Hood à Los Angeles), comme des auditions de jazz d'avant-garde, de folklore mexicain, de musique chorale afro-américaine, de musique ukrainienne, bulgare, arabe, indienne, etc. ; tandis que les séances les plus interdisciplinaires étaient sans doute celles que les étudiants du campus, indifférents aux congrès, improvisent chaque jour en plein air pour leur propre plaisir avec un savoureux éclectisme. Trois concerts plus traditionnels furent consacrés respectivement à Guillaume de Machaut (pour le sixième centenaire), aux Vêpres *de Monteverdi et à la musique américaine contemporaine, avec, notamment, une œuvre de Richard Felciano pour Gamelang et orgue.*

Ce congrès était donc aussi une fête musicale et une démonstration de la suprématie actuelle de la musicologie américaine, qui, très peu développée avant la dernière guerre, produit maintenant plus de trois cent cinquante thèses spécialisées chaque année et est présente dans environ soixante universités (pour six en France). De nombreux éditeurs présentaient à Berkeley leurs dernières éditions et ouvrages — les Français presque seuls exceptés. On peut espérer une situation meilleure pour ceux-ci lors du prochain congrès : rendez-vous a déjà été pris pour 1982 à Strasbourg.

FRANÇOIS LESURE
conservateur en chef du département de la musique à la Bibliothèque nationale.

Les femmes à Beaubourg

UN ILOT DE POLÉMIQUE

« *Vous ne vous libérerez jamais par la lutte agressive que vous arborez chaque jour, mais par l'amour !* », a-t-il écrit sur le cahier d'écolier qui accueille les impressions d'exposition. En marge, elle lui a répondu : « *L'amour, ça fait deux mille ans qu'on vous en fait subir les conséquences et que nous en souffrons !* » Au sein de la plus grande usine à culture du monde, un îlot de parois mobiles où ne se silhouette aucun art officiel suscite la polémique. Sous une fresque de Fernand Léger se déploie la rétrospective murale qu'ont composée les féministes de l'association *Choisir*.

Photos d'actualité, coupures de journaux, textes écrits par des femmes multiples, font surgir, en un *patchwork* très « style manif », les zones de lumière que les six dernières années ont projetées dans la conscience collective du deuxième sexe. Une *succession* d'apartés présente ces années où les femmes ont donné maintes chiquenaudes aux idées reçues et tenté de mettre le droit à la hauteur des mœurs : du « manifeste des trois cent quarante-trois » au procès de Bobigny, de la loi Veil aux procès de viol, l'exposition dit avec éloquence l'articulation de ce patient travail de Sisyphe.

En rupture de gynécée, puis de cercle intimiste, la lutte des femmes pour échapper à la fatalité de leur sexe prend aujourd'hui diverses formes. Cette lutte met en cause la traditionnelle image féminine que les militantes ont figurée en réalisant, à partir des éclatantes quadrichromies contenues dans les livres d'enfants et les magazines, de superbes collages-raccourcis édifiants.

Dans leur temple même, les amateurs d'art se rebellent. « *Qu'importe !* disent les féministes accourues, *Schéhérazade est morte. Les femmes ne raconteront plus d'histoires. Le mérite de cette exposition aura été de montrer que les femmes, êtres longtemps sans passé, désormais ont une histoire !* »

MICHÈLE SOLAT.

★ Centre Georges-Pompidou, hall d'accueil, jusqu'au 18 octobre.

■ C'est le lundi 12 septembre à 18 h 30 qu'a lieu la première des sept lectures-rencontres organisées par l'Odéon et le bureau d'auteurs de l'ATAC, avec une pièce inédite de Michel Deltheil « Un jeté, deux boucles ». Le 13, ce sera « les Thèmes vénitiens », d'Yvanne Daoudi ; le 14, « Key West », de Jacques Josselin ; le 15, « le Mystère de PH », de Kosmas Koroneos ; le 16, « Le plus difficile, c'est le titre », de Stéphane Bouy ; le 17, « les Châles », de Roger Le Gall et à 20 h 30, « Gunter Saree », de Serge Martin D. Ces lectures à une ou plusieurs voix sont faites en présence de l'auteur avec qui le public pourra engager un dialogue. L'entrée est libre.

Variétés

LE NOUVEAU BIG BAZAR

Formé il y a cinq ans à l'initiative de Michel Fugain, le Big Bazar s'est séparé de son créateur et vole aujourd'hui de ses propres ailes, avec, comme meneurs de jeu Gérard Kaplan et Christiane Mouron et, après avoir perdu quelques membres, en a engagé d'autres.

La même conception, les mêmes qualités et les mêmes défauts se retrouvent dans ce nouveau Big Bazar. Le spectacle est présenté en forme de comédie musicale par une jeune troupe de onze membres qui chantent, dansent, et où chacun peut jouer un rôle de soliste. Il y a du rythme, du soleil, il y a de la spontanéité. La mise en scène est propre. Enfin, les rengaines sans véritable inspiration, racolant tous les thèmes à la mode, sont interchangeables. Les comportements sur scène sont traditionnels. L'univers présenté est simplet, manque singulièrement de vibration, de tension. — C. F.

★ Olympia, 20 h. 45.

LILLE SONORISÉE
par Pierre HENRY

Festival cosmogonique à Lille : la ville de M. Pierre Mauroy va, des semaines durant, baigner dans les musiques de Pierre Henry, qui ne va pas tarder à transporter là-bas armes et bagages.

Une création, d'entrée de jeu : *Métamorphoses* allie aux rayons laser (ceux du groupe Laser-Graphics) et aux sonorités issues du corticalart (l'« instrument » qui transforme en musique l'énergie du cerveau) des bandes magnétiques, l'orgue et les voix en direct.

Reprise, ensuite (les 29 et 30 octobre) du parcours en douze concerts déjà présenté au Musée d'art moderne à Paris ; exécution (le 2 novembre) de *l'Apocalypse de Jean*, à l'église Saint-Etienne ; du *Voile d'Orphée*, de la *Messe de Liverpool* et du *Voyage* (le 3 novembre) ; de *Gymkhana*, de la *Deuxième Symphonie* et de *Futuristie* (le 5 novembre).

Conclusion, *les 6 et 7 décembre*, au palais de justice, avec la création de *Dieu*, action de voix et de gestes d'après Victor Hugo, interprétée par Jean-Claude Farré. Enfin, pour les promeneurs, diffusion dans les rues de musiques fonctionnelles à partir de six sources sonores inépuisables. Quand une ville devient « objet » musical.

■ M. Jean-Michel Rosenfeld, conseiller municipal de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), socialiste (il milite dans la minorité du PS ; le CERES), a été élu, le 8 septembre, président du conseil d'administration de la Maison des arts et de la culture André-Malraux de Créteil. Il succède à ce poste à M. Pierre Emmanuel, de l'Académie française, qui avait donné sa démission en 1976 après celle du directeur, M. Jean Négroni. L'intérim avait été assuré par M. André Guénon, administrateur civil.



MÉDECINE

LES RECHERCHES DE L'INSTITUT DU TABAC

« Volutes douces et amères »

Fragile et délicate, d'apparence inoffensive, telle apparaît *la fleur de la plante de tabac* offerte symboliquement aux participants des journées scientifiques organisées à l'occasion du cinquantenaire de l'Institut expérimental du tabac (1) de Bergerac (Dordogne). Une centaine de biologistes, d'ingénieurs et d'industriels du tabac ont assisté à cette manifestation, présidée par le professeur Daniel Bovet, prix Nobel de physiologie et de médecine (1957).

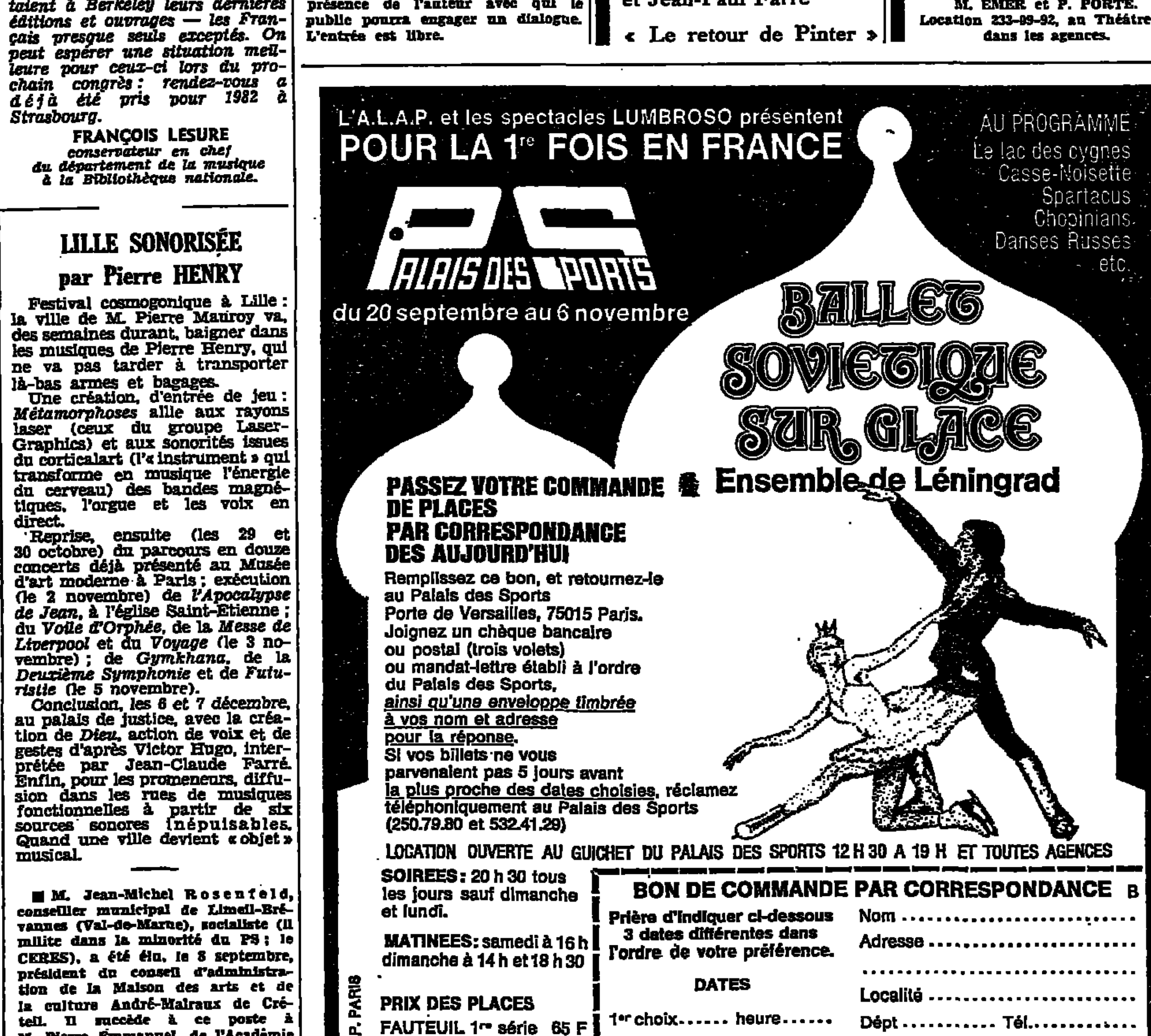
La réponse du Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA), à la campagne antitabac, apparaît d'emblée intelligente et apaisante. Pas d'hymne à la gloire de la nicotine ni de contre-offensive pour minimiser les *conséquences sanitaires de la fumée*. La nocivité du tabac est une cause entendue, mais la prohibition n'est pas la seule politique possible.

Dans tous les grands pays industriels, on cherche surtout à rendre les cigarettes moins toxiques, et l'Institut de Bergerac consacre la majeure partie de ses recherches à cette mission. Le monopole français a choisi une voie originale et difficile pour atteindre cet objectif : on ne fabriquera pas de produits de substitution comme en Amérique ni de matériaux synthétiques comme en Angleterre, mais on sélectionnera des produits qui seront naturellement moins toxiques. La génétique et les techniques d'hybridation sont ainsi sollicitées *pour produire des tabacs* héréditairement aptes à synthétiser plus ou moins d'alcaloïdes et de goudrons. On peut aussi jouer sur les conditions de culture, de récolte et de traitement pour faire varier le taux des composants chimiques. Par paliers successifs, on peut ainsi rendre les cigarettes tout à la fois moins nocives, et agréables, sans prendre le risque inconnu de l'adjonction de matières artificielles.

Mme S. Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, qui représentait symboliquement le grand public à ces journées scientifiques, a souligné qu'« *il n'était pas réaliste de vouloir autoritairement faire le bonheur des citoyens malgré eux, en les obligeant, par exemple, à renoncer d'un seul coup aux volutes douces et amères de leur cigarette* ». — J.-F. C.

(1) L'Institut expérimental du tabac de Bergerac est le plus important des établissements de recherches du SEITA. Doté d'installations modernes et accueillantes, il occupe une centaine de personnes et dispose d'un grand domaine réservé aux cultures expérimentales de tabac et de laboratoires permettant l'étude des propriétés biologiques et la détermination des caractéristiques physiques et chimiques du tabac. L'Institut possède aussi un centre de documentation et des installations permettant des stages et des réunions qui en font un centre de référence international.





LA VIE ÉCONOMIQUE

M. BERGERON (F.O.) RÉAFFIRME SA VOLONTÉ DE PRÉSERVER L'INDÉPENDANCE SYNDICALE

A Paris, prenant la parole devant dix mille personnes (chiffre des organisateurs) le 9 septembre (dernière édition du *Monde* du 9), M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a réaffirmé la volonté de préserver l'indépendance syndicale à l'égard des partis et de l'Etat, quel que soit le gouvernement. La centrale ne donnera pas de consignes de vote au printemps prochain, conformément à sa doctrine : « *Nous ne laisserons pas dévier le mouvement syndical de sa voie naturelle du fait de ce que certains appellent la gestion démocratique, la planification en démocratie, et plus encore l'autogestion. Préservons l'autorité du syndicat qui, en aucun cas, ne saurait être diluée dans des rassemblements irresponsables. C'est la meilleure garantie que nous puissions offrir aux travailleurs, mais aussi à la démocratie !* », a dit M. Bergeron, en rappelant que, voici trente ans, les groupes Force ouvrière avaient quitté la C.G.T. « *complètement dominée par le P.C.* ».

Condamnant la politique de M. Barre, le syndicaliste a souligné l'aggravation du chômage et la dégradation du pouvoir d'achat. Cependant, il estime que, dans les discussions sur le secteur nationalisé, l'écart entre le gouvernement et les fédérations n'était pas tel que des accords soient impossibles.

Il a ensuite critiqué notamment les propositions de M. Maire sur le resserrement de l'éventail des salaires, la suppression du remboursement des médicaments « de confort », le refus du gouvernement de négocier une convention collective avec les travailleurs du secteur nucléaire, etc.

A l'intention des signataires du programme commun, M. Bergeron a réaffirmé que F.O. était « *catégoriquement opposée à l'intégration des régimes paritaires dans un vaste système de Sécurité sociale afin de préserver leur autonomie et le système actuel* ».

● *Une délégation des ouvrières cégétistes de l'entreprise Furnon* a été reçue, vendredi 9 septembre, au ministère du travail et de la justice. Selon la C.G.T., le principe d'une «table ronde» à Nîmes, convoquant toutes les parties en présence, aurait été retenu.

LA RENTRÉE SOCIALE

Les syndicats dans l'arène

« Quelques points d'accord récents sur les mesures sociales à réaliser demain ne suffisent pas à fonder une communauté de vision sur la société à construire. » En répliquant ainsi à l'interprétation que *l'Humanité* avait donnée de son discours de Strasbourg, le 7 septembre, M. Edmond Maire intervient dans le débat sur la mise à jour du programme commun avec un langage d'autant plus rude qu'il avait été longtemps contenu.

En relevant, devant les militants alsaciens, les insuffisances du programme de la gauche en ce qui concerne les droits nouveaux des travailleurs, le retour au plein emploi, l'étendue et le financement du chapitre social, M. Maire avait pratiqué la « *justice distributive* » : le P.S., avait-il dit, reste « *discret et flou* ». Ses propositions apparaissent « *trop timorées* ». Celles du P.C. sont « *plus ambitieuses* », mais le financement semble insuffisant et il ne s'attaque pas assez aux hauts revenus. Sa politique économique risque de mener à l'inflation et au « *nationalisme économique* ».

Dans son compte rendu pour le lendemain, l'organe du P.C.F. n'avait mentionné que curieusement deux des critiques qui le visaient. Il avait, au contraire, exploité celles qui s'adressaient au parti socialiste. Est-ce là, demande M. Maire, le débat public dont M. Marchais promettait qu'il ne masquerait aucun problème ? Il faut enfin « *sortir du jeu électoral* ». Les vingt lignes qui suivent dans le communiqué de la C.F.D.T. sont un tir à boulets rouges sur la stratégie de transformation sociale du P.C.F., sa doctrine économique et sa conception des nationalisations.

Cependant M. Maire n'a pas été seul à demander des éclaircissements au P.C.F. et au P.S., durant cette semaine où se sont fait entendre la quasi-totalité des ténors du mouvement syndical ; tous ont réaffirmé bien haut leur indépendance vis-à-vis d'un éventuel gouvernement de gauche ou de toute autre tendance.

Pour sa part, M. Georges Séguy a réclamé des lumières aux socialistes sur « *la fiscalité, les hauts revenus et l'éventail des salaires* », en reprenant — il l'a souligné, — les termes mêmes employés la veille par M. Maire. Le secrétaire général de la C.G.T. ne cita le P.C.F. que pour approuver sa position. Il a dressé ensuite un catalogue de dix questions. La plupart avaient trait au caractère quantitatif des mesures sociales. Celles qui concernent les nationalisations, les droits des travailleurs et des syndicats étaient simplement énumérées.

Ces derniers points, au contraire, avaient été longuement détaillés devant les Strasbourgeois par M. Maire, avec le développement qu'il consacra à la plate-forme cédétiste rendue publique en mai dernier.

Quant à M. Henry, secrétaire général de la FEN, il a demandé aussi des explications sur le financement des mesures sociales sans inflation, sur les nationalisations, les salaires, l'emploi, etc. Il s'est étonné et s'inquiète de l'extension de la polémique de la gauche, « *sur l'initiative*, dit-il, *du P.C.F.* ».

Le chassé-croisé des alliances

Ainsi donc, de tribune en meeting, de conférence de presse en communiqué, ont affleuré les réticences, les accusations, les réquisitoires que l'on avait plus ou moins fait taire jusqu'alors.

La C.F.D.T., hérissée par la manœuvre du P.C.F., qui tentait de l'utiliser contre le parti socialiste, reprend maintenant tous ses griefs contre les communistes. Elle n'a pas enregistré sans irritation les propos de M. Séguy lorsque celui-ci, avec plus de doigté cependant que le P.C.F., a mis en valeur les critiques adressées par M. Maire au parti de MM. Mitterrand et Rocard (... qui est aussi le parti du secrétaire général de la C.F.D.T. et de nombreux militants de cette centrale).

A la FEN, M. Henry n'accuse pas seulement les dirigeants communistes de « *donner le sentiment de sombrer dans un anti-socialisme primaire tout aussi condamnable que l'anti-communisme primaire que la FEN n'a cessé de rejeter* ». Il reproche aussi à la C.F.D.T., en défendant des projets trop ambitieux, de mettre en difficulté le futur gouvernement de gauche avant même sa naissance, et de décourager ses partisans.

Pour le leader des enseignants, comme pour M. André Bergeron, il n'appartient pas aux syndicalistes de faire des projets de société. Ce rôle revient aux partis politiques, au sein desquels le syndiqué exerce ses choix de citoyen.

Le bilan syndical de ces derniers jours s'analyse en une série de chassés-croisés, d'ententes et de désaccords, variant selon les sujets entre les organisations. L'autogestion cristallise toujours contre la C.F.D.T. les sarcasmes de F.O., le scepticisme de la FEN et l'ambiguïté de la C.G.T. M. Maire, à Strasbourg, s'est plaint du P.C.F. qui n'en parle « *que comme d'un objectif lointain* », et se réfère au centralisme démocratique, tandis que le P.S. semble souvent « présidentiel ». A quelques nuances près, malgré les affirmations des cégétistes, M. Maire est aussi isolé lorsqu'il parle du contenu social des nationalisations, des conseils d'atelier ou de la hiérarchie des salaires. Mais, sur ce dernier thème, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN se retrouvent en cœur pour accuser M. Charpentié, président de la C.G.C., de faire le jeu du patronat et de la majorité. En revanche, la mise à jour du programme commun réunit la C.F.D.T. et la FEN dans une même réserve à l'égard du P.C.F., tandis que M. Bergeron, dans son discours de Pantin, n'a rien cédé de son anticommunisme dans lequel il associe la C.G.T. et les communistes.

Comme il n'y a jamais divorce entre les positions de la C.G.T. et celles du P.C.F., il n'est pas sûr que tout aille pour le mieux lorsque MM. Maire et Séguy se retrouveront à la fin de septembre, comme ils viennent de l'annoncer, pour confronter leurs plates-formes respectives, afin de ne pas se présenter en ordre dispersé, le cas échéant, devant un nouveau gouvernement.

« *L'heure n'est pas aux vaines polémiques mais à la cohésion de toutes les forces syndicales* », a dit imperturbablement M. Séguy en ajoutant : « *Pas de répit pour M. Barre jusqu'aux élections.* » C'est aussi ce qu'ont déclaré, de leurs côtés, les dirigeants de F.O. comme ceux de la FEN ou de la C.F.T.C. Sans doute faudra-t-il de la persévérance pour mettre d'accord les partisans du « tous ensemble » et harmoniser les actions « diversifiées » qu'ils entendent mener. Cependant, il y a de fortes chances pour que le mois d'octobre ne s'écoule pas sans que soit organisée une grande journée interprofessionnelle.

JOANINE ROY.

EMPLOI

MONTEFIBRE : le ministère du travail refusera tout licenciement collectif dans les conditions actuelles.

Les représentants syndicaux de l'usine Montefibre, de Saint-Nabord, ont reçu l'assurance, vendredi 9 septembre, au ministère du travail, que « *toute demande d'autorisation de licenciement collectif ne saurait être acceptée dans les conditions actuelles* ».

« *La poursuite de l'approvisionnement de l'usine*, précise un communiqué du ministère, *constitue un préalable auquel les pouvoirs publics attachent une particulière importance.* »

Montefibre France a d'ailleurs annoncé vendredi une nouvelle livraison de fuel à l'usine de Saint-Nabord. Dans un communiqué, la société indique qu'elle poursuit l'examen du dossier, en liaison avec les pouvoirs publics, afin d'en limiter, autant que faire se peut, les conséquences sociales dont elle est parfaitement consciente.

Enfin, M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort (P.S.), a suggéré, vendredi à Saint-Nabord, d'intégrer Montefibre à un groupe public. « *Dans un premier temps*, a-t-il souligné, *l'usine pourrait être reprise par Elf-Aquitaine dont on connaît la capacité à traiter les dérivés du pétrole. A plus long terme, le relais serait pris par un groupe chimie-textile issu de la nationalisation et de la restructuration de Rhône-Poulenc.* »

● *M. Jean-Claude Boussac estime que la rumeur annonçant mille deux cents licenciements* dans ses établissements des Vosges (*le Monde* du 1er septembre) est «*dénuée de tout fondement*», a déclaré dans un communiqué M. Marcel Hoffer, député R.P.R. des Vosges. M. Boussac, gérant du groupe, a indiqué, précise le communiqué, que «*tenant compte de la situation extrêmement sérieuse que traverse actuellement l'industrie textile, la totalité des moyens dont dispose le groupe est consacrée à la recherche de toutes les solutions susceptibles de préserver l'emploi pour le personnel des entreprises qu'il contrôle*». — *(A.F.P.)*

● *Ford, second constructeur* d'automobiles mondial, va implanter à Bridgend, dans le sud du Pays de Galles, une usine de moteurs qui emploiera deux mille cinq cents personnes. Cette unité représente un investissement de 180 millions de livres (1,54 milliard de francs environ), elle devrait entrer en activité au début des années 1980 et, selon les estimations du gouvernement britannique, entraîner la création de cinq mille emplois induits chez Ford-Grande-Bretagne et chez ses sous-traitants. Les travaux commenceront dans le courant du mois de septembre.

AGRICULTURE

Réunis en congrès

LES PRODUCTEURS DE FRUITS ET LÉGUMES S'INQUIÈTENT DE L'ÉLARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN

L'élargissement du Marché commun aux pays méditerranéens a été au centre des débats du congrès national des producteurs de fruits et légumes qui s'est tenu les 8 et 9 septembre à Perpignan. Au cours d'un déjeuner-débat auquel participait, le 9 septembre, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, M. Joseph Palau, président des producteurs de légumes, a insisté sur les dangers de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. « *Les Américains*, a-t-il déclaré, *voient dans l'entrée de l'Espagne un moyen supplémentaire de démolir le Marché commun agricole. Les Anglais ont été leur premier cheval de Troie, les Espagnols en seront les démolisseurs.* »

M. Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'agriculture, qui a clôturé le congrès, s'est cependant déclaré optimiste quant à l'avenir des producteurs de légumes. « *Je ne me fais pas de souci dans l'immédiat pour la plupart d'entre vous*, at-il déclaré. *Les prix de l'année dernière ont pu compenser, et parfois au-delà, les pertes dues à la sécheresse, et cette année nous devrions connaître des quantités normales et des prix bien orientés.* »

M. Blanc a précisé que le gouvernement met des conditions précises à l'élargissement du Marché commun, et qu'en tout état de cause les règlements européens des fruits et légumes, du vin, du tabac, de l'huile d'olive et de l'horticulture doivent être révisés dans un sens plus favorable aux producteurs. M. Blanc a enfin affirmé que le gouvernement reste attentif à éviter ou à limiter l'augmentation des prix «*grâce à une gestion du marché qui doit pouvoir faire place à un montant raisonnable d'importation lorsque cela est nécessaire*» et à une surveillance renforcée des marges des grossistes et des distributeurs, car, «*surtout là, des abus sont à dénoncer*». —

● *Le Centre national des jeunes agriculteurs doit « engager un dialogue constructif et cohérent avec tous les partis et toutes les organisations »*, sans toutefois être « *à la remorque d'aucun parti* », déclare M. Torrent, secrétaire général de la centrale syndicale paysanne, dans un éditorial du mensuel *Jeunes Agriculteurs*. « *Le syndicalisme jeune n'a pas pour mission de faire de la politique, mais il ne doit rien négliger pour faire connaître les problèmes des jeunes agriculteurs* », ajoute-t-il.

A L'ÉTRANGER

AMÉRIQUE LATINE.

● *Le déficit global des paiements des pays* d'Amérique latine et des Caraïbes — à l'exclusion du Venezuela — devrait revenir à 8 ou 9 milliards de dollars en 1977, après avoir atteint 12 milliards en 1976 et près de 17 milliards en 1975, estime la Chase Manhattan Bank. Cette amélioration est surtout imputable au Brésil, au Mexique et au Pérou, dont le déficit combiné se réduirait à 6,5 milliards cette année, au lieu de 10,7 en 1976. — *(Agefi.)*

JAPON

● *Les prix de gros* ont augmenté en août de 0,2 % par rapport à juillet, et de 0,8 % par rapport à août 1976. Toutefois, ils sont encore en baisse de 0,2 % par rapport à janvier 1977. La hausse du mois d'août, qui est la première en trois mois, est due à un relèvement de 2,4 % des prix de l'acier laminé. — *(A.F.P.)*

SUISSE.

● *Les prix à la consommation* sont restés stables en août. En un an, le coût de la vie a augmenté de 1,3 %. C'est la première fois depuis 1969 que l'indice n'a pas augmenté en août par rapport au mois précédent. En juillet, il avait subi une légère hausse de 0,1 % par rapport à juin. — *(A.F.P.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARINE - WENDEL

Le président du conseil d'administration vient d'envoyer aux actionnaires de Marine-Wendel une lettre destinée à rendre compte de la conclusion des négociations entreprises avec les pouvoirs publics en vue de contribuer au redressement de la sidérurgie et à leur exposer les importantes mesures que le groupe va devoir prendre.

Conformément aux objectifs fixés par le gouvernement le 23 février, un accord a été conclu avec les pouvoirs publics dont on sait qu'il comprend des dispositions de nature industrielle, sociale, financière et régionale. Dans ce cadre, le conseil d'administration de Marine-Wendel a décidé :

— de concentrer dans Sacilor les éléments de son patrimoine industriel concourant directement à l'activité sidérurgique afin d'en renforcer l'efficacité.

Dès maintenant seront transférées à Sacilor, à ce titre, les participations dans les mines de fer (Anderny-Moutiers), dans les sociétés commerciales (Nozal et Roland-Prosilor), dans les industries de première transformation de l'acier (Profils et Tubes de l'Est, Ziegler, Constructions Métalliques Fillod) et dans la Société des Forges de Basse-Indre (10 %). Ultérieurement, dès que les conditions d'évaluation et les perspectives financières le rendront possible, l'apport à Sacilor de la participation dans les Forges et Aciéries de Dilling sera proposé aux actionnaires et dans l'immédiat la coordination industrielle est organisée.

— de renforcer les fonds propres de Sacilor, au moyen d'avances d'actionnaires ne portant pas intérêt et destinées à être ultérieurement incorporées au capital.

— et de s'associer, en outre, au financement de Sacilor pour 1977, par un emprunt de 125 millions de francs contracté auprès du F.D.E.S. et reprêté à Sacilor aux mêmes conditions (en complément de prêts directs consentis par le F.D.E.S. à Sacilor).

Pour permettre à la société de soutenir cet effort exceptionnel tout en assurant le développement de ses autres filiales en leur donnant accès à un financement propre, la décision a été prise de proposer aux actionnaires des sociétés concernées, d'une part, que la Compagnie lorraine industrielle et financière soit absorbée par Marine-Wendel afin d'accroître la consistance globale de ses actifs, et, d'autre part, que les participations dans les sociétés dont l'activité n'est pas directement liée à celle de Sacilor soient placées dans une société nouvelle, la Compagnie générale d'industrie et de participations dans laquelle Marine-Wendel détiendrait une participation importante ; la majeure partie de ses actions serait répartie entre les actionnaires anciens et nouveaux de Marine-Wendel, lui assurant ainsi un large marché financier.

Ces propositions seront soumises à la fin du mois de novembre aux assemblées générales extraordinaires des sociétés concernées.

A l'issue de ces opérations, les actionnaires de Marine-Wendel seraient également actionnaires de la Compagnie générale d'industrie et de participations, ces deux sociétés étant ou devant être cotées à la Bourse de Paris.

Marine-Wendel détiendrait principalement :
— Une participation de 47 % dans Sacilor, société renforcée comme il est dit ci-dessus ;
— Une participation dans la Société des forges et aciéries de Dilling (39 %) ;
— Une participation de 20 % dans la Compagnie générale d'industrie et de participations ;
— Une participation de 10 % dans les Forges de Gueugnon ;
— Et divers autres actifs dont d'importantes créances sur Sacilor.

La Compagnie générale d'industrie et de participations détiendrait les autres actifs, dont notamment les participations dans :
— La Compagnie financière Creusot-Loire (30 %) ;
— Carnaud S.A. (48 %) ;
— Les Forges de Gueugnon (39 %) ;
— Les Sociétés cimentières de l'Est ;
— Les Forges d'Allevard et les sociétés de ressorts ;
— La société Ornas ;
— La banque Demachy et diverses sociétés de portefeuille ;
— Diverses sociétés de mécanique et de services.

La transformation importante des structures du groupe qu'impliquent ces propositions permettra d'élargir ses moyens et de mener concurremment le renforcement de la sidérurgie et le développement de ses autres activités.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

STABILITÉ

Redressement du DOLLAR en fin de semaine ; pressions à la hausse sur la LIVRE STERLING ; léger effritement du FRANC FRANÇAIS : tels ont été les faits marquants de la semaine sur les marchés des changes.

En légère hausse lundi, le DOLLAR s'est effrité pendant les deux séances suivantes, puis s'est redressé à compter de jeudi après-midi. Sa reprise s'est accélérée à la veille du week-end, lorsque fut connue la forte augmentation de la masse monétaire aux Etats-Unis, qui fait craindre un resserrement du crédit, et partant une tension sur les taux d'intérêt. Le redressement a permis au DOLLAR d'effacer, et au-delà, les pertes initiales.

La baisse du DOLLAR du mois de juillet n'aura-t-elle été qu'un accident de parcours ? On commence à le penser dans les milieux cambistes. Il est vrai que les choses ont changé. Comme le souhaitaient les responsables américains, l'Allemagne et le Japon vont relancer leur économie. Dès lors, une baisse de la devise américaine n'apparaît plus « nécessaire ». De surcroît, le DOLLAR bénéficie d'une certaine désaffection envers le DEUTSCHEMARK, qui a cédé le pas comme « devise refuge » au FRANC SUISSE. Dans le « serpent » européen, amputé de la COURONNE SUEDOISE, le DEUTSCHEMARK occupe, en effet, la dernière place, précédé par le FRANC BELGE, le FLORIN, la COURONNE NORVEGIENNE et la COURONNE DANOISE.

Est-ce à dire que le DOLLAR va monter ? Rien n'est moins sûr. L'évolution de l'économie américaine reste incertaine et, de plus, les banques centrales semblent désireuses de défendre les cours actuels. A ce propos, la Federal Reserve Bank de New-York a publié les statistiques concernant les interventions des banques centrales sur les marchés des changes pendant la période s'étendant du 1er mai au 31 juillet : 22 milliards de dollars ont été consacrés à ces interventions, la part des Etats-Unis étant inférieure à 400 millions de dollars...

La LIVRE STERLING s'est également bien comportée. La décision prise par les syndicats britanniques, réunis en congrès, de proroger le pacte salarial conclu avec le gouvernement ne pouvait qu'avoir un effet bénéfique sur un STERLING déjà activement recherché. Seule l'intervention de la Banque d'Angleterre a empêché la LIVRE de monter. L'Institut d'émission va-t-il renoncer à intervenir ? Des rumeurs ont circulé à ce propos dans la City. Laisser filer le cours de la LIVRE vers le haut pourrait pourtant s'avérer dangereux, tant il est vrai que les taux ont très fortement baissé en Grande-Bretagne. Une hausse trop importante du cours du STERLING ne provoquerait-elle pas un reflux des capitaux qui, pour l'heure, affluent en Grande-Bretagne ? Bien des experts le pensent, et, dans ces conditions, estiment que la Banque d'Angleterre va continuer de défendre le cours de 1,74 dollar environ pour 1 LIVRE. Il pourrait en être tout autrement bien évidemment si le DOLLAR fléchissait de nouveau. En attendant, la Banque d'Angleterre a une nouvelle fois abaissé son taux d'escompte le ramenant de 7 à 6,5 %.

Le FRANC FRANÇAIS a connu en fin de semaine un petit accès de faiblesse. Parallèlement, on constatait une légère tension sur le taux de l'Euro-Franc. On ne saurait pour autant parler d'attaque, ou même de menace sur la monnaie française.

Signalons enfin que le président mexicain, M. José Lopez Portillo, a indiqué que le PESO, dans l'immédiat, continuait de flotter. Il a également révélé que les réserves du Mexique atteignaient aujourd'hui 2,9 milliards de dollars contre 500 millions de dollars il y a huit mois.

Sur le marché de l'or de Londres, le cours de l'once du métal a commencé par progresser assez vivement dans l'espoir que la *treizième* vente *d'or du* Fonds monétaire international (F.M.I.) donnerait le signal d'une hausse des cours, et s'est avancé aux environs de 148 dollars. Mais le prix moyen obtenu à l'adjudication du F.M.I. n'ayant été que de 147,78 dollars contre 146,26 dollars précédemment, le cours de l'once est revenu finalement à 147,45 dollars.

PHILIPPE LABARDE.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	1,7428	8,5876	4,1574	4,0537	62,4270	4,2899	1.539,24
	—	1,7425	8,5399	4,1689	4,0373	62,1375	4,2638	1.535,83
New-York.	1,7428	—	20,2942	41,9199	42,9922	2,7917	40,6256	0,1132
	1,7425	—	20,4039	41,7972	43.7592	2,8042	40,8663	0,1134
Paris.....	8,5876	4,9275	—	206,56	211,84	13,7562	280,18	5,5791
	8,5399	4,9010	—	204,84	211,52	13,7436	200,28	5,5604
Zurich....	4,1574	2,3855	48,4119	—	102,5580	6,6596	96,9124	2,7009
	4,1689	2,3925	48,8165	—	103,2585	6,7091	97,7727	2,7144
Francfort..	4,0537	2,3260	47,2044	97,5057	—	6,4935	94,4952	2,6336
	4,0373	2,3170	47,2760	96,8443	—	6,4974	94,6873	2,6287
Bruxelles.	62,4270	35,8290	7,2694	15,0157	15,3998	—	14,5521	4,0557
	62,1375	35,6600	7,2760	14,9049	15,3965	—	14,5729	4,0458
Amsterdam	4,2899	246,15	49,9543	103,1859	105,8254	6,8718	—	2,7870
	4,2638	244,70	49,9285	102,2779	105,6107	6,8620	—	2,7162
Milan.....	1539,24	883,20	179,23	370,23	379,70	24,6566	358,80	—
	1535,83	881,40	179,84	368,40	380,40	24,7167	360,19	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

MARCHÉ DE L'OR

	COURS 2/9	COURS 9/9
Or fin (kilo en barre) ..	23400	23900 ..
— (kilo en lingot)	23526	23940 ..
Pièce française (20 fr.) .	247 ..	245 50
Pièce française (10 fr.)..	204 ..	206 50
Pièce suisse (20 fr.) ..	216 ..	217 50
Union latine (20 fr.) ..	206 ..	208 80
● Pièce tunisienne (20 fr.)	..	... ..
Souverain	221 20	221 30
● Souverain Elizabeth II.	252 50	... ..
● Demi-souverain	... ..	... ..
Pièce de 20 dollars....	1118 40	1129 60
— 10 dollars	575 ..	560 ..
— 5 dollars	... ..	... ..
— 50 pesos	964 50	962 ..
● — 20 marks	..	..
— 10 florins	215 20	217 ..
● — 5 roubles ...	... ..	... ..

La première banque des Pays-Bas veut élever à 60 % sa part dans le capital de N.S.M.

L'Algemene Bank Nederland (A.B.N.), premier groupe bancaire des Pays-Bas, se propose, sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics, de porter de 40 % à 60 % sa participation dans le capital de la Banque française, Neuflize, Schlumberber, Mallet (N.S.M.). A.B.N., qui détenait 28 % du capital de N.S.M. au travers de sa propre filiale Mees and Hope, avait déjà haussé sa part à 40 % à l'automne 1976. Cette fois-ci, il s'agirait, pour le groupe bancaire néerlandais, de prendre le contrôle de l'un des deux fleurons de la « haute banque protestante » (l'autre étant la banque Vernes). Cette opération, qui s'effectue avec l'accord des dirigeants de N.S.M., maintenus à la tête de la maison, *s'inscrit dans le droit fil* d'une évolution qui a conduit l'établissement français à rechercher un partenaire puissant pour augmenter son poids vis-à-vis de ses gros clients. N.S.M. a une double vocation : son activité traditionnelle de gestion de portefeuille et celle de « banque marchande » à l'anglaise.

Dans ce dernier secteur, sa taille est trop réduite pour lui permettre de continuer seul. Aussi ses dirigeants, faute de pouvoir s'entendre avec un partenaire français (un projet de rapprochement avec le groupe d'assurances de La Paternelle avait échoué en 1974), se sont-ils orientés vers un groupe bancaire du Marché commun. N.S.M. pourra ainsi accéder plus facilement au réseau mondial d'A.B.N., qui, de son côté, sera à même de développer ses activités en France.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 5 AU 9 SEPTEMBRE

NET REPLI

La hausse estivale a-t-elle pris fin avec la rentrée de septembre et son cortège de soucis ? Rien ne permet l'affirmer. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'un repli très net a été enregistré à l'issue d'une semaine marquée par la présentation du budget.

Stable lundi, en recul mardi, étale mercredi, faible jeudi et franchement mauvais vendredi, le marché de Paris a désagréablement surpris les opérateurs. Il y a huit jours, un gain de 2 % faisait retrouver à l'indicateur son niveau du début de l'année ; cette fois, un fléchissement de 4 % le ramène brusquement en arrière.

Bien des arguments sont mis en avant pour expliquer ce renversement de tendance apparent. Mouvement d'humeur après la publication d'un budget jugé finalement peu favorable aux entreprises et aux actionnaires ? Réaction aux déclarations de M. Servan-Schreiber, qui fait resurgir le spectre des dissensions au sein de la majorité ? Déclarations offensives des chefs syndicaux, qui ne veulent laisser aucun répit au gouvernement ? Il y a sans doute un peu de tout cela.

Le prélèvement d'une taxe exceptionnelle sur les frais généraux des banques a été fraîchement accueilli, tandis que l'élévation de 2 000 à 3 000 F de l'abattement sur les dividendes des actions émises en France était accueilli avec un certain scepticisme quant à son effet sur le comportement des petits épargnants. Sur le plan politique, après l'intermède de l'été, c'est la multiplication des sondages, parfois décevants pour la majorité, qui pèse sur le niveau des cours. Ajoutons que, après une hausse moyenne de 20 % depuis la mi-mai, de nombreux opérateurs sont enclins à prendre leurs bénéfices, et que les acheteurs étrangers, encore nombreux et actifs, semblent avoir déserté les colonnes du palais Brongniart, ce qui a notablement réduit le volume des transactions.

Dernier élément négatif, la rechute de Wall Street fait naître une certaine inquiétude, qui gagne les places européennes, à l'exception de Londres où l'apparente modération des syndicats a provoqué un véritable « boom ». Partout, les marchés financiers constatent que l'expansion mondiale n'est pas au rendez-vous, et que les nuages chargent toujours l'horizon.

Aux valeurs étrangères, repli des américaines et des pétroles internationaux, à l'exception de Norsk Hydro, sujet à un brusque réveil. Sur le marché de l'or, le lingot a gagné plus de 400 F à 23 940 F, tandis que le napoléon perdait 1,50 F à 245,50 F.

F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du caoutchouc - Repli du café et du zinc

METAUX. — *La reprise s'est confirmée sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, malgré le nouvel accroissement des stocks britanniques de métal, qui atteignent désormais 610 075 tonnes (+ 675 tonnes). En juillet et en août, la production américaine de métal raffiné a diminué, incidence de la grève qui a paralysé une grande partie des raffineries. Une importante compagnie vient de signer un nouvel accord salarial avec les syndicats. Mais, en raison de l'abondance des stocks, l'activité ne reprendra pas immédiatement en totalité.*

La baisse des cours de l'étain se poursuit tant à Londres qu'à Singapour. La perspective de la liquidation de 25 000 tonnes de métal provenant des stocks stratégiques américains pèse sur le marché. Durant les cinq premiers mois de l'année, les exportations de concentrés malais ont fléchi, revenant à 28 320 tonnes contre 34 400 tonnes pour la période correspondante de 1976. Toutefois, une réduction des taxes frappant l'extraction minière dans ce pays est à l'étude, ce qui pourrait stimuler la production.

Sensible baisse des cours du zinc à Londres. Selon certaines rumeurs, les producteurs européens, qui ont ramené en mai le prix de leur métal de 795 dollars à 700 dollars la tonne, pourraient le diminuer à nouveau. Malgré les réductions de production déjà décidées, l'offre mondiale est supérieure à la demande. Le Groupe international d'études du plomb et du zinc se réunit à Genève pour étudier la situation du marché. L'écart entre le prix producteur européen et les cours pratiqués au Metal Exchange dépassent 25 %.

CAOUTCHOUC. — *Hausse des cours du naturel sur l'ensemble des marchés. Des achats pour compte soviétiques et chinois effectués en Malaisie sont à l'origine de cette petite flambée des prix. La Chine a acheté durant les cinq premiers mois de l'année 40 500 tonnes de gomme, contre 61 000 tonnes pour l'année 1976. En outre, une augmentation des stocks stratégiques américains pourrait être décidée. Ils seraient alors portés à 500 000 tonnes.*

TEXTILES. — *Faibles variations des cours de la laine sur les divers marchés à terme. La tonte australienne est évaluée à 607 millions de kilos, en diminution de 6 %, et celle de l'Argentine à 162 millions de kilos, en recul de 10 %. En revanche, il faut s'attendre à des tontes équivalentes tant en Afrique du Sud qu'en Nouvelle-Zélande ou en Uruguay.*

DENREES. — *Repli des cours du café sur tous les marchés. La récolte mondiale est évaluée par le département américain de l'agriculture à près de 70 millions de sacs, chiffre en augmentation de 14 % par rapport à la précédente récolte. En Côte d'Ivoire, il est prévu une diminution de la récolte de l'ordre de 500 000 sacs. Quant à la consommation, elle diminue de façon sensible.*

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 9 septembre 1977

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant 684 (678), à trois mois 697 (691,50), étain comptant 6 150 (6 180), à trois mois 6 150 (6 240), plomb 324 (322,50), zinc 295 (305,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 54,80 (55,60), aluminium (lingots) inch. (53), ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (61,50), mercure (par bouteille de 76 lbs) inch. (120-125). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 600 (1 630).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, oct., 51,45 (52,30), déc. 52,70 (54,25). — — Londres (en nouveaux pence par kilo : laine (peignée à sec) oct. 235 (236), jute (en dollars par tonne) Pakistan, White grade C, inch. (417). — Roubaix (en francs par kilo) : laine oct. inch (23,40). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute inch. (490).

nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 58,50-59,50 (56,50-58). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 217,75-218,25 (209,50-210).

CAOUTCHOUC. — Londres (en

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao, déc., 172,25 (179,90) ; mars, 161,70 (168,50) ; sucre disp., 7,60 (7,65) ; oct., 7,22 (7,80) ; café, déc., 176,95 (184) ; mars 164,19 (169). — Londres (en *livres par tonne*) : sucre, *oct.*, 107,75 (111,40) ; déc., 113,40 (116,75) ; café, nov., 2 518 (2 520) ; janv., 2 155 (2 550) ; cacao, déc., 2 418 (2 474) ; mars, 2 235 (2 309). — Paris (en francs par quintal) : cacao., déc., 2 046 (2 135) ; mars, 1 980 (2 050) ; café, nov., 1 968 (2 039) ; mars, 1 710 (1 735) ; sucre (en francs par tonne), déc., 898 (928) ; janv., 910 (845).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé., déc., 241 3/4 (232) ; mars, 251 1/4 (240 1/2) ; maïs, déc., 201 (194) ; mars, 209 1/2 (202 1/4).

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	5 sept.	6 sept.	7 sept.	8 sept.	9 sept.
Terme .	48 558 742	49 683 761	44 964 555	45 501 405	74 384 526
Comptant: R et obl.	72 856 707	80 113 247	89 146 597	96 580 053	97 489 273
Actions	30 683 363	62 665 437	34 226 124	28 706 840	29 162 958
Total	152 098 812	192 442 445	168 337 277	170 788 299	201 036 757

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100 31 décembre 1975)

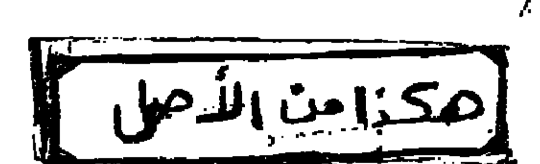
Val. franç.	92,2	90,5	90,4	89,8	88,6
Etrang. ..	101,6	102,3	102,4	102,9	101,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100 31 décembre 1976)

Tendance.	98,2	97,7	97,7	97	95,5

(base 100. 29 décembre 1961)

Indic. gén.	60,5	59,3	59,4	59,3	58,5



MARCHÉ MONÉTAIRE

CONSOLIDATION

Après la baisse de son taux d'escompte, la semaine dernière, qui avalisait une détente acquise *au cours des derniers mois*, la Banque de France, non contente « d'aménager le terrain » en consolidant cette détente, s'est efforcée de l'accentuer. Mercredi, elle a diminué encore de 1/8 % le taux de son adjudication portant sur 7 milliards de francs, et l'a ramené à 8 1/8 %.

Du coup, le taux de l'argent au jour le jour, qui s'était légèrement tendu lundi et mardi, atteignant 8 3/8 %, est revenu à 8 1/4 %. Cette baisse a alimenté l'optimisme de certains trésoriers, qui entrevoient une nouvelle détente des taux, avec comme conséquence une seconde réduction du taux de base des banques avant la fin de l'année. D'autres se montrent plus prudents, et mettent en avant les besoins du Trésor (près de 4 milliards de francs de bons placés en trois jours) et la nécessité de ne pas *laisser l'écart avec l'eurodollar* à 1 mois tomber au-dessous de deux points, ce qui, à leurs yeux, risquerait de rendre plus difficile la défense du franc.

Or, les taux sur le marché de l'eurodollar sont orientés à la hausse (6 1/4 % - 6 3/8 % en fin de semaine), en liaison avec le très vif gonflement de la masse monétaire aux Etats-Unis (3 milliards de dollars de plus la semaine dernière), qui fait prévoir un nouveau durcissement de la politique menée par les autorités monétaires.

En tout cas, la rumeur courait à New-York, *en fin de semaine*, que le taux de base des banques (Prime Rate), relevé récemment de 6,75 % à 7 %, pourrait être porté très prochainement à 7,25 %.

En fait de masse monétaire, M. Raymond Barre peut être satisfait de son évolution en France, où un net ralentissement peut être actuellement observé, avec une contraction de 0,4 % en juin 1977, après correction des variations saisonnières, et surtout une progression de 1,6 % au deuxième trimestre, contre 3,4 % au premier trimestre. Sur une base annuelle, la masse monétaire a augmenté de 10 à 11 % au cours des cinq premiers mois, au lieu de 16 % au premier semestre 1976. Rappelons que l'objectif fixé pour 1977 était une progression de 12,5 %. Il est fort possible que l'on tombe en dessous de ce chiffre. *Un tel ralentissement* s'explique par un fléchissement des comptes de particuliers, ponctionnés notamment par le grand emprunt de 8 milliards de francs et par une progression beaucoup plus rapide de la distribution des crédits (+ 1,2 % depuis fin mars, au lieu de + 4,3 % pendant le premier trimestre, et sur une base annuelle de + 5 à 6 % au début de 1977, contre + 1 % au premier semestre 1976.

FRANÇOIS RENARD.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Lourde rechute

Une lourde rechute s'est produite à Wall Street après le redressement *de la semaine dernière*, qui avait succédé à cinq semaines de baisse continue. L'indice Dow Jones a reperdu un peu plus de 15 points, à 857,07, à peine au-dessus du plus bas niveau de l'année touché le 25 août dernier.

Une fois de plus, ce sont les craintes d'une nouvelle hausse du taux d'intérêt et d'un ralentissement de l'expansion économique qui l'ont emporté.

La chute des cours a été sensible jeudi et surtout vendredi, à l'annonce d'une très forte augmentation de la masse monétaire, susceptible de provoquer un durcissement de la politique des autorités monétaires et, logiquement, un nouveau relèvement du taux de base des banques (« prime rate »). D'autre part, on assiste à une multiplication des pronostics pessimistes sur l'évolution de la situatio néconomique : les analystes parlent non seulement de ralentissement, mais même de récession en 1978, avec une baisse des bénéfices des sociétés.

Parmi les valeurs qui ont le plus fléchi figurent Du Pont de Nemours, Burroughs, I.B.M., Eastman Kodak.

Le volume des transactions s'est nettement contracté, avec 70,5 millions de titres échangés contre 87 millions.

	Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
Alcoa	47 1/4	46 1/2
A.T.T.	60 7/8	61 1/2
Boeing	55 3/8	54 1/4
Chase Man Bank .	31 1/4	30 1/4
Du P. de Nemours	112 5/8	107
Eastman Kodak ..	61 3/8	59 1/4
Exxon	48 3/4	48 3/8
Ford	44	43 3/4
General Electric ..	53 7/8	54 1/4
General Foods	33 1/2	33 7/8
General Motors ...	68 1/8	67 3/4
Goodyear	19 3/8	19 3/8
I.B.M.	268 1/2	263 1/4
I.T.T.	32 1/4	31 1/4
Kennecott	24 1/2	24 1/2
Mobil Oil	61 3/4	61 1/4
Pfizer	26 7/8	26 1/4
Schlumberger	68	67 1/2
Texaco	28	28
U.A.L. Inc.	19 5/8	19
Union Carbide	47 1/8	45 5/8
U.S. Steel	34 1/8	31 7/8
Westinghouse	19 5/8	19 1/8
Xerox Corp.	53 7/8	52 1/8

FRANCFORT

Incertitude

Incertitude et instabilité sur les marchés allemands, où, après un début prometteur, le vent a tourné, probablement à la suite de l'enlèvement du président Schleyer.

	Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
A.E.G.	88,50	88,50
B.A.S.F.	150,30	151,60
Bayer	138,80	137,70
Commerzbank	202,60	201
Hoechst	136,20	136
Mannesmann	153,50	153,50
Siemens	276,20	276,50
Volkswagen	182,30	182,50

LONDRES

Au plus haut depuis cinq ans

C'est le « boom » à la Bourse de Londres, où l'indice des valeurs industrielles du *Financial Times* a rejoint et failli dépasser le sommet atteint en mai 1972 (543,4).

En fin de semaine, les inévitables ventes bénéficiaires ont été bien absorbées, la baisse du taux d'escompte ayant fait l'effet d'un nouveau dopant.

L'optimisme règne donc plus que jamais dans la City, où l'apparente modération des syndicats lors de leur récent congrès, la bonne tenue de la livre, l'afflux des capitaux étrangers, la diminution du taux d'inflation et du loyer de l'argent, et la perspective d'une relance de l'économie à la fin de l'année constituent autant de stimulants.

Nombreux sont les analystes à prédire que non seulement le sommet de 1972 sera dépassé, mais que l'indice F.T. atteindra probablement 600 avant la fin de l'année.

Indice du Financial Times : industrielles : 530,1 contre 507,5 ; mines d'or : 120,4 contre 112,1.

	Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
Bowater	202	204
Brit. Petroleum ..	908	916
Charter	128	136
Courtaulds	118	128
De Beers	275	281
Free State Geduld*	13 1/4	14 5/16
Gt Univ. Stores .	291	307
Imp. Chemical ...	421	428
Shell	595	602
Vickers	195	225
War Loan	32 1/16	34 1/8

(*) En $, net de prime sur le dollar investissement.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 : 29 décembre 1972

	2 sept.	9 sept.
Indice général	75,8	74,3
Assurances	124,8	128,3
Banq. et sociétés financ. .	62,4	61,3
Sociétés foncières	80,3	77,7
Sociétés investiss portef. .	77,5	75,7
Agriculture	75,4	73,9
Aliment., brasseries, distill.	69,8	68
Autom., cycles et l. équip.	82,7	80,3
Bâtim., matér. constr., T.P.	80,1	79,9
Caoutchouc (ind. et comm.)	63,8	61,8
Carrières salines, charbon.	87,3	88,2
Constr. mécan. et navales.	67	66,1
Hôtels, casinos, thermal...	87,1	87,9
Imprimeries, pap., cartons.	62,4	63,2
Magas., compt. d'exportat.	49,9	49,7
Matériel électrique	77,5	76,3
Métall., com. des pr. métal	48,2	46,5
Mines métalliques	94,2	93,5
Pétroles et carburants	86,8	85,6
Prod. chimiq. et al.-mét. .	77,5	77,1
Services publics et transp.	86,9	85,9
Textiles	96	98,1
Divers	103,5	99
Valeurs étrangères	104,6	106,1
Valeurs à rev. fixe ou ind.	120,7	—
Rentes perpétuelles	55,8	—
Rentes amort., fonds gar..	168,6	—
Sect. indust. publ. à r. fixe	926	—
Sect. ind. publ. à rev. ind.	236,6	—
Secteur libre	102,6	—

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	2 sept.	9 sept.
Valeurs à rev. fixe ou ind.	211,5	—
Val. franç. à rev. variable.	525,3	514,9
Valeurs étrangères	773,1	784,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

	2 sept.	9 sept.
Indice général	60,3	58,5
Produits de base	39,9	38,3
Construction	84	82
Biens d'équipement	53,6	52,9
Biens de consom. durables	105	100,3
Biens de cons. non durabl.	54	52,7
Biens de consom. aliment.	63,2	61,6
Services	87,5	85,6
Sociétés financières	70,1	69,8
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr. .	158,3	154,4
Valeurs industrielles	53,5	51,8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 10 septembre 1977 a été tiré à 549 599 exemplaires.

Le double meurtre de l'Ardèche

LES PREUVES S'ACCUMULENT CONTRE PIERRE CONTY

Le procureur de la République de Privas (Ardèche), M. André Tour, a précisé ce samedi matin 10 septembre que de nouvelles preuves continuaient de s'accumuler dans l'affaire du double meurtre de l'Ardèche. Les enquêteurs, au cours d'une perquisition effectuée dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 septembre au domicile de M. Pierre Conty, le domaine de la Rochebesse, hameau de Chanéac, ont en effet saisi des rouleaux de pièces d'une valeur de 10 000 francs. Il a été établi que ces pièces provenaient de l'agence du Crédit agricole de Villefort (Lozère), cambriolée le 24 août dernier. Cette perquisition, qui a duré de 21 heures à 4 heures du matin, a été déclenchée par un témoignage estimé « important » par le parquet de Privas.

● *L'Espagne vient de commander deux nouvelles centrales nucléaires* à la République fédérale d'Allemagne. Les contrats ont été confiés à la firme K.W.U. précise, à Madrid, la revue officielle du ministère de l'industrie et de l'énergie. — *(A.F.P.)*

A LA PRISON DES BAUMETTES

Hamida Djandoubi a été exécuté

« Un colossal danger social », avaient dit les experts psychiatres

Le directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, M. Christian Le Gunehec, a publié, ce samedi 10 septembre, le communiqué suivant : « M. Hamida Djandoubi a été exécuté ce matin, à 4 h. 40, à la prison des Baumettes de Marseille. La cour d'assises des Bouches-du-Rhône l'avait déclaré coupable, selon les termes de l'arrêt, de l'assassinat d'une jeune fille commis avec tortures et actes de barbarie, ainsi que du viol d'une adolescente de quinze ans et de violences commises avec préméditation sur trois mineures, et l'avait condamné à la peine capitale le 27 février 1977. »

Mes Goudareau et Pollack, défenseurs d'Hamida Djandoubi, avaient été reçus le 6 septembre dernier par M. Giscard d'Estaing. Au cours du procès, les avocats avaient plaidé notamment qu'Hamida Djandoubi avait été victime d'un accident du travail, en 1971, après lequel il avait été amputé à vif aux deux tiers de la jambe droite.

L'exécution de Djandoubi est la troisième depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing : Christian Ranucci, âgé de vingt-deux ans, reconnu coupable du meurtre d'une fillette de huit ans, avait été exécuté le 28 juillet 1976 à la prison des Baumettes de Marseille (« le Monde » du 29 juillet 1976) ; Jérôme Carrein, âgé de trente-six ans, accusé d'un enlèvement de mineure — également une fillette de huit ans, — de viol et d'assassinat, avait été guillotiné le 23 juin 1977 à la prison de Douai (« le Monde » du 24 juin 1977).

Quatre condamnés à mort ont été graciés : le 11 février 1976, le jeune Bruno T..., condamné à l'âge de dix-huit ans, à la peine capitale le 3 octobre 1975 par la cour d'assises des mineurs de l'Oise pour l'assassinat d'une vieille dame ; le 4 août 1976, Moussa Benzhara, condamné le 25 février 1976 par la cour d'assises de la Côte-d'Or pour l'assassinat d'une retraitée; le 9 février 1977 enfin, Joseph Keller et Marcellin Horneich, condamnés le 25 juin 1976 par la cour d'assises de la Haute-Garonne pour le meurtre de deux touristes britanniques.

Hamida Djandoubi, proxénète marseillais de nationalité tunisienne, vingt-huit ans, avait été inculpé pour assassinat, viol, coups et blessures avec préméditation et port d'arme, le 10 août 1974 (*le Monde* du 13 août). Dans la nuit du 3 au 4 juillet, Djandoubi avait transporté Mlle Elisabeth Bousquet, âgée de vingt et un ans, mourante, dans un cabanon abandonné en pleine campagne, proche du village de Lançon-Provence (Bouches-du-Rhône). Là, entouré de deux mineures avec lesquelles il vivait, Annie et Amaria, le proxénète avait étranglé la jeune femme à l'aide d'un foulard.

Ce meurtre avait été précédé, dans la villa Paradis, située dans les quartiers résidentiels de Marseille, d'une séance de torture longue de plus de trois heures. Le texte de l'acte d'accusation, que le président Vuillet avait lu le 24 février dernier lors du procès de Djandoubi (*le Monde* du 26 février), indique à ce propos : *« Il l'a frappée à coups de bâton sur la tête, à coups de ceinture sur tout le corps ; il l'a brûlée avec des cigarettes, notamment au niveau des seins et du pubis ; il a introduit un bâton dans son sexe et dans son anus, l'obligeant ensuite à sucer le bâton. Comme elle réclamait à boire, il a uriné dans un verre et lui en a fait absorber le contenu. Il a envoyé Annie chercher dans sa voiture un bidon d'essence, en a versé une partie sur le ventre de sa victime et y a mis le feu avec des allumettes. »*

Hamida Djandoubi avait rencontré Mlle Bousquet bien avant le jour du meurtre. Un an auparavant, il avait tenté de la contraindre à se prostituer. La jeune femme avait alors réussi à s'enfuir et l'avait dénoncé à la police. Mais, le 3 juillet 1974, au cours d'une rencontre fortuite à Marseille, Djandoubi avait réussi à nouveau à convaincre la victime de le suivre jusqu'à son domicile.

D'autre part, Djandoubi était également jugé le 24 février dernier, pour le viol après sévices d'une jeune Algérienne âgée de quinze ans, en fugue.

Après une heure de délibération, le jury de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône s'était prononcé pour la condamnation à mort du jeune Tunisien, suivant de la sorte les réquisitions de l'avocat général, M. Yves Chauvy, qui l'avait dépeint comme *« un être de sang qui s'est livré aux plus infâmes des tortures »*. De leur côté, les experts psychiatres avaient déclaré à la barre : *« Cet homme représente un colossal danger social. »* D'autres membres du corps médical, après une contre-expertise, avaient assuré : *« Sa personnalité revêt une certaine dangerosité sociale. »*

Djandoubi, qui avait reconnu au cours de l'instruction la plupart des faits qui lui étaient reprochés, avait changé d'attitude lors de son procès, déclarant : *« Je ne me souviens pas. Ma jambe me faisait souffrir et je me droguais. En outre, je buvais et j'étais ivre ce jour-là. »*

Le pourvoi en cassation que le condamné avait formé contre l'arrêt rendu par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône le 25 février avait été rejeté, le 9 juin (*le Monde* du 11 juin), par la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Pierre Mongin. Mes Philippe Waquet et Delvolvé avaient notamment fait valoir, en vain, que Djandoubi, *« garçon doux, docile, travailleur et honnête »*, était devenu agressif, instable et impulsif après son accident. — L. G.

RÉPONSE A LA VIOLENCE ?

Le rapport « Réponses à la violence », remis le 27 juillet au président de la République par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux (« le Monde » du 29 juillet 1977), indiquait notamment, dans sa cent troisième recommandation : « Le principe de l'abolition de la peine de mort a été adopté par le comité à la suite d'un vote à bulletin secret, acquis par six voix contre trois et deux abstentions. »

Dans « le Monde » du 25 août, M. Peyrefitte écrivait : « Le respect de la vie d'autrui figure au nombre des valeurs les plus hautes. Le comité a finalement basculé en faveur de l'abolition. (...) Je suis solidaire du sentiment de la majorité de ses membres. Le principe de la peine de mort m'a toujours fait horreur. Comment un pays évolué peut-il indéfiniment admettre la perpétuation légale de ce « meurtre avec préméditation » ?

M. Peyrefitte rappelait toutefois qu'« une telle modification dépend exclusivement du législateur, par nature sensible à l'opinion » et que le rapport du comité d'études sur la violence, la délinquance et la criminalité propose, en remplacement de la peine capitale, une « peine de sûreté ». Cette dernière, selon les termes mêmes du garde des sceaux, « consisterait en ce que, pendant une longue durée à compter de son prononcé — de l'ordre de vingt à quarante ans, selon ce que déciderait le législateur, — cette peine ne serait susceptible d'aucune modification ni administrative ni juridictionnelle ».

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE NAIROBI

Pays riches et pays pauvres se divisent sur les moyens de lutter contre la désertification

Nairobi (A.F.P., Reuter). — *La conférence des Nations unies sur la désertification, réunie depuis le 29 août à Nairobi, au Kenya, a pris fin le vendredi 9 septembre, après avoir adopté un plan d'action des déserts et décidé la création d'un groupe consultatif chargé de coordonner les activités en ce domaine et de mobiliser les ressources nécessaires. L'attitude très réservée des nations industrialisées devant la création de ce groupe consultatif et l'institution d'un compte financier spécial risque toutefois de gêner fortement la mise en application du plan.*

Le secrétaire général de la conférence, M. Mostafa Tolba, directeur du programme des Nations unies pour l'environnement (U.N.E.P.), lorsqu'il a tiré les conclusions de la conférence, a manifesté une certaine déception devant l'attitude des pays industrialisés, qui ont fait savoir qu'ils ne verseraient aucune somme à un fonds spécial. Il estime cependant que c'est d'abord et avant tout aux nations affectées par la désertification qu'il appartient d'agir. « *L'aide*, affirme-t-il, *viendra ensuite.* » Selon lui, « *la mise en application du plan d'action dépend d'abord de la volonté politique et de l'enthousiasme manifesté à son égard au niveau national* ». « *Les politiques nationales d'utilisation de la terre*, a-t-il déclaré, *doivent changer radicalement. Le combat contre la désertification doit figurer parmi les priorités dans les plans nationaux pour le développement économique et le progrès de la société. Des systèmes nationaux doivent être établis ou renforcés afin de fonctionner efficacement. De nouvelles ressources doivent être réservées pour lutter contre la désertification et regagner les terres perdues.* »

Cette action au niveau national, a encore précisé M. Tolba, doit s'accompagner de programmes de coopération régionale, et les organisations internationales ou intergouvernementales doivent étudier de nouvelles formules pour mobiliser et consolider les ressources régionales.

Le plan d'action, mis au point depuis deux ans par près de cinq cents experts, est sorti considérablement renforcé et précisé par l'examen attentif auquel se sont livrés les délégués, représentant une centaine de pays, rassemblés à Nairobi. Le nouveau texte, qui comporte vingt-six recommandations, a été adopté sans problème par la conférence, réunie en séance plénière. Mais les participants se sont divisés sur les suites à donner à la conférence et les moyens financiers pour mettre en application le plan.

Au cours de la séance plénière a, en effet, été adopté par 37 voix contre 18 et 18 abstentions un amendement surprise de dernière minute présenté par le Soudan, et recommandant la mise en place d'un fonds spécial de l'ONU au lieu des organisations d'aides traditionnelles comme la Banque mondiale et le programme de développement de l'ONU. Pays riches et pays pauvres se sont à cette occasion retrouvés dans deux camps opposés.

Une commission, où étaient représentés les pays participants avait pourtant décidé préalablement de laisser aux organismes en place le soin d'assurer le financement du plan de lutte contre l'avancée des déserts, mais les pays du Sahel, victimes de la sécheresse de 1967 à 1973, et à nouveau menacés, avaient demandé la création d'un fonds international spécial.

Dans son amendement, le Soudan demandait à l'Assemblée générale des Nations unies de prendre les mesures nécessaires pour créer un compte spécial pour l'application du plan, ce compte devant être alimenté au moyen des taxes versées par les pays membres, des donations ou des prêts sans intérêts, attribués par les institutions financières internationales. Un organisme spécial permanent — et non provisoire, comme le voulaient les États-Unis, — sera donc constitué à l'issue de l'assemblée générale.

La Grande-Bretagne a immédiatement indiqué qu'elle ne verserait pas de contributions directes à un tel fonds, mais continuerait à faire parvenir son aide aux pays menacés par la désertification, par le biais des organismes traditionnels. Le délégué américain a adopté la même attitude.

« LE MONDE » A 1,60 F

Les quotidiens édités à Paris, dont le prix de vente au public était fixé à 1,50 F, n'ont pas procédé en juillet dernier à une augmentation lorsque les autres journaux, nationaux ou régionaux, sont passés à 1,40 F.

Désormais, une majoration devient inévitable, et la plupart des quotidiens à 1,50 F vont porter dans les jours qui viennent leur prix à 1,60 F.

Le prochain numéro du Monde *sera donc vendu 1,60 F.*

Le tarif des abonnements ne sera majoré qu'ultérieurement.

A LA DEMANDE DES POUVOIRS PUBLICS

Le groupe Wendel renforce les structures de la sidérurgie lorraine

« Conformément aux objectifs fixés par le gouvernement le 23 février 1977 », *le groupe Wendel vient d'annoncer une refonte de ses structures financières, destinée essentiellement à renforcer la sidérurgie lorraine, mais en la séparant des autres activités. Cette refonte répond en principe aux recommandations des pouvoirs publics, mais ne résout pas le problème dramatique de l'insuffisance des fonds propres des entreprises.*

Jusqu'à présent, et depuis 1975, les trois cents personnes héritières des « petits-fils de François de Wendel » détenaient 75 % d'une puissante holding, Marine-Wendel, le reste étant dans le public. Cette holding contrôlait 40 % de la production d'acier français au travers de ses filiales Sacilor (47 %), Sollac (65 %), Forges et aciéries de Dilling en Sarre (59 %), Solmer (47.5 %, en commun avec Usinor et Thyssen), plus des mines de fer. S'y ajoutait une série de participations industrielles, notamment, dans l'industrie lourde : le contrôle des Forges de Gueugnon (39 %, aciers fins et inoxydables), celui de Carnaud S.A. (48 %, premier fabricant français d'emballages métalliques), et surtout la moitié de celui de Creusot-Loire (mécanique lourde et équipement nucléaire), en commun avec Empain-Schneider.

Cette holding va éclater en deux « coquilles ». L'une, Marine-Wendel nouvelle manière, va recueillir les actifs purement sidérurgiques, autour de Sacilor, dont la structure va être renforcée par des apports touchant ce qui gravite directement autour de la fabrication de l'acier : mines de fer (Anderny-Moutiers); sociétés de commercialisation (Nozal et Roland-Prosilor), première transformation de l'acier (profilés et tubes de l'Est, Ziegler, constructions métalliques Fillod, plus de 10 % dans les Forges de Basse-Indre), d'une valeur totale d'environ 250 millions de francs. S'y ajoutent un renforcement des fonds propres de Sacilor, par consolidation, sans intérêt, d'une avance de 115 millions de francs faite à Sacilor en 1976 par Marine-Wendel, et la prise en charge, par cette dernière, de 125 millions de francs sur les 800 millions de francs de prêts qui sont consentis à Sacilor par le F.D.E.S. en 1977. Enfin, il est prévu l'apport à Sacilor de la participation de Marine-Wendel dans les Aciéries de Dilling dès que « *cela sera possible* ».

L'autre « coquille », la Compagnie générale d'industrie et de participation (C.G.I.P.), recueillera les autres actifs, notamment la moitié du contrôle de Creusot-Loire, Carnaud S.A., Gueugnon, les Forges d'Allevard, plus une série de participations très diverses dans la mécanique, les ciments et les services.

Sur le plan strictement financier et boursier, la Compagnie lorraine va être purement et simplement absorbée par Marine-Wendel avant son éclatement, et les trois cents personnes physiques de la famille Wendel deviendront actionnaires à 80 % des deux « coquilles » ainsi créées. Pour éviter qu'une O.P.A. surprise ne puisse être lancée sur cet actionnariat désormais « fluide » et à la demande des pouvoirs publics, qui veulent garder un interlocuteur « responsable », deux sociétés fermées recueilleront la minorité de blocage dans ces deux « coquilles », dès lors « verrouillées ».

Ainsi se trouvent profondément modifiées les structures du groupe Wendel, ce qui constituait l'une des conditions posées par le gouvernement lors du lancement du « plan acier » d'avril dernier, qui prévoit la suppression de seize mille emplois, des prêts massifs du F.D.E.S., et l'instauration d'une mission de contrôle aux pouvoirs étendus.

Première constatation : si les structures de la sidérurgie lorraine se trouvent quelque peu renforcées avec l'idée d'imiter les Allemands (Thyssen), les apports effectués sont assez limités. Ensuite, le groupe Wendel a obtenu que soient dissociées les activités non liées à la sidérurgie (Creusot-Loire, mécanique acier fin), dont le financement pourrait être compromis par de nouvelles difficultés par ladite sidérurgie.

En contrepartie, les pouvoirs publics ont imposé, outre un contrôle étendu, un apport à la seconde « coquille », la C.G.P.I., de ses intérêts étrangers (la holding néerlandaise Ornas, d'une valeur de 500 à 700 millions de francs). Enfin, la famille Wendel reste liée à ses intérêts sidérurgiques par un « gel » d'une partie de ses actions.

Cette restructuration résulte en fait d'un compromis entre le groupe Wendel et les pouvoirs publics, qui ont estimé qu'on ne pouvait tout de même pas « ficeler » ensemble sidérurgie et grosse mécanique, comme le demandaient certains, notamment à gauche, sans compromettre l'un ni réellement assurer le renflouement de l'autre. Le problème des fonds propres de la sidérurgie lorraine, qui sont toujours ridiculement insuffisants, reste donc posé, avec des actionnaires principaux incapables de satisfaire à une augmentation de capital.

Dans l'avenir, ou ces derniers devront passer la main à d'autres financiers, ou l'État devra consolider ses créances et devenir réellement commanditaire.

FRANÇOIS RENARD.

RESPONSABLE DE « FRANCE-MUSIQUE »

M. Louis Dandrel présente sa démission

M. Louis Dandrel, rédacteur en chef des émissions musicales à Radio-France, chargé depuis le 1er juillet 1975 de la direction de France-Musique, a présenté sa démission, jeudi 8 septembre, à Mme Jacqueline Baudrier, présidente de la société.

Dans une lettre de démission, où il énumère les raisons qui l'ont amené à prendre sa décision, M. Dandrel fait état de la profonde dissension qui l'a opposé dès sa nomination et de plus en plus gravement à M. Pierre Vozlinsky, directeur des programmes et services musicaux de Radio-France, son supérieur hiérarchique. « *Il apparaît que la direction des programmes et services musicaux manifeste de plus en plus sa volonté de démanteler l'équipe de France-Musique et de mettre un terme à la réforme des programmes telle qu'elle a été définie en 1975* », écrit M. Louis Dandrel.

Tout récemment, M. Vozlinsky a, notamment, supprimé les ateliers d'enfants, dont M. Robert Pfeiffer assurait la responsabilité et qui donnaient lieu à une demi-heure d'émission hebdommadaire ainsi qu'à des concerts. M. Pierre Vozlinsky aurait estimé qu'il s'agissait d'activités pédagogiques peu conformes à la mission d'une société de radio. D'autre part, le directeur des programmes et services musicaux a mis un terme, mercredi 7 septembre, à la diffusion d'une série d'émissions intitulées « Rhéteur » et dont deux numéros étaient passés à l'antenne les 5 et 6 septembre.

Enfin, une opération de musique contemporaine qui devait donner lieu à des retransmissions en direct a également été annulée en cours de réalisation. M. Pierre Vozlinsky aurait justifié sa décision par des questions de priorités budgétaires.

Mais ces annulations ne sont que la goutte qui a fait déborder le vase. En fait, le désaccord qui oppose M. Louis Dandrel et son équipe à M. Pierre Vozlinsky vient de leur conception différente du service public, les premiers s'attachant à ouvrir les ondes aux « oubliés » de la musique — enfants, instrumentistes amateurs, — à la chanson et à certaines variétés, alors que le directeur des programmes et services musicaux s'est surtout attaché au relèvement du niveau des orchestres de la radio et de l'« image de marque » de la société par des opérations d'envergure (invitation de chefs d'orchestres de classe internationale, soirées de gala, etc.). Cette mésentente sur le fond ne pouvait mener qu'à une impasse puisque France-Musique (contrairement à France-Culture et à France-Inter, qui bénéficient de directions autonomes) est placée juridiquement sous l'autorité des programmes et services musicaux. Dépendance non consentie qui plaçait M. Louis Dandrel dans une constante « illégalité » et que celui-ci n'avait jamais cessé de dénoncer, ainsi que son équipe.

Paradoxalement, le départ de M. Louis Dandrel (dont la « réforme » avait, on s'en souvient, si profondément ému, et parfois à juste titre, certains fidèles mélomanes) n'aura pas été provoqué par ces auditeurs mécontents, mais par des rivalités internes. Étant donnée la solidarité qui relie le rédacteur en chef à la plupart de ses collaborateurs (qui ont déjà fait grève au mois de juillet dernier pour améliorer leurs conditions de travail), on peut s'attendre, dès lundi, à des réactions chez ces derniers. Ceci, comme le rappelle M. Louis Dandrel dans sa lettre de démission, au moment même où la « réforme » semblait porter ses fruits avec un accroissement de l'audience évaluée à 19 % pour l'année 1976 (*le Monde* du 18 février 1977).

Mme Baudrier reçoit MM. Louis Dandrel et Pierre Vozlinsky ce samedi 10 septembre en fin de matinée. Rappelons que le mandat du responsable de France-Musique expire au 1er janvier 1978. — A. R.